

CMRC-NRC

*Services
administratifs
et gestion de
l'immobilier*

NRC-CMRC

*Administrative
Services
and Property
Management*

DEVIS

NO. DE SOLLICITATION: 14-22068

BATIMENT: M-10
1200 chemin Montréal
Ottawa, ON

PROJET: M-10 Pièce 001 Ventilation pour la chambre
électrique

NO. DE PROJET: M10-4021

DATE : octobre 2014



DEVIS

TABLE DES MATIERES

Formulaire de soumission

Annonce Achatsetventes

Instructions aux soumissionnaires

Taxes de ventes Ontario

Compagnies de cautionnements

Articles de convention

Plans et devis **A**

Modalités de paiement **B**

Conditions générales **C**

Conditions de travail et échelle des justes salaires N/A **D**

Conditions d'assurance **E**

Condition de garantie du contrat **F**

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS **G**

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)
---	---

Formulaire de proposition – Marché de construction

Titre du projet

M-10 PIECE 001 VENTILATION DE LA
CHAMBRE ELECTRIQUE

No. de Proposition:

14-22068

1.2 Nom d'entreprise et adresse du soumissionnaire

Nom _____

Adresse _____

Personne-ressource (nom en lettres moulées) _____

Téléphone (_____) _____

Télec. (_____) _____

1.3 Offre de prix

Le soumissionnaire soussigné offre par les présentes à Sa Majesté du chef du Canada (ci-après appelée « Sa Majesté »), représentée par le Conseil national de recherches du Canada, d'exécuter et d'achever les travaux se rapportant au projet désigné ci-haut, conformément aux plans et devis et aux autres documents d'appel d'offres, à l'endroit et de la manière énoncés aux présentes, pour un montant total de _____ \$ (montant numéraire uniquement) dans la monnaie ayant cours légal au Canada (TPS/TVH en sus).

Le montant de l'offre comprend toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables⁽¹⁾. Cependant, si l'une des taxes imposées en vertu de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi sur les douanes*, du tarif des douanes ou de toute autre loi provinciale imposant une taxe de vente au détail sur les achats de biens meubles incorporés à un bien immobilier est modifiée et que cette modification survient :

- .1 après que la présente proposition ait été mise à la poste ou livrée; ou
- .2 si la présente proposition est révisée, après la dernière révision;

le montant de l'offre de prix devra être diminué ou augmenté de la manière prévue à l'article CG22 des Conditions générales du contrat.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

1.3.1 **Offre de prix** (suite)

(*) Dans le cadre de la présente proposition, la taxe sur les produits et services (TPS) n'est pas une taxe applicable.

Dans la province de Québec, la taxe de vente du Québec (TVQ) ne doit pas être ajoutée au montant de l'offre, le gouvernement fédéral étant exempté de la TVQ. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement au ministère du Revenu provincial pour récupérer toute taxe qu'ils sont appelés à verser sur des biens et services acquis dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les soumissionnaires devraient cependant inclure dans le montant de leur offre de prix tout montant de TVQ pour lequel ils ne peuvent exiger un remboursement de taxe sur les intrants.

1.4 **Acceptation et conclusion du marché**

Le soumissionnaire soussigné s'engage, dans les quatorze (14) jours suivant l'avis confirmant l'acceptation de la présente proposition, à signer un contrat portant sur l'exécution des travaux, à condition que l'avis d'acceptation du Ministère parvienne au soumissionnaire dans un délai de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

1.5 **Délai d'exécution des travaux**

Le soumissionnaire soussigné s'engage à achever les travaux dans le délai stipulé au devis, lequel commence à courir à compter de l'avis d'acceptation de la présente proposition.

1.6 **Garantie de soumission**

Le soumissionnaire soussigné joint à la présente proposition une garantie de soumission, conformément à l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

Le soumissionnaire soussigné convient que dans l'éventualité où il refuse de conclure un contrat qu'il est tenu de conclure en vertu des présentes, tout dépôt de garantie fourni à titre de garantie de soumission sera retenu pour débit. Cependant, le Ministre peut, au nom de l'intérêt public, renoncer au droit de Sa Majesté de retenir pour débit le dépôt de garantie.

Le soumissionnaire soussigné convient que si la garantie de soumission n'est pas conforme aux modalités de l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires, sa proposition peut être jugée irrecevable.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

1.7 Garantie d'exécution

Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis d'acceptation de sa proposition, le soumissionnaire soussigné doit fournir une garantie d'exécution contractuelle, conformément à la section F, Conditions contractuelles, du contrat.

Le soumissionnaire soussigné convient que la garantie d'exécution visée par les présentes, si elle est fournie sous forme de lettre de change, sera versée au Trésor public du Canada.

1.8 Annexes

L'annexe n° _____ n/a _____ fait partie intégrante de la présente proposition.

1.9 Addenda

Le montant total de l'offre de prix porte sur l'exécution des travaux définis dans les addenda suivants :

N°	DATE	N°	DATE

(Les soumissionnaires doivent indiquer le numéro et la date des addenda.)

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)
---	---

1.10 Signature de la proposition

Les soumissionnaires doivent consulter l'article 2 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

**SIGNÉ, AUTHENTIFIÉ ET REMIS le _____^e jour du mois de
_____ au nom de**

(Inscrire le nom d'entreprise du soumissionnaire)

SIGNATAIRE(S) AUTORISÉ(S)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

SCEAU

ANNONCE ACHATSETVENTES

M-10 Pièce 001 ventilation de la chambre électrique

Le Conseil national de recherches du Canada, 1200 chemin Montréal, Ottawa, ON, a une demande pour un projet qui comprend :

Le travail est de fournir un système de ventilation pour la pièce 001, chambre électrique de l'édifice M-10 sur campus du chemin de Montréal

1. GENERAL :

Adresser à le représentant ministériel (ou à son représentant) ou à l'Agent des contrats toute question portant sur tout aspect du projet. Ils sont les seuls autorisés à fournir des réponses.

On ne tiendra nullement compte des informations obtenues d'une personne autre que le représentant ministériel (ou son représentant) ou l'Agent des contrats et ce, autant à l'octroi du contrat qu'au cours des travaux.

Les entreprises souhaitant présenter des soumissions pour ce projet devraient obtenir les documents relatifs aux appels d'offres en s'adressant au fournisseur de service Achatsetventes.gc.ca AGAO. Si des addenda sont ajoutés, ils seront distribués par Achatsetventes.gc.ca AGAO. Les entreprises qui choisissent de préparer leurs soumissions en se fondant sur des documents d'appel d'offres provenant d'autres sources le font à leurs propres risques et seront tenues d'informer le responsable de l'appel d'offres de leur intention de soumissionner. Les trousse d'appel d'offres ne pourront être diffusées le jour même de la clôture des soumissions.

2. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les soumissionnaires ont l'obligation de participer à une des visites du site à la date et à l'heure prévues. Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission doivent envoyer au moins un représentant à cette visite.

Les visites de chantier se tiendront le 4 novembre et le 6 novembre, 2014 à 9 :00. Rencontrer Maurice Richard à l'édifice M-10, entrée principale, 1200 chemin Montréal, Ottawa, ON. Les soumissionnaires qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas participer à la visite à la date et à l'heure prévues ne pourront obtenir un deuxième rendez-vous; leur soumission sera donc considérée comme non conforme. **AUCUNE EXCEPTION NE SERA FAITE.**

Pour prouver qu'ils ont participé à la visite du site, les soumissionnaires ou leurs représentants DOIVENT signer, lors de la visite, le formulaire de participation élaboré par l'autorité contractante. Les soumissionnaires ou leurs représentants ont la responsabilité de vérifier s'ils ont bien signé ce formulaire avant de quitter le site. Les soumissions présentées par des soumissionnaires qui n'ont pas participé à la visite du site ou qui ont oublié de signer le formulaire de participation seront considérées comme non conformes.

3. DATE DE FERMÉTURE :

La date de fermeture est le 19 novembre, 2014 14 :00

4. RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES :

À la fermeture de l'appel d'offres, les résultats de l'appel d'offre seront envoyés par télécopieur à tous les entrepreneurs qui auront soumis un appel d'offre.

5. CRITÈRES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRENEURS

5.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES A LA SECURITE

- .1 L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- .2 Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite à l'Annexe D;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)@ <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/msi-ism/msi-ism-fra.html>

5.2 VÉRIFICATION DE L'ATTESTATION DE SÉCURITÉ À LA CLÔTURE DES SOUMISSIONS

- .1 Le soumissionnaire doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) **ET DOIT L'INCLURE AVEC LEUR SOUMISSION OU FAIRE SUIVRE DANS LES 48 HEURES SUIVANT LA DATE ET L'HEURE DE CLÔTURE DE L'APPEL D'OFFRE.** Des vérifications seront effectuées par l'intermédiaire de la DSIC pour confirmer l'attestation de sécurité du soumissionnaire. L'omission de se conformer à cette exigence rendra la soumission non conforme et celle-ci sera rejetée.
- .2 L'entrepreneur général doit nommer tous ses sous-traitants dans un délai de 72 heures suivant la clôture des soumissions, et ceux-ci doivent aussi détenir une attestation VOD valide et soumettre les noms, dates de naissance ou numéros de certificats de sécurité de toutes les personnes qui seront affectées au projet.
- .3 Il faut noter que les sous-traitants qui doivent exécuter des tâches pendant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi satisfaire aux exigences obligatoires du contrat en matière de sécurité. De plus, aucune personne ne possédant pas le niveau de sécurité exigé ne sera admise sur le site. Le soumissionnaire retenu devra s'assurer que les exigences liées à la sécurité sont satisfaites pendant toute l'exécution du contrat. La Couronne ne sera tenue responsable d'aucun retard ni d'éventuels coûts supplémentaires liés à l'inobservation par l'entrepreneur des exigences en matière de sécurité. L'omission de satisfaire à ces exigences sera suffisante pour résilier le contrat pour cause d'inexécution.
- .4 Pour toute question concernant les exigences liées à la sécurité pendant la période de soumission, les soumissionnaires doivent communiquer avec l'agente de sécurité @ 613-993-8956.

6.0 CSPAAT (COMMISSION DE LA SECURITE PROFESSIONNELLE ET DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL)

- .1 Tous les soumissionnaires doivent fournir une attestation de la CSPAAT valide avec leur offre ou avant l'attribution du contrat.

7.0 L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

.1 Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.2 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [*le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué*] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.3 Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.

Le représentant ministériel responsable ou son représentant: **Maurice Richard**
Téléphone: **613 993-9299**

L'autorité contractante : **Marc Bédard** marc.bedard@nrc-cnrc.gc.ca
Téléphone : **613 993-2274**

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Article 1 - Réception des soumissions

- 1a) Aucune soumission reçue après le moment fixé pour la clôture des soumissions ne sera acceptée. LES SOUMISSIONS RECUES APRES LE MOMENT FIXÉ NE SONT PAS VALIDES et ne peuvent être prises en considération, peu importe la raison de leur retard.
- 1b) Une lettre ou une télécommunication imprimée envoyée par un soumissionnaire pour signifier un prix ne peut être considérée comme étant une soumission valide à moins qu'une soumission officielle n'ait été reçue sur la formule prescrite à cette fin.
- 1c) Il est loisible aux soumissionnaires de modifier leurs soumissions par lettre ou télécommunication imprimée mais à condition que de telles modifications ne soient pas reçues plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions.
- 1d) Les modifications à la soumission qui sont transmises par télécopieur doivent être signées et doivent permettre d'identifier sans équivoque le soumissionnaire.

Toutes les modifications de ce genre doivent être envoyées à :

Conseil national de recherches Canada
Services d'approvisionnement
Édifice M-22
Chemin Montréal, Ottawa (Ontario)
K1A 0R6

Télécopieur: (613) 991-3297

Article 2 - Formule de soumission et qualifications

- 1) Toutes les soumissions doivent être présentées sur la formule de soumission - construction et être signées en conformité avec les exigences suivantes:
 - a) Société à responsabilité limitée : le nom complet de la société ainsi que le nom et le titre des fondés de signature autorisés doivent être imprimés dans l'espace prévu à cette fin. La signature des fondés de signature et le sceau de la société doivent être apposés.
 - b) Société de personne : le nom de l'entreprise ainsi que le(s) noms du (des) signataire(s) doivent être imprimés dans l'espace prévu. L'un ou plusieurs des associés doivent signer en présence d'un témoin

qui, lui aussi, doit apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.

- c) Entreprise à propriétaire unique : le nom de l'entreprise et le nom du propriétaire unique doivent être imprimés dans l'espace prévu. Le propriétaire est tenu de signer en présence d'un témoin qui doit lui aussi apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.
- 2) Toute modification à la partie imprimée de la formule de soumission - construction ou tout défaut de fournir l'information qui y est demandée peut invalider la soumission.
- 3) Toutes les rubriques de la formule de soumission - construction doivent être remplies et les corrections manuscrites ou dactylographiées apportées aux parties ainsi remplies doivent être paraphées par la ou les personnes qui signe(nt) la soumission au nom du soumissionnaire.
- 4) Les soumissions doivent être basées sur les plans, devis et documents de soumission fournis.

Article 3 - Contrat

- 1) L'entrepreneur devra signer un contrat semblable à la formule standard pour contrats de construction à prix fixe dont un exemplaire en blanc est annexé dos à la présente brochure pour information.

Article 4 - Destinataire de la soumission

- 1a) Les soumissions doivent être envoyées sous enveloppe cachetée adressée à l'Agent de contrats, **Conseil national de recherches, Services administratifs et gestion de l'immobilier, édifice M-22, 1200 chemin Montréal, Ottawa, ON. K1A 0R6** Canada, et la mention "Soumission relative à (inscrire le titre de travail apparaissant sur les dessins et le cahier des charges)" ainsi que le nom et l'adresse du soumissionnaire doivent apparaître sur l'enveloppe.
- 1b) Sauf dispositions contraires, les seuls documents à soumettre pour la soumission sont la formule de soumission et la garantie de soumission.

Article 5 - Garantie

- 1a) La garantie de soumission est requise. La garantie doit alors être soumise sous l'une ou l'autre des formes suivantes :
 - i) un chèque certifié payable au Receveur général du Canada et tiré sur un établissement membre de l'Association canadienne des paiements ou un établissement de crédit coopératif local membre

d'une société centrale de crédit coopératif elle-même membre de l'Association canadienne des paiements OU

- ii) des obligations du gouvernement du Canada, ou des obligations avec garantie inconditionnelle par le gouvernement du Canada quant au capital et aux intérêts, OU
 - iii) un cautionnement de soumission.
- 1b) Peu importe la forme de la garantie de soumission, elle ne devrait jamais dépasser la somme de 250 000 \$ calculée à 10% de la première tranche de 250 000 \$ du prix soumissionné, plus 5% de tout montant dépassant 250 000 \$.
- 2a) Une garantie de soumission doit être fournie avec chaque soumission. Elle peut aussi être envoyée séparément à condition qu'elle ne soit pas reçue plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions. On doit fournir l'ORIGINAL de la garantie de soumission. Des garanties transmises par télécopieur ou des photocopies NE SONT PAS acceptées. **DEFAUT DE FOURNIR LA GARANTIE REQUISE RENDRA LA SOUMISSION INVALIDE.**
- 2b) Dans le cas où la soumission n'est pas acceptée, la garantie de soumission fournie en conformité avec l'article 8 sera retournée au soumissionnaire.
- 3a) L'adjudicataire doit fournir une garantie au plus tard 14 jours après réception d'un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission. Il doit fournir L'UN OU L'AUTRE des documents suivants :
- i) Un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus ainsi qu'un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux s'élevant à 50%, au moins, de la somme payable en vertu du contrat, OU
 - ii) Une garantie d'exécution et un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, chacun s'élevant à 50% du montant payable en vertu du contrat.
- 3b) Au cas où il ne serait pas possible d'obtenir un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, tel que requis aux termes de l'alinéa 3a) ci-dessus, en s'adressant par conséquent à au moins deux compagnies de garantie acceptables, un dépôt de garantie supplémentaire s'élevant à 10% exactement du montant payable en vertu du contrat doit être fourni.
- 3c) Lorsqu'une soumission a été accompagnée d'un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus, le montant du dépôt de garantie requis en

vertu de l'alinéa 3a) ci-dessus peut être réduit du montant du dépôt de garantie qui accompagnait la soumission.

- 3d) Les obligations doivent être de la forme approuvée et doivent être émises par des compagnies dont les obligations sont acceptées par le gouvernement du Canada. Des modèles de la forme approuvée des garanties à déposer par les soumissionnaires, des garanties d'exécution et des cautionnements du paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux ainsi qu'une liste des compagnies de garantie acceptables peuvent être obtenus en s'adressant au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches du Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0R6, Canada.

Article 6 - Intérêt payé sur les dépôts de garantie

- 1) Les soumissionnaires sont avertis qu'ils doivent se mettre d'accord personnellement avec leurs banquiers relativement à l'intérêt, le cas échéant, payé sur le montant du chèque certifié accompagnant leur soumission. Le Conseil ne paiera pas d'intérêt sur ledit chèque en attendant l'adjudication du contrat et ne sera pas non plus responsable du paiement des intérêts en vertu de toute disposition prise par les soumissionnaires.

Article 7 - Taxe sur les ventes

- 1) Le montant de la soumission doit comprendre toutes les taxes prélevées en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes ou du Tarif des douanes en vigueur ou applicables à ce moment.
- 2) Au Québec, la taxe provinciale ne doit pas être incluse au montant soumissionné, car le Gouvernement Fédéral en est exclu. Les soumissionnaires devront faire les démarches nécessaires auprès du Ministère du Revenu provincial pour recouvrir toute taxe payée sur les biens et services dans le cadre de ce contrat.

Cependant, les soumissionnaires devraient inclure dans leur prix, les taxes provinciales pour lesquelles les remboursements ne s'appliquent pas.

Article 8 - Examen de l'emplacement

- 1) Tous les soumissionnaires examineront l'emplacement des travaux proposés avant d'envoyer leur soumission, étudieront minutieusement ledit emplacement et obtiendront tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution du contrat. Aucune réclamation postérieure ne sera permise ou admise relativement à tout travail ou matériaux pouvant être requis et nécessaires à la bonne exécution du présent contrat à l'exception

des dispositions de l'article CG 35 des Conditions générales du cahier des charges général.

Article 9 - Erreurs, omissions, etc.

- 1a) Les soumissionnaires relevant des erreurs ou des omissions dans les dessins, le cahier des charges ou d'autres documents, ou ayant des doutes quant au sens ou à l'intention de n'importe quelle partie de ces derniers, devront en avertir immédiatement l'ingénieur qui fera parvenir des directives ou des explications écrites à tous les soumissionnaires.
- 1b) Ni l'ingénieur, ni le Conseil ne seront responsables des directives orales.
- 1c) Les additions ou les corrections effectuées au cours de la présentation des soumissions seront incluses dans la soumission. Cependant, le contrat remplace toutes les communications, négociations et tous les accords, sous forme verbale ou écrite, se rapportant aux travaux et effectués avant la date du contrat.

Article 10 - Nul paiement supplémentaire pour accroissement des frais

- 1) Les seules autres modifications pouvant être apportées au prix forfaitaire sont celles précisées dans les Conditions générales du Cahier des charges général. Le prix forfaitaire ne sera pas modifié à la suite de changements dans les tarifs de transport, les cotes des changes, les échelles de salaire, le coût des matériaux, de l'outillage ou des services.

Article 11 - Adjudication

- 1a) Le Conseil se réserve le pouvoir et le droit de rejeter les soumissions provenant de parties ne possédant pas les connaissances et la préparation requises à la bonne exécution de la catégorie de travaux mentionnés dans les présentes et précisés dans les plans. Les soumissionnaires doivent fournir la preuve de leur compétence lorsque cela est exigée.
- 1b) Un soumissionnaire peut être tenu de faire parvenir au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A OR6, Canada, des copies non signées des polices d'assurance auxquelles il envisage de souscrire pour satisfaire aux exigences relatives aux assurances comprises dans les Conditions d'assurance du Cahier des charges général.
- 1c) Le Conseil ne s'engage pas à accepter la soumission la plus basse ni une soumission quelconque.

Article 12 - Taxe TPS

- 1) La TPS qui est maintenant en vigueur est applicable à cette proposition; cependant, l'entrepreneur devra proposer un prix **NE COMPRENNANT PAS** la TPS. La TPS détaillée séparément dans toutes les factures et demandes de paiement partiel présentées pour des produits fournis ou un travail accompli et sera payée par le Canada. Le montant de la TPS sera inclus dans le prix total du contrat. L'Entrepreneur convient de verser à Revenu Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS.

Entrepreneurs non résidents

Guide de la TVD 804F

Date de publication : août 2006

Dernière mise à jour : août 2010

ISBN: 1-4249-2010-8 (Imprimé), 1-4249-2012-4 (PDF), 1-4249-2011-6 (HTML)

Publication archivées

Avis aux lecteurs : Concernant la taxe de vente au détail (TVD) – Le 1^{er} juillet 2010, la taxe de vente harmonisée (TVH) de 13 % est entrée en vigueur en Ontario pour remplacer la TVD provinciale en la combinant avec la taxe fédérale sur les produits et services (TPS). Conséquemment, les dispositions de la TVD décrites dans cette page et dans d'autres publications ont expiré le 30 juin 2010.

A compter du 1^{er} juillet 2010, cette publication fait partie des archives pour la TVD **seulement**. Puisque ce document reflète la loi de la TVD qui était en vigueur au moment où il fut publié et peut ne plus être valide, veuillez l'utiliser avec prudence.

- Les renseignements contenus dans le présent Guide décrivent les responsabilités d'un entrepreneur non résident qui obtient un contrat en vue d'effectuer des travaux de construction en Ontario, ainsi que celles de ses clients ontariens. Veuillez prendre note que le présent Guide remplace la version précédente publiée en mars 2001.

Définition d'un entrepreneur non résident

Un entrepreneur non résident est un entrepreneur en construction dont le siège social est situé à l'extérieur de l'Ontario et qui a obtenu un contrat de construction pour effectuer des travaux en Ontario, mais qui n'a pas tenu de façon continue un établissement stable en Ontario au cours des douze mois qui ont précédé la signature du contrat, ou qui n'est pas une société constituée en Ontario. Un contrat de construction est un contrat pour ériger, remodeler ou réparer un bâtiment ou autre structure situé sur un terrain.

Un entrepreneur est une personne qui se livre à la construction, la modification, la réparation ou la rénovation de biens immobiliers et s'entend, sans s'y limiter,

1. d'un entrepreneur général et d'un sous-traitant,
2. d'un charpentier, d'un maçon, d'un tailleur de pierres, d'un électricien, d'un plâtrier, d'un plombier, d'un peintre, d'un décorateur, d'un paveur et d'un constructeur de ponts,
3. d'un entrepreneur en tôle, en carreaux et en terrazzo, en chauffage, en climatisation, en isolation, en ventilation, en pose de papier peint, en construction de routes, en revêtement de toiture et en ciment,

qui installe ou qui incorpore des articles dans un bien immobilier. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 206F - Biens immobiliers et accessoires fixes](#)).

Inscription et cautionnement

Tout entrepreneur non résident à qui l'on accorde un contrat de construction pour des travaux en Ontario doit s'inscrire auprès du ministère des Finances (ministère), Unité des programmes centralisés, et verser un cautionnement équivalant à 4 p. 100 du total de la valeur de chaque contrat. Ce cautionnement peut être acquitté en espèces, par chèque certifié (libellé à l'ordre du Ministre des Finances), par lettre de crédit ou par certificat de cautionnement.

Afin de s'inscrire auprès du ministère et pour obtenir plus de précisions sur le dépôt d'un cautionnement, les entrepreneurs peuvent communiquer avec l'Unité des programmes centralisés du ministère, 33, rue King Ouest, CP 623, Oshawa, Ontario, L1H 8H7, sans frais 1 866 ONT-TAXS (1 866 668-8297) ou télécopieur 905) 435-3617.

Tout entrepreneur non résident qui vend et qui fournit seulement des biens taxables à des clients de l'Ontario, ou qui fournit des services taxables en Ontario, peut obtenir un permis de vendeur régulier lui permettant de percevoir et remettre la TVD sur ses ventes. Tout entrepreneur non résident à qui un permis de vendeur régulier a été émis doit tout de même s'inscrire séparément auprès du ministère et verser un cautionnement s'il se voit accorder un contrat de construction en Ontario.

Lettre de conformité

Après avoir reçu le cautionnement, le ministère envoie à l'entrepreneur non résident une lettre de conformité en deux exemplaires attestant que les exigences relatives à la TVD ont bien été respectées. L'entrepreneur doit alors remettre un exemplaire de cette lettre à son client.

S'il omet de le faire, le client doit retenir 4 p. 100 de chaque paiement dû à l'entrepreneur non résident et remettre les sommes retenues au Ministre des Finances (le ministre). Les paiements doivent être envoyés à l'Unité des programmes centralisés en prenant soin d'y joindre les détails du contrat visé. Au lieu d'effectuer ces paiements de 4 p. 100, le client peut remettre au ministre un certificat de cautionnement équivalant à 4 p. 100 du prix contractuel total.

Remarque : Tout client qui néglige d'observer ces règles pourrait être tenu de verser une somme égale à 4 % de tous les montants payables à l'entrepreneur non résident ou tout autre montant qui, de l'avis du ministère, devrait être assujéti à la TVD à la suite de l'exécution du contrat.

Calcul de la TVD

Juste valeur

La TVD doit être versée sur la « juste valeur » des matériaux achetés ou importés en Ontario et utilisés pour l'exécution du contrat en Ontario. Par « juste valeur », on entend :

- le prix d'achat en devises canadiennes;
- tous les frais de manutention et de livraison facturés par le fournisseur; et
- tous les droits de douane ainsi que les taxes de vente et d'accise fédérales (mais non la taxe fédérale sur les produits et services [TPS]).

L'entrepreneur est aussi tenu de payer la TVD aux fournisseurs de l'Ontario au moment de l'achat ou de la location (avec ou sans bail) de services, matériaux, machines ou d'équipement taxables.

Machines et équipement - loués à bail

Lorsque des machines ou un équipement loués auprès d'un fournisseur de l'extérieur de l'Ontario sont apportés dans la province, la TVD est exigible sur les paiements de location pendant toute la période de séjour des machines et de l'équipement en Ontario.

Machines et équipement - appartenant à l'entrepreneur

1. Si un entrepreneur apporte des machines et de l'équipement en Ontario pour une durée inférieure à douze mois, la TVD applicable doit être calculée selon la formule suivante :

$$\frac{1}{36} \times \text{valeur comptable nette à la date d'importation} \times \text{nombre de mois en Ontario} \times \text{taux de taxe.}$$

Aux fins de cette formule, la TVD est exigible pour chaque mois ou partie de mois pendant lesquels les biens se trouvent en Ontario. En outre, on considère qu'un mois constitue une période de 31 jours consécutifs, et qu'une partie de mois représente plus de 12 jours. La TVD exigible est fondée sur le nombre de jours où les machines et l'équipement se trouvent en Ontario et non sur le nombre de jours d'utilisation effective des machines ou de l'équipement.

Exemple: De l'équipement est apporté en Ontario le 28 mars et sorti de la province le 8 mai. L'équipement a donc séjourné pendant 41 jours dans la province. La TVD est alors payable sur les 31 premiers jours de séjour temporaire en Ontario vs l'usage de l'équipement. Étant donné que la période restante (10 jours) n'est pas considérée comme une partie d'un mois, aucune TVD n'est exigible sur cette période.

1. Si l'on prévoit que les machines ou l'équipement apportés en Ontario resteront dans cette province pendant plus de 12 mois, l'entrepreneur doit payer la TVD selon la formule suivante :

$$\text{valeur comptable nette à la date d'importation} \times \text{taux de taxe}$$

Si, au moment de l'importation des machines et de l'équipement, la durée du séjour n'est pas connue, le vendeur peut appliquer la formule (a). Si, par la suite, il s'avère nécessaire de garder les machines et l'équipement en Ontario pendant une durée dépassant 12 mois, la TVD versée selon (a) pourra être déduite du montant de la TVD payable selon (b).

À l'aide de la formule (a) ou (b) ci-dessus, les entrepreneurs calculeront et remettront la TVD exigible sur la déclaration à produire une fois le contrat dûment exécuté.

Fabrication de matériel à des fins personnelles

Il arrive qu'un entrepreneur doive fabriquer divers éléments, tels que des portes et fenêtres, pour exécuter son contrat de construction. Par fabrication, il faut entendre tout travail effectué dans une usine à l'extérieur d'un chantier de construction, une unité mobile ou un atelier sur un chantier de construction ou à proximité de ce dernier. La fabrication a lieu lors de la transformation de matières brutes en produits fabriqués qui seront utilisés dans l'exécution de contrats immobiliers.

Un entrepreneur est considéré comme un entrepreneur fabricant si :

1. les produits fabriqués sont destinés à un usage personnel dans l'exécution de contrats immobiliers; et que
2. le coût de fabrication des produits dépasse 50 000 \$ par an.

(Consultez le Guide de la taxe de vente au détail no 401F - Entrepreneurs- fabricants).

Contrat avec le gouvernement fédéral

Lorsqu'un entrepreneur non résident conclut un contrat de construction avec le gouvernement fédéral, pour la construction d'un bâtiment et(ou) l'installation d'équipement, c'est la nature de l'équipement qui détermine si le contrat doit être soumissionné sur une base taxe comprise ou taxe non comprise.

Les contrats pour la construction d'un bâtiment et l'installation d'équipement qui dessert directement ce bâtiment (par ex. les ascenseurs, escaliers roulants, luminaires, systèmes de chauffage central, air climatisé, etc.) doivent être soumissionnés sur une base taxe comprise. L'entrepreneur est considéré comme le consommateur des articles utilisés dans l'exécution de ces contrats et doit payer ou rendre compte de la TVD sur les articles utilisés aux fins de ces contrats. Le simple fait qu'un contrat soit conclu avec le gouvernement fédéral ne donne pas droit, en soi, à une exemption.

Les contrats pour l'installation d'équipement qui devient un accessoire fixe et qui ne dessert pas directement un bâtiment (par ex. le matériel de manutention, l'outillage de production, l'équipement de télécommunication et le matériel de formation) peuvent être soumissionnés sur une base taxe non comprise. Les entrepreneurs qui entreprennent des contrats de ce genre sont permis d'acheter un tel équipement en exemption de la TVD en remettant un Certificat d'exemption de taxe valide aux fournisseurs. Seul un entrepreneur non résident inscrit auprès du ministère et ayant versé un cautionnement peut remettre un Certificat d'exemption de taxe.

Exonérations

Il arrive que des entrepreneurs fournissent et installent de l'équipement ou du matériel pour certains clients ayant droit à une exemption de la TVD (par ex. fabricants, conseils de

bandes indiennes, agriculteurs et organismes diplomatiques). Une fois installés, l'équipement ou les matériaux deviennent des biens immobiliers s'ils sont fixés en permanence au sol, ou des accessoires fixes s'ils sont fixés de façon permanente à un bâtiment ou une structure immobilière. Étant donné que la responsabilité de la TVD incombe à l'entrepreneur, ce dernier doit communiquer avec le ministère pour déterminer si le client est admissible à l'exonération, avant d'offrir un contrat taxe non comprise.

Indiens inscrits, bandes indiennes et conseils de bandes indiennes

L'entrepreneur non résident peut acheter des matériaux de construction en exemption de la TVD pour certains bâtiments et certaines structures situés dans des réserves. Le coût de ces projets doit être défrayé par un conseil de bande, et les bâtiments doivent servir à des fins communautaires, au bénéfice de la réserve. Dans le cas de contrats pour des projets de construction communautaires exonérés de taxe, le contrat doit être offert sur une base taxe non comprise. L'entrepreneur non résident peut acheter les matériaux sans payer la TVD s'il remet aux fournisseurs un Certificat d'exemption de taxe valide. Comme précisé ci-dessus, seul un entrepreneur non résident inscrit auprès du ministère et ayant versé un cautionnement peut remettre un Certificat d'exemption de taxe. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 204F - Certificats d'exemption de taxe](#)).

Les entrepreneurs non résidents doivent payer eux-mêmes la TVD sur les articles achetés à des fins d'incorporation à un bâtiment ou une structure, érigé à l'intention d'un Indien inscrit particulier dans une réserve. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 808F - Indiens inscrits, bandes indiennes et conseils de bandes indiennes](#)).

Exécution du contrat

Une fois le contrat dûment exécuté, l'entrepreneur qui a dû déposer un cautionnement doit remplir une « [Déclaration de la taxe de vente au détail - Entrepreneurs non résidents \[PDF - 93 KO\]](#) » qui est fournie par le ministère.

Lorsque le cautionnement a été acquitté en espèces ou par chèque certifié, le montant déposé peut être déduit de la TVD que l'entrepreneur doit payer. Si le montant de cette taxe est supérieur au montant déposé, l'entrepreneur doit verser la différence. Dans le cas contraire, si le montant déposé est supérieur au montant de la taxe exigible, la différence lui sera remboursée.

Si, au lieu d'un acquittement en espèces, un certificat de cautionnement a été déposé, ce dernier fera l'objet d'une main-levée une fois que le paiement de la taxe aura été intégralement acquitté. Toutes les déclarations peuvent faire l'objet d'une vérification.

Références législatives

- Loi sur la taxe de vente au détail, paragraphes 19 (2) et 39 (3) 4 et 5

- Règlement 1012 pris en application de la Loi, paragraphes 15.3 (1) (2) (5) (6) et (7)
- Règlement 1013 pris en application de la Loi, articles 1 et 3

Pour plus de renseignements

Les informations contenues dans cette publication ne sont données qu'à titre d'indication. Pour plus de renseignements, adressez-vous au ministère des Finances de l'Ontario en composant le 1 866 ONT-TAXS (1 866 668-8297) ou visitez notre site Web à ontario.ca/finances.

Compagnies de cautionnement reconnues

Publiée septembre 2010

Voici une liste des compagnies d'assurance dont les cautionnements peuvent être acceptés par le gouvernement à titre de garantie.

1. Compagnie canadiennes

Assurance ACE INA
Allstate du Canada, Compagnie d'assurances
Ascentus Ltée, Les Assurances (cautionnement seulement)
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada
AXA Assurances (Canada)
AXA Pacific Compagnie d'assurance
Le Bouclier du Nord Canadien, Compagnie d'Assurance
Certas direct, compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Chubb, Compagnie d'assurances du Canada
Commonwealth, Compagnie d'assurances du Canada
Compagnie d'assurance Chartis du Canada (anciennement La Cie d'assurance commerciale AIG du Canada)
Co-operators General, Compagnie d'assurance
CUMIS, Compagnie d'assurances générales
La Dominion du Canada, Compagnie d'assurances générales
Échelon, Compagnie D'Assurances Générale (cautionnement seulement)
Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance
Elite, Compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Everest du Canada
Federated, Compagnie d'assurances du Canada
Federation, Compagnie d'assurances du Canada
La Compagnie d'assurance et de Garantie Grain
Gore Mutual Insurance Company
The Guarantee, Compagnie d'Amérique du Nord
Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales
Intact Compagnie d'assurance
Jevco, Compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Compagnie canadienne d'assurances générales Lombard
Compagnie d'assurance Lombard
Markel, Compagnie d'assurances du Canada
Missisquoi, Compagnie d'assurances
La Nordique compagnie d'assurance du Canada
The North Waterloo Farmers Mutual Insurance Company (fidélité du personnel seulement)
Novex Compagnie d'assurance (fidélité du personnel seulement)
La Personnelle, compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Pilot
Compagnie d'Assurance du Québec
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances
Saskatchewan Mutual Insurance Company
Compagnie d'Assurance Scottish & York Limitée
La Souveraine, Compagnie d'Assurance Générale
TD, Compagnie d'assurances générales
Temple, La compagnie d'assurance
Traders, Compagnie d'assurances générales
La Compagnie Travelers Garantie du Canada
Compagnie d'Assurance Trisura Garantie
Waterloo, Compagnie d'assurance
La Compagnie Mutuelle d'Assurance Wawanesa
Western, Compagnie d'assurances
Western, Compagnie de garantie

2. Compagnie provinciales

Les cautionnements de garantie des compagnies suivantes peuvent être acceptés à condition que le contrat de garantie soit conclu dans une province où la compagnie est autorisée à faire affaires, comme il est indiquée entre parenthèses.

AXA Boréal Assurances Inc. (I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., C.-B.)
ALPHA, Compagnie d'assurances Inc. (Québec)
Canada West Insurance Company (Ont., Man., Sask., Alb., C.-B., T.-N.-O.) (cautionnement seulement)
La Capitale assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., Qué. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Coachman Insurance Company (Ont.)
La Compagnie d'Assurance Continental Casualty (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
GCAN Compagnie d'assurances (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
The Insurance Company of Prince Edward Island (N.-É., I.-P.-É., N.-B.)
Kingsway Compagnie d'assurances générales (N.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb., et C.-B.)
La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Norgroupe Assurances Générales Inc.
Orléans, compagnie d'assurance générale (N.-B., Qué., Ont.)
Saskatchewan Government Insurance Office (Sask.)
SGI CANADA Insurance Services Ltd. (Ont., Man., Sask., Alb.)
Société d'assurance publique du Manitoba (Man.)
Union Canadienne, Compagnie d'assurances (Québec)
L'Unique assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué. (cautionnement seulement), Ont. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B. (cautionnement seulement), Nun., T.-N.-O., Yuk.)

3. Compagnie étrangères

Aspen Insurance UK Limited
Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (fidélité du personnel seulement)
Eagle Star Insurance Company Limited
Société des Assurances Ecclésiastiques (fidélité du personnel seulement)
Lloyd's, Les Souscripteurs du
Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited
NIPPONKOA Insurance Company, Limited
Assurances Sompo du Japon
Tokio Maritime & Nichido Incendie Compagnie d'Assurances Ltée
XL Insurance Company Limited (cautionnement seulement)
Zurich Compagnie d'Assurances SA



Articles de convention

Contrat de construction – Articles de convention
(23/01/2002)

- A1 Contrat
- A2 Description des travaux et date d'achèvement
- A3 Prix du contrat
- A4 Adresse de l'entrepreneur
- A5 Tableau des prix unitaires



Articles de convention

Les présents Articles de convention faits en double le jour de

Entre

Sa Majesté la Reine, du chef du Canada (ci-après appelé " Sa Majesté") représentée par le Conseil National recherches du Canada. (ci-après appelé " le Conseil")

Et

(ci-après appelé "l'Entrepreneur")

Font foi que sa Majesté et l'Entrepreneur ont établi entre eux les conventions suivantes:

A1 Contrats (23/01/2002)

- 1.1 Sous réserve des paragraphes A1.4 and A1.5, les documents constituant le contrat passé entre Sa Majesté et l'Entrepreneur (ci-après appelé le Contrat) sont:
- 1.1.1 les présents Articles de convention;
 - 1.1.2 les documents intitulés "Plans et devis" et annexés aux présentes sous la cote "A";
 - 1.1.3 le document intitulé "Modalités de paiement" et annexé aux présentes sous la cote "B";
 - 1.1.4 le document intitulé, "Conditions générales" et annexé aux présentes sous la cote "C";
 - 1.1.5 le document intitulé, "Conditions de travail" et annexé aux présentes sous la cote "D";
 - 1.1.6 le document intitulé, "Conditions d'assurance" et annexé aux présentes sous la cote "E";
 - 1.1.7 le document intitulé, "Conditions de garantie du contract" et annexé aux présentes sous la cote "F"; et
 - 1.1.8 toute modification au Contract en accord avec le Conditions générales.
 - 1.1.9 le document intitulé "Échelles de juste salaire pour les contrats fédéraux de construction", désigné dans le présent document par l'appellation "Échelles de justes salaires".



Articles de Convention

- 1.2 Le Conseil désigne : _____ de
du CNRC, du gouvernement du Canada, Ingénieur aux fins du Contrat et à toute fin, y compris
aux fins accessoires, l'adresse de l'Ingénieur est réputée être:
- 1.3 **Dans le Contrat**
- 1.3.1 "Entente à prix fixe" désigne la partie du Contrat où il est stipulé qu'un paiement global
sera fait en contrepartie de l'exécution des travaux auxquels elle se rapporte; et
- 1.3.2 "Entente à prix unitaire" désigne la partie du Contrat où il est stipulé que le produit d'un
prix multiplié par un nombre d'unité de mesurage d'une catégorie sera versé à titre de
paiement pour l'exécution des travaux visés par cette entente.
- 1.4 Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix
unitaire ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix fixe.
- 1.5 Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix fixe
ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix Unitaire.
- A2 Description des travaux et date d'achèvement**
(23/01/2002)
- 2.1 Entre la date des presentes Articles de convention et le _____ jour de ; _____ l'Entrepreneur
exécute, avec soin et selon le règles de l'art, à l'endroit et de la manière indiqueés, les travaux
suivants,
- plus particulièrement décrits dans les Plans et devis.



Articles de Convention

A3 Prix du marché (23/01/2002)

- 3.1 Sous réserve de toute addition, soustraction, déduction, réduction ou compensation prévue en vertu du Contrat, Sa Majesté, aux dates et de la manière énoncées ou mentionnées dans les Modalités de paiement, paie à l'Entrepreneur:
- 3.1.1 la somme de \$ (TPS/TVH en sus), en considération et l'exécution des travaux ou des parties de travaux à laquelle s'applique l'Entente à prix fixe, et
- 3.1.2 une somme égale à l'ensemble des produits du nombre d'unités de mesurage de chaque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux indiqué dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8, ce nombre d'unités étant multiplié selon le cas par le prix de chaque unité indiquée dans le Tableau des prix unitaires relativement à l'exécution des travaux ou des parties de travaux qui ont fait l'objet d'une Entente à prix unitaire.
- 3.2 Pour le gouverne de l' Entrepreneur et des personnes chargées de l'exécution du Contrat au nom de sa Majesté, mais sans toutefois comporter une garantie ou un engagement de quelque nature de la part de l'une ou l'autre partie, il est estimé que la somme totale payable par Sa Majesté à l'Entrepreneur pour la partie des travaux qui a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, sera d'environ N/A \$
- 3.3 L'alinéa A3.1.1 ne s'applique qu'à une Entente à prix fixe.
- 3.4 L'alinéa A3.1.2 et le paragraphe A3.2 ne s'appliquent qu'à une Entente à prix unitaire.

A4 Adresse de L'Entrepreneur (23/01/2002)

- 4.1 Aux fins du Contract, y compris les fins accessoires, l'adresse de l'Entrepreneur est réputé être:



Articles de Convention

A5 Tableau des prix unitaires (23/01/2002)

5.1 Il est convenu entre Sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le Tableau des prix unitaires pour le Contrat:

Colonne 1 Postes	Colonne 2 Catégorie de travail outillage ou de matériaux	Colonne 3 Unité de mesurage	Colonne 4 Quantité totale estimative	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total estimatif
		N/A			

5.2 Le Tableau des prix unitaires présenté au paragraphe A5.1 décrit la partie des travaux visée par l'Entente à prix unitaire.

5.3 La partie des travaux qui n'est pas décrite dans le Tableau des prix unitaires mentionné au paragraphe A5.2 est la partie des travaux visée par l'Entente à prix fixe.

Exigences générales

00 10 00	Directives Générales
00 15 45	EXIGENCES GÉNÉRALES ET DE SÉCURITÉ INCENDIE
01 91 13	General Commissioning (Cx) Requirements

Mechanical

08 31 19	Access Doors – Mechanical
23 03 01	Use of Mechanical Systems during Construction
23 05 00	Mechanical General Requirements
23 05 13	Motors, Drivers, and Guards for Mech Systems
23 05 48	Vibration and Seismic Controls for HVAC Piping and Equipment
23 05 49	Seismic Restraint Systems (SRS)
23 05 54	Mechanical Identification
23 05 93	Testing Adjusting and Balancing
23 07 13	Duct Installation
23 31 14	Metal Ducts - Low Pressure to 500 PA
23 33 00	Air Duct Accessories
23 33 16	Dampers – Fire and Smoke
23 34 24	Domestic Fans
23 37 13	Registers and Grilles
23 37 20	Louvers, Intakes and Vents
25 30 02	EMCS – Field Control Devices
26 29 11	Variable Frequency Drives

Electrical

26 05 00	Common Work Results for Electrical
26 05 21	Wires and Cables (0-1000 V)
26 05 34	Conduits, Fastenings, and Fittings
26 28 16.02	Moulded Case Circuit Breakers
26 28 23	Disconnect Switches – Fused and Non-Fused

Structural

03 20 00	Concrete Reinforcing
03 30 00.01	Cast in Place Concrete Short Form
04 04 99	Masonry for Minor Works
04 05 00	Common Work Results for Masonry
05 12 23	Structural Steel for Buildings
31 00 99	Earthwork for Minor Works

END OF SECTION

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent contrat comprennent les système de ventilation pour la pièce 001, chambre électrique dans l'édifice M-10 du Conseil national de recherches.

2. SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES MATIÈRES DANGEREUSES UTILISÉES AU TRAVAIL (SIMDUT)

- .1 L'entrepreneur doit se conformer aux lois fédérales et provinciales portant sur le SIMDUT. Les responsabilités de l'entrepreneur comprennent les tâches suivantes, sans s'y limiter :
 - .1 S'assurer de l'étiquetage acceptable de tout produit contrôlé introduit sur les lieux des travaux par l'entrepreneur lui-même ou un sous-traitant, ou l'un de leurs fournisseurs;
 - .2 Mettre à la disposition des travailleurs et du représentant ministériel des fiches techniques « santé - sécurité » (FTSS) portant sur ces produits contrôlés;
 - .3 Former ses propres ouvriers pour le SIMDUT et les produits contrôlés présents au chantier;
 - .4 Informer les autres entrepreneurs, les sous-traitants, le représentant ministériel, les visiteurs autorisés, ainsi que les représentants des organismes externes d'inspection, de la présence et de l'utilisation de ces produits sur les lieux des travaux.
 - .5 Le contremaître ou le surveillant des travaux doit pouvoir démontrer au représentant ministériel qu'il a reçu une formation portant sur le SIMDUT et qu'il est au courant des exigences de ce système. Le représentant ministériel peut exiger le remplacement de cette personne, si celle-ci ne satisfait pas à l'exigence susmentionnée ou si le SIMDUT n'est pas mis en œuvre de façon acceptable.

3. GÉNÉRALITÉS

- .1 Sans objet en français.

4. ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- .1 Le travail doit être terminé pour le 31 Mars, 2015.

5. VENTILATION DES COÛTS

- .1 Avant de demander le premier paiement d'acompte, soumettre à l'approbation du représentant ministériel une ventilation des coûts.
- .2 Une fois approuvée, utiliser la ventilation des coûts comme base pour la soumission de toute autre demande.
- .3 Avant de rédiger et de soumettre une demande sous sa forme définitive, obtenir le consentement verbal du représentant ministériel quant au montant de cette demande.

6. MATÉRIAUX ET MISE EN ŒUVRE

- .1 Pour le présent projet, n'utiliser que des matériaux neufs, sauf si noté autrement.

- .2 Seuls les travaux de première classe seront acceptés, non seulement en ce qui a trait à la sécurité, l'efficacité et la durabilité, mais aussi à l'exactitude du détail et au bon rendement.

7. SOUS-TRAITANTS

- .1 Dans les 72 heures qui suivent l'acceptation de la soumission, soumettre à l'étude du représentant ministériel une liste complète des sous-traitants.

8. VISITE DU CHANTIER

- .1 Aux fins de la soumission, la visite au chantier doit être effectuée en présence du représentant ministériel.

9. NORMES MINIMALES

- .1 Se conformer aux exigences des normes minimales acceptables des divers codes fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents tels le Code national du bâtiment, le Code national de prévention des incendies, le Code canadien de la plomberie, le Code canadien de l'électricité, le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction et la Loi provinciale sur la sécurité dans la construction, ou les dépasser.
- .2 Effectuer les travaux conformément aux normes et codes dont il est fait mention, en vigueur ou révisés à la date de publication du présent devis.

10. SÉCURITÉ INCENDIE ET SÉCURITÉ GÉNÉRALE

- .1 Se conformer aux exigences des normes no. 301 et 302 émises par le Commissaire des incendies du Canada.
- .2 Se conformer aux exigences de l'Agent de prévention des incendies du Conseil national de recherches ainsi qu'à celles annoncées dans la section 00 15 45.
- .3 Se conformer aux instructions portant sur la sécurité provenant du représentant ministériel ou de l'Agent de prévention des incendies du Conseil national de recherches.
- .4 Se conformer au Code national du bâtiment (Partie 8, Mesures de sécurité sur les chantiers de construction), ainsi qu'à la loi provinciale sur la sécurité dans la construction.

11. MESURES DE PROTECTION ET ÉCRITEAUX AVERTISSEMENT

- .1 Fournir et installer tous les matériaux nécessaires pour protéger le matériel existant.
- .2 Ériger des écrans anti-poussière pour éviter que la poussière et les débris ne se répandent en dehors des limites des travaux.
- .3 Protéger contre la poussière le matériel et le mobilier avec des bâches et coller ces dernières au plancher, au moyen de ruban adhésif, pour que la poussière ne s'infilte pas.
- .4 Réparer ou remplacer, gratuitement et à la satisfaction du représentant ministériel, tout bien du Propriétaire endommagé pendant les travaux.
- .5 Protéger les édifices, les routes, les pelouses, les services, etc. contre tout dommage qui pourrait survenir suite à l'exécution des présents travaux.
- .6 Planifier et coordonner les travaux pour que l'eau, la poussière, etc. ne s'infilte pas dans les édifices.

- .7 Fermer toutes les portes, fenêtres, etc. qui pourraient permettre le passage de la poussière, de vapeurs, etc. dans les autres secteurs de l'édifice.
- .8 Fermer le secteur des travaux à la fin de chaque journée de travail et être responsable des lieux.
- .9 Fournir et installer en permanence des barrières de sécurité appropriées autour du chantier pour éviter que le public et le personnel du CNRC soient blessés pendant l'exécution des travaux.
- .10 Poser des écriteaux d'avertissement pour toutes les situations où il pourrait se produire des blessures (ex : Casque protecteurs obligatoires, danger, travaux, etc.) ou lorsque le représentant ministériel le demande.
- .11 Fournir et installer des abris provisoires au-dessus des entrées et des sorties de l'édifice pour assurer la protection des piétons. Tous ces abris doivent pouvoir résister aux intempéries et à la chute de débris.

12. DISPOSITIFS DE FIXATION

- .1 Sauf autorisation expresse du représentant ministériel, il est interdit d'utiliser des pistolets à charge explosive.
- .2 Se conformer aux exigences de la norme ACNOR A-166, Pistolets d'ancrage à charge explosive.
- .3 Obtenir la permission du représentant ministériel avant d'utiliser tout genre d'outils percussion.

13. BILINGUISME

- .1 Tous les écriteaux, avis, etc. doivent être bilingues.
- .2 Toute identification de services exigée aux termes du présent contrat.

14. CHAUFFAGE PROVISOIRE ET VENTILATION

- .1 Assumer les frais de la ventilation et du chauffage provisoire utilisés pendant la construction, y compris les frais d'installation, de combustible, d'exploitation, d'entretien et d'enlèvement du matériel.
- .2 Sauf si le représentant ministériel l'a autorisé, il est interdit d'utiliser des appareils de chauffage autonomes répandant des émanations dans les zones de travail.
- .3 Fournir et installer le matériel provisoire de chauffage et de ventilation requis dans les endroits fermés afin de:
 - .1 faciliter l'exécution des travaux.
 - .2 protéger les ouvrages et les matériaux contre l'humidité et le froid.
 - .3 réduire la condensation de l'humidité sur les surfaces à un niveau acceptable.
 - .4 assurer les niveaux de température ambiante et d'humidité indispensables pour l'entreposage, l'installation et la période de séchage requis des matériaux.
 - .5 assurer une ventilation adéquate afin de répondre aux exigences de santé publique concernant la sécurité dans les zones de travail.

- .4 Maintenir une température d'au moins 10o C (50oF) aux endroits spécifiés, partir du début des travaux de finition jusqu'au moment de l'acceptation du bâtiment par le représentant ministériel.
 - .1 Maintenir la température ambiante et l'humidité aux niveaux nécessaires pour assurer le bien être du personnel du CNRC.
- .5 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher les accumulations dangereuses de poussières, fumées, buées, vapeurs et émanations, dans les zones occupées pendant les travaux de construction, y compris aussi les aires d'entreposage et les installations sanitaires.
 - .1 Évacuer les substances dangereuses de sorte que la santé des occupants ne soit pas mise en danger.
- .6 Assurer une surveillance constante et rigoureuse du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation.
 - .1 Faire respecter les normes et les codes pertinents.
 - .2 Se conformer aux instructions de l'Agent de prévention des incendies du CNRC, ce qui comprend la désignation, sur demande, de gardiens de sécurité- incendie à temps complet.
 - .3 Faire respecter les normes de sécurité.
 - .4 Doter les appareils de combustion autonomes de mises à l'air libre vers l'extérieur.
- .7 Rédiger les soumissions en supposant que les installations et le matériel neufs ou existants ne pourront être utilisés pour le chauffage et la ventilation provisoire.

15. ÉCARTS ET INTERFÉRENCES

- .1 Avant la fermeture de la soumission, examiner les dessins et le devis. Signaler aussitôt au représentant ministériel tout écart, défaut, omission ou interférence qui touchent les travaux.
- .2 Les articles mentionnés dans les dessins et/ ou le devis doivent être fournis et installés.
- .3 Si, au cours des travaux, l'Entrepreneur trouve que les plans ne reflètent pas la réalité, il lui incombe de le signaler immédiatement par écrit au représentant ministériel, lequel doit rapidement vérifier les allégations.
- .4 Tout travail exécuté après cette découverte, jusqu'à ce qu'il soit autorisé, doit être fait aux risques de l'Entrepreneur.
- .5 Si des obstacles spéciaux sont décelés en cours d'exécution et qu'ils n'avaient pas été signalés sur la soumission originale ou sur les plans et le devis, fournir et installer des doubles coudes ou des coudes ou modifier le tracé des services pour qu'il soit appropriés aux conditions du chantier, et ce sans frais supplémentaire.
- .6 Prendre les dispositions pour que tous les travaux ne gênent d'aucune façon l'exécution des autres travaux.
- .7 Le fait de commencer les travaux signifiera l'acceptation des conditions existantes.

16. COOPÉRATION

- .1 Coopérer avec le personnel du CNRC pour que les travaux de recherche courants soient interrompus le moins possible.
- .2 Faire, à l'avance, un calendrier de tous les travaux qui pourraient interrompre le travail normal exécuté dans l'édifice.
- .3 Faire approuver le calendrier par le représentant ministériel.
- .4 Donner un préavis écrit de 72 heures au représentant ministériel avant toute interruption projetée des installations, des secteurs, des corridors, des services mécaniques ou électriques, et attendre son autorisation.

17. EXAMEN GÉNÉRAL

- .1 Même si le représentant ministériel revoit périodiquement les travaux de l'Entrepreneur, ceci ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité d'exécuter les travaux conformément aux documents contractuels. L'Entrepreneur doit effectuer son propre contrôle de la qualité pour vérifier si ses travaux sont conformes aux documents contractuels.

18. INSPECTION DES SERVICES ENFOUIS OU DISSIMULÉS

- .1 Avant de dissimuler tout service installé, s'assurer que tous les organismes d'inspection intéressés, y compris le CNRC, ont inspecté les ouvrages et ont assisté à tous les essais. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur peut avoir à les découvrir à ses propres frais.

19. ESSAIS

- .1 A l'achèvement des travaux, ou sur demande du représentant ministériel et (ou) des inspecteurs des organismes locaux en cours d'exécution, et avant que tout service soit couverts et que le rinçage soit terminé, faire l'essai de toutes les installations en présence du représentant ministériel.
- .2 Obtenir tous les certificats d'acceptation ou tous les résultats d'essais des organismes compétents et les remettre le représentant ministériel. Dans le cas contraire, le projet ne sera pas complet.

20. HEURES DE TRAVAIL ET SÉCURITÉ

- .1 Les heures normales de travail au CNRC sont de 8h00 à 16h30, du lundi au vendredi inclusivement, sauf les congés fériés.
- .2 En tout autre temps, des laissez-passer spéciaux sont nécessaires pour avoir accès au chantier.
- .3 Obtenir la permission du représentant ministériel d'exécuter des tâches particulières avant de planifier tout travail après les heures normales de travail.
- .4 Après les heures normales de travail, il se peut qu'une escorte soit nécessaire. Défrayer les coûts de cette escorte si le représentant ministériel le demande.
- .5 Toute personne employée par l'entrepreneur, ou par quelque sous-traitants, et travaillant à pied d'œuvre, doit porter et garder visible les insignes d'identifications émises par le Bureau de sécurité du CNRC.

21. CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 L'Entrepreneur doit soumettre un calendrier détaillé des travaux, indiquant les dates du début et de la fin des diverses étapes des travaux et le mettre à jour. Il doit remettre ce calendrier au représentant ministériel au plus tard deux semaines après l'adjudication du contrat et avant d'entreprendre tout travail au chantier.
- .2 Informer le représentant ministériel par écrit de toute modification apportée au calendrier.
- .3 7 jours avant la date d'achèvement prévue, planifier de faire une inspection provisoire avec le représentant ministériel.

22. INTERRUPTIONS DES SERVICES

- .1 Planifier toutes les interruptions de service avec le représentant ministériel. N'utiliser aucun matériel ou installation du CNRC.
- .2 Donner un préavis de 72 heures avant d'interrompre tout service.
- .3 La durée de toutes interruptions de service doit être réduite au minimum.
- .4 Protéger les services existants comme il se doit et effectuer aussitôt toutes les réparations nécessaires.
- .5 Afin de minimiser les interruptions, prévoir des déviations, des ponts, des sources d'alimentation de rechange, etc., au besoin.
- .6 Planifier les travaux à l'avance et les exécuter de façon à minimiser les dérangements et les interruptions de services.

23. DESSINS D'ATELIER

- .1 Soumettre au représentant ministériel, aux fins de vérification, les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons prescrit 2 semaines après l'adjudication du contrat.
- .2 Soumettre au représentant ministériel aux fins de vérification, une liste complète de tous les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons prescrits et une confirmation écrite des dates de livraison correspondantes dans l'intérieur d'une (1) semaine, suite à la date d'approbation des dessins d'atelier, de la documentation et des échantillons. Cette liste devra être mise à jour sur une base de 2 semaines et n'importe quels changements à la liste devront être immédiatement notifiés par écrit au représentant ministériel.
- .3 Examiner les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons avant de les soumettre.
- .4 Sauf avis contraire, soumettre 5 copies de tous les dessins d'atelier, de la documentation, ainsi que des échantillons pour vérification.
- .5 Demeurer responsable des erreurs et des omissions apparaissant dans les dessins d'atelier et la documentation et s'assurer qu'ils sont conformes aux documents contractuels même s'ils sont revus par le représentant ministériel.

24. ÉCHANTILLONS ET MAQUETTES

- .1 Soumettre des échantillons aux dimensions et quantités prescrites.
- .2 Si la couleur, le motif ou la texture sont des facteurs spécifiés, soumettre tout un éventail d'échantillons.

- .3 Monter des modèles et des maquettes au chantier, aux endroits qui conviennent le représentant ministériel.
- .4 Tout travail terminé est vérifié sur place d'après les modèles ou maquettes approuvés qui servent de normes pour la façon et les matériaux.

25. INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf indications contraires, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et le matériel à utiliser et les méthodes de mise en place.
- .2 Aviser le représentant ministériel par écrit de toute divergence entre le présent devis et les instructions du fabricant; le représentant ministériel déterminera alors quel document a priorité.

26. DEVIS DESCRIPTIF, BULLETINS, DESSINS D'ARCHIVES

- .1 L'Entrepreneur doit conserver à pied d'œuvre une (1) copie à jour et en bon état de tous les devis, dessins et bulletins relatifs aux travaux; le représentant ministériel ou ses représentants doivent pouvoir les consulter en tout temps.
- .2 L'Entrepreneur doit annoter au moins une (1) copie du devis et des dessins pour y indiquer tous les travaux tels qu'ils ont été exécutés. Il doit la remettre au représentant ministériel avec la Demande de paiement pour le Certificat définitif d'achèvement des travaux.

27. ACCEPTATION DU CHANTIER

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, l'Entrepreneur doit visiter le chantier et, en compagnie du représentant ministériel, revoir toutes les conditions qui pourraient toucher ses travaux.
- .2 Le début des travaux signifiera l'acceptation des conditions existantes.

28. OCCUPATION PARTIELLE Y

- .1 Le CNRC peut demander une occupation partielle de l'installation si les travaux se poursuivent au-delà de la date d'achèvement prévue.

29. UTILISATION DU CHANTIER

- .1 Limiter les travaux sur le chantier aux secteurs approuvés par le représentant ministériel au moment de la soumission.
- .2 Tous matériel, structures, abris, etc. provisoires doivent se trouver dans les secteurs désignés.
- .3 Limiter le stationnement aux secteurs désignés.
- .4 Ne pas limiter l'accès à l'édifice, routes et services.
- .5 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.

30. VOIES D'ACCÈS

- .1 Prendre les dispositions nécessaires avec le représentant ministériel avant de commencer les travaux ou avant de transporter des matériaux et du matériel au chantier.
- .2 Obtenir l'approbation du représentant ministériel quant aux moyens d'accès normaux au chantier pendant la période de construction.
- .3 Obtenir l'approbation du représentant ministériel avant de suspendre temporairement les travaux sur le chantier; avant de retourner au chantier et avant de quitter le chantier à la fin des travaux.
- .4 Obtenir l'approbation du représentant ministériel avant de suspendre temporairement les travaux sur le chantier; avant de retourner au chantier et avant de quitter le chantier à la fin des travaux.
- .5 Aménager et entretenir des routes provisoires et assurer leur déneigement pendant les travaux.
- .6 L'Entrepreneur doit réparer et nettoyer les routes qu'il a dû utiliser au cours des travaux.

31. SURCHARGE

- .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage ou de l'édifice ne supporte une charge susceptible de compromettre sa sécurité ou de causer une déformation permanente ou un dommage de structure.

32. SERVICES PROVISOIRES

- .1 L'Entrepreneur pourra bénéficier d'une source provisoire d'électricité à pied d'œuvre. Il devra fournir, sans frais, tous les raccords et matériaux nécessaires pour assurer ledit service au chantier.
- .2 Fournir et installer tous les centres de distributions, disjoncteurs, conduits, câblage, commutateur de déconnexion, transformateurs nécessaires à partir de la source d'électricité.
- .3 Il n'est permis d'utiliser le courant que pour les outils électriques, l'éclairage, les commandes, les moteurs, et non pas pour chauffer.
- .4 Sur demande, il sera possible de se raccorder provisoirement au réseau de distribution d'eau.
- .5 Assumer tous les frais pour amener l'eau aux endroits nécessaires.
- .6 Se conformer aux exigences du CNRC lors du raccordement aux réseaux existants, conformément aux articles "Coopération" et "Interruptions des services" de cette section".

33. BUREAU ET TÉLÉPHONE AU CHANTIER

- .1 L'Entrepreneur devra ériger, à ses frais, un bureau temporaire au chantier.
- .2 Au besoin, installer un téléphone et en assurer l'entretien.
- .3 Il est interdit d'utiliser les téléphones du CNRC, sauf en cas d'urgence.

34. INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 Si le représentant ministériel l'autorise, il est permis d'utiliser les installations sanitaires existantes.
- .2 Si l'Entrepreneur doit fournir ses propres installations, il doit en assumer tous les frais.

35. RÉUNIONS

- .1 Tenir régulièrement des réunions aux heures et aux endroits approuvés par le représentant ministériel.
- .2 Aviser toutes les parties intéressées des réunions pour assurer une bonne coordination des travaux.
- .3 Le représentant ministériel déterminera les heures de réunions et assume la responsabilité d'enregistrer et distribuer le procès verbal.

36. ENTREPOSAGE

- .1 Pour ne pas que les outils, matériaux, etc. soient endommagés ou volés, prévoir un entrepôt et en être responsable.
- .2 Il est interdit d'entreposer des produits inflammables ou explosifs sur le chantier à moins que l'Agent de prévention des incendies du CNRC l'autorise.

37. DRAINAGE

- .1 Assurer le drainage et le pompage temporaires, selon les besoins, afin de garder les excavations et le chantier propres.

38. ENCEINTES ET FERMETURES DE LA CHARPENTE

- .1 Ériger et entretenir toutes les enceintes temporaires nécessaires pour protéger les fondations, le sous-sol, le béton, la maçonnerie, etc. contre le gel ou les dommages.
- .2 Ne pas les enlever tant que tout danger de dommage n'est pas écarté et tant que la cure n'est pas terminée.
- .3 Munir les ouvertures extérieures de fermetures protectrices provisoires à l'épreuve des intempéries, jusqu'à ce que les châssis, les vitres et les portes extérieures soient installés en permanence.
- .4 Fournir et installer des fermetures avec verrou, afin d'assurer la sécurité des installations du CNRC, et en être responsable.
- .5 Sur demande, remettre des clés au personnel de sécurité du CNRC.

39. DISPOSITION DES OUVRAGES

- .1 Disposer les ouvrages avec soin et avec précision.
- .2 Vérifier toutes les dimensions et en être responsable.
- .3 Situer les points de repère généraux et prendre les mesures nécessaires pour empêcher leur déplacement.
- .4 Engager une personne compétente pour agencer les travaux selon les lignes et les niveaux de contrôle fournis par le représentant ministériel.

40. DISSIMULATION

- .1 Sauf indication contraire, dissimuler tous les services, tuyauterie, câblage, conduits, etc. dans les planchers, les murs ou les plafonds.

41. CONFLITS D'ESPACE DE TRAVAIL

- .1 Exécuter les travaux en gardant bien à l'esprit de ne pas entrer en conflit avec les autres gens de métier.
- .2 Pendant toute la durée des travaux, voir à toujours être au courant des conditions du chantier et des travaux exécutés par tous les autres gens de métier, engagés dans le présent projet.

42. DÉCOUPAGE ET RAPIÉÇAGE

- .1 Découper les surfaces existantes de façon à ce que les ouvrages s'agencent correctement entre eux.
- .2 Supprimer tous les articles indiqués ou prescrits.
- .3 Rapiécer et réparer, à la satisfaction du représentant ministériel, les surfaces qui ont été modifiées, découpées ou endommagées, avec des matériaux identiques.
- .4 Là où des nouveaux tuyaux passent à travers des travaux existants, percer une ouverture. La dimension de l'ouverture doit laisser un jeu de 12mm (1/2") autour des tuyaux ou de l'isolation de la tuyauterie. Ne pas percer, ni couper aucune surface sans l'approbation de le représentant ministériel.
- .5 Obtenir l'approbation écrite du représentant ministériel avant de percer des ouvertures dans les pièces de charpente neuves ou existantes.
- .6 Calfeutrer toutes les ouvertures où des câbles, conduits ou tuyaux passent à travers les murs avec un calfeutrante acoustique conforme à CAN/CGSB 19.21-M87.
- .7 Là où des câbles, conduits ou tuyaux passent à travers des murs ou des planchers coupe-feu, emplir l'espace avec des fibres de verre comprimées et calfeutrer avec un calfeutrante en accord avec CAN/CGSB-19.13 et NBC 3.1.7.

43. NETTOYAGE PENDANT LA CONSTRUCTION

- .1 Sur une base quotidienne, garder les lieux et le secteur adjacent au campus, y compris les toits, exempts de débris et de déchets.
- .2 Apporter sur les lieux des conteneurs destinés à la cueillette des déchets et des débris.

44. NETTOYAGE FINAL

- .1 A la fin des travaux, effectuer le nettoyage final à la satisfaction du représentant ministériel.
- .2 Nettoyer toutes les nouvelles surfaces, les luminaires et les surfaces existantes touchés par les présents travaux, remplacer les filtres, etc.
- .3 Nettoyer tous les couvre-planchers souples et les préparer à recevoir le fini protecteur qui sera appliqué par le personnel du CNRC.

45. ÉVACUATION DES DÉCHETS

- .1 Évacuer, en toute sécurité hors des terrains du CNRC, tous les déchets, y compris les produits volatils; voir article "Sécurité-incendie et "Sécurité générale", section 01000.

46. GARANTIE

- .1 Voir les conditions générales C, section GC32.
- .2 Veiller à ce que toutes les garanties soient adressées au nom de l'entrepreneur et du Conseil national de recherches du Canada.

47. MANUELS D'ENTRETIEN

- .1 À la fin des travaux et avant la décharge de garantie, soumettre trois (3) exemplaires bilingues des manuels d'entretien ou deux exemplaires de chacune des versions anglaises et françaises.
- .2 Bien relier les données dans des cahiers à couverture rigide pour feuilles volantes.
- .3 Les manuels doivent renfermer les instructions d'exploitation et d'entretien, les garanties, les dessins d'atelier, la documentation technique, etc. touchant les matériaux et les appareils fournis aux termes du présent contrat.

48. INSIGNES D'IDENTIFICATION

- .1 L'utilisation d'insignes d'identification est obligatoire dans les bâtiments du CNRC.
- .2 Obtenir toutes les insignes de la Bureau de la sécurité.

49. MATÉRIEL ET PRODUITS SPÉCIFIÉS, DÉSIGNÉS ACCEPTABLES OU SUBSTITUTS

- .1 Les produits et le matériel spécifiés dans les dessins ou les devis ont été sélectionnés dans le but d'établir des normes de rendement et de qualité. Dans la plupart des cas, lorsque l'on précise la marque de commerce et le numéro de modèle de tout produit ou matériel, on indique aussi les noms d'autres fabricants qui seraient acceptables. Les entrepreneurs peuvent calculer le montant de leur soumission en se fondant sur les prix des produits et du matériel fournis par n'importe quel des fabricants désignés comme étant des fournisseurs acceptables de produits ou de matériel particuliers.
- .2 En plus des fabricants spécifiés ou désignés comme étant acceptables, vous pouvez demander au représentant ministériel d'approuver d'autres fabricants, produits ou matériel. Pour faire approuver un produit en tant que substitut, vous devez remettre une demande par écrit au représentant ministériel au cours de la période fixée pour soumissionner, au plus tard sept (7) jours ouvrables avant la clôture de l'appel d'offres.
- .3 Vous devez attester par écrit que le substitut répond à toutes les exigences relatives aux dimensions, à la capacité, au rendement et à la qualité du matériel ou des produits spécifiés. En outre, il est entendu que l'entrepreneur assume tous les coûts qui sont reliés à l'acceptation des substituts proposés, ou qui en résultent.
- .4 L'approbation des substituts sera communiquée sous forme d'un Addendum aux documents de soumission.

- .5 Nous n'examinerons pas les demandes d'approbation d'autres fabricants, produits ou matériel qui sont incomplets et impossibles à évaluer ou qui sont soumises moins de sept (7) jours avant la clôture de l'appel d'offres.

50. DRAWINGS

- .1 Les dessins suivants illustrent les travaux exécutés et font partie du présent contrat.

D-4021-ME00

D-4021-ME01

D-4021-ME02

D-4021-ME03

D-4021-S01

D-4021-S01

FIN DE SECTION

1.1 AUTORITÉ

- .1 Le Commissaire des incendies du Canada (CIC) est l'autorité en matière de sécurité incendie au CNRC.
- .2 Aux fins du présent document, le représentant ministériel est le représentant de la CNRC en charge du projet.
- .3 Le représentant ministériel doit consulter l'agent de prévention des incendies (API) au besoin.
- .4 Le représentant ministériel doit mettre en application les présentes exigences de sécurité incendie.
- .5 Respectez les normes suivantes publiées par le Bureau du commissaire des incendies du Canada:
 - .1 Norme n301 'Norme Travaux de construction', juin 1982;
 - .2 Norme n302 'Norme Travaux de soudage et de coupage au chalumeau', juin 1982.

1.2 TRAVAIL À CHAUD

- .1 Permis:
 - .1 Vous devez obtenir un permis de 'Travail à chaud' du représentant ministériel avant d'entreprendre des travaux de soudage, de brasage, de brûlage ou d'utilisation de chalumeaux et de salamandres ou d'une flamme nue.
- .2 Examen du site:
 - .1 Avant le début du travail à chaud, réexaminez l'aire de travaux avec le représentant ministériel pour déterminer le niveau de sécurité incendie nécessaire.

1.3 SIGNALISATION DES INCENDIES

- .1 Soyez au courant de l'emplacement exact du téléphone et de l'alarme manuelle d'incendie les plus près, ainsi que le numéro de téléphone d'urgence.
- .2 SIGNALER immédiatement tout incident comportant un feu en procédant comme suit :
 - .1 Déclenchez l'alarme manuelle d'incendie le plus près;
 - .2 Téléphonez au numéro de téléphone fourni par le Représentant ministériel ou son représentant.
 - .3 Lorsque vous signalez un incendie par téléphone, indiquez l'endroit exact du feu, le nom et le numéro du bâtiment, et soyez prêts à vérifier le lieu.
 - .4 La personne qui déclenche l'alarme manuelle d'incendie doit demeurer sur la scène d'incendie pour fournir les renseignements et les indications nécessaires au personnel du service d'incendie.

1.4 RÉSEAUX DÉTECTEURS ET ALARMES D'INCENDIE À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR

- .1 N'OBSTRUEZ PAS ET NE FERMEZ PAS LES RÉSEAUX DÉTECTEURS ET ALARMES D'INCENDIE SANS L'AUTORISATION DU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL.
- .2 LORS D'UNE INTERRUPTION D'UN RÉSEAU AVERTISSEUR, DES MESURES SPÉCIALES DÉFINIES PAR LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL DOIVENT ÊTRE PRISES POUR S'ASSURER QUE LA PROTECTION INCENDIE SOIT MAINTENUE.
- .3 NE LAISSEZ PAS LES RÉSEAUX DÉTECTEURS ET AVERTISSEURS D'INCENDIE INACTIFS A LA FIN D'UNE JOURNÉE DE TRAVAIL SANS AVOIR AVISÉ LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL ET OBTENU SON AUTORISATION. LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL DOIT INFORMER L'API DES DÉTAILS À CHAQUE OCCASION.
- .4 N'UTILISEZ PAS LES BORNES D'INCENDIE NI LES RÉSEAUX DE COLONNES MONTANTES ET ROBINETS ARMÉS À D'AUTRES FINS QUE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE SANS L'AUTORISATION DU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL.

1.5 EXTINCTEURS D'INCENDIES

- .1 Fournissez au moins un extincteur à poudre ABC (20 lb) pour chaque site de travail à chaud.
- .2 Fournissez les extincteurs suivants pour les travaux d'asphalte chaud et de toiture:
 - .1 Près du pot de goudron - 1 extincteur à poudre ABC (20 lb);
 - .2 Toiture - 2 extincteurs à poudre ABC (20 lb).
- .3 Prévoir des extincteurs munis:
 - .1 d'une goupille et d'un sceau;
 - .2 d'un manomètre;
 - .3 d'une étiquette portant la signature d'un préposé d'une compagnie d'entretien d'extincteurs d'incendie.
- .4 Les extincteurs à l'anhydride carbonique (CO) ne sont pas considérés comme des substituts des extincteurs ci-dessus.

1.6 TRAVAUX DE TOITURE

- .1 Chaudières:
 - .1 Prévoyez l'emplacement des chaudières d'asphalte et le lieu d'entreposage avec le représentant ministériel avant la livraison au chantier. N'installez pas les chaudières sur une toiture ou sur un échafaudage et placez-les à une distance d'au moins 10 m (30 pi) de tout bâtiment.
 - .2 Les chaudières doivent être équipées de thermomètres ou de jauges en bon état de fonctionnement.
 - .3 N'utilisez pas les chaudières à des températures excédant 232C (450F).

- .4 Assurez une surveillance permanente pendant l'usage des chaudières et fournissez des couvercles de métal pour étouffer les flammes en cas de feu dans les chaudières. Fournissez les extincteurs d'incendie exigés à l'article 5.1 (Extincteurs d'incendie).
- .5 Expliquez les capacités des récipients au représentant ministériel avant le début des travaux.
- .6 Ranger les bouteilles de gaz comprimé debout à une distance d'au moins 20 pieds de la chaudière.
- .7 Ranger les matériaux à une distance d'au moins 20 pieds de la chaudière.
- .2 Balais à franges ('vadrouilles'):
 - .1 N'utilisez que des balais à franges en fibres de verre pour toitures.
 - .2 Enlevez les balais à franges usagés du lieu de travail à la fin de chaque journée de travail.
- .3 Application au chalumeau:
 - .1 **N'UTILISEZ PAS DE CHALUMEAUX À PROXIMITÉ DES MURS.**
 - .2 Assurez une surveillance incendie conformément à l'article 7 de la présente section.
- .4 Entreposage des matériaux:
 - .1 Rangez tous les matériaux combustibles utilisés pour les toitures à une distance d'au moins 3 m (10 pi) de toute structure.
- .5 Bouteilles de gaz:
 - .1 Les bouteilles de gaz doivent être protégées des dommages mécaniques et maintenues en position verticale.

1.7 SURVEILLANCE INCENDIE

- .1 Assurez une surveillance incendie pendant au moins une heure après la fin d'une journée de travail à chaud.
- .2 Chauffage provisoire : voir la Section 01000, Instructions générales.
- .3 Dotez les équipes de repérage des incendies des extincteurs prévus à l'article 5.

1.8 OBSTRUCTION DES VOIES D'ÉVACUATION DES CHAUSSÉES, DES COULOIRES, DES PORTES ET DES ASCENSEURS

- .1 Avisez le représentant ministériel avant d'entreprendre tout travail qui entraverait le libre passage du personnel du service d'incendie et de son équipement. Cela englobe toute dérogation à la hauteur libre minimale, à l'édification de barricades et au creusage de tranchées.
- .2 Les parcours d'issue du bâtiment ne doivent nullement être obstrués sans la permission expresse du représentant ministériel, qui s'assurera que des parcours de remplacement seront maintenus.
- .3 Le représentant ministériel avisera l'API de tout obstacle pouvant justifier une planification et des dispositifs de communication plus poussés pour assurer la sécurité des occupants et l'efficacité des interventions de lutte contre l'incendie.

1.9 USAGE DU TABAC

- .1 Il est interdit de fumer dans les immeubles du CNRC, sauf dans les fumoirs désignés.
- .2 Respectez les écriteaux "DÉFENSE DE FUMER".

1.10 DÉBRIS ET DÉCHETS

- .1 Limitez autant que possible les détritres et les déchets et les ranger à une distance d'au moins 20 pieds des chaudières ou des torches.
- .2 Il est interdit de faire brûler des détritres sur le chantier.
- .3 Enlèvement:
 - .1 Enlevez tous les détritres des lieux de travail à la fin de la journée de travail ou de l'équipe, ou selon les instructions reçues.
- .4 Stockage:
 - .1 Soyez extrêmement prudents lorsque vous devez stocker des déchets combustibles sur les lieux de travail. Maintenez les lieux le plus propre possible et bien ventilés et respectez les normes de sécurité.
 - .2 Déposez les torchons et autres matériaux gras ou huileux sujets à la combustion spontanée dans des contenants approuvés et évacuez-les comme exigé au paragraphe 3.1.
- .5 Bennes à déchets:
 - .1 En consultation avec le représentant ministériel, déterminez un emplacement sûr et acceptable avant de livrer la benne au chantier.

1.11 LIQUIDES INFLAMMABLES

- .1 La manutention, le stockage et l'utilisation de liquides inflammables sont régis par le no 101 du CIC et par le Code national de prévention des incendies du Canada en vigueur.
- .2 Les liquides inflammables comme l'essence, le kérosène et le naphta, peuvent être gardés sur les lieux pour fins d'usage à brève échéance en quantités ne dépassant pas 45 litres, à condition d'être stockés dans les bidons de sûreté portant le sceau d'approbation des LAC (ULC). Le stockage de plus grandes quantités de liquides inflammables aux fins de l'exécution des travaux qui nécessite l'autorisation du représentant ministériel.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à proximité de dispositifs à flamme nue ou de tout autre type de dispositif dégageant de la chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser des liquides inflammables ayant un point d'éclair inférieur à 38C (100F, tels que le naphta ou l'essence, comme solvants ou agents de nettoyage.
- .6 Stockez les liquides résiduels inflammables dans des récipients approuvés situés dans un endroit sûr bien ventilé. Les déchets constitués de liquides inflammables doivent être régulièrement évacués du chantier.
- .7 Lorsque des liquides inflammables, tels que des lacques ou des uréthanes, sont utilisés, veillez à ce que la ventilation soit adéquate et éliminer toute source d'inflammation.

Prévenez le représentant ministériel avant le début de tels travaux et une fois les travaux achevés.

1.12 QUESTIONS ET/OU DEMANDES D'EXPLICATIONS

- .1 Adressez vos questions ou demandes d'explications concernant la sécurité incendie au représentant ministériel.

FIN DE SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 SUMMARY

- .1 Section Includes:
 - .1 General requirements relating to commissioning of project's components and systems, specifying general requirements to PV of components, equipment, sub-systems, systems, and integrated systems.
- .2 Acronyms
 - .1 AFD - Alternate Forms of Delivery, service provider.
 - .2 BMM - Building Management Manual.
 - .3 Cx - Commissioning.
 - .4 EMCS - Energy Monitoring and Control Systems.
 - .5 O&M - Operation and Maintenance.
 - .6 PI - Product Information.
 - .7 PV - Performance Verification.
 - .8 TAB - Testing, Adjusting and Balancing.

1.2 GENERAL

- .1 Cx is a planned program of tests, procedures and checks carried out systematically on systems and integrated systems of the finished Project. Cx is performed after systems and integrated systems are completely installed, functional and Contractor's Performance Verification responsibilities have been completed and approved. Objectives:
 - .1 Verify installed equipment, systems and integrated systems operate in accordance with contract documents and design criteria and intent.
 - .2 Ensure appropriate documentation is compiled into the BMM.
 - .3 Effectively train O&M staff.
- .2 Contractor assists in Cx process, operating equipment and systems, troubleshooting and making adjustments as required.
 - .1 Systems to be operated at full capacity under various modes to determine if they function correctly and consistently at peak efficiency. Systems to be interactive with each other as intended in accordance with Contract Documents and design criteria.
 - .2 During these checks, adjustments to be made to enhance performance to meet environmental or user requirements.
- .3 Design Criteria: as per client's requirements or determined by designer. To meet Project functional and operational requirements.

1.3 COMMISSIONING OVERVIEW

- .1 Cx to be a line item of Contractor's cost breakdown.
- .2 Cx activities supplement field quality and testing procedures described in relevant technical sections.

- .3 Cx is conducted in concert with activities performed during stage of project delivery. Cx identifies issues in Planning and Design stages which are addressed during Construction and Cx stages to ensure the electrical and mechanical installations are constructed and proven to operate satisfactorily under weather, environmental and occupancy conditions to meet functional and operational requirements. Cx activities include transfer of critical knowledge to facility operational personnel.
- .4 Engineer will issue Interim Acceptance Certificate when:
 - .1 Completed Cx documentation has been received, reviewed for suitability and approved by Engineer.
 - .2 Equipment, components and systems have been commissioned.
 - .3 O&M training has been completed.

1.4 NON-CONFORMANCE TO PERFORMANCE VERIFICATION REQUIREMENTS

- .1 Should equipment, system components, and associated controls be incorrectly installed or malfunction during Cx, correct deficiencies, re-verify equipment and components within the unfunctional system, including related systems as deemed required by Engineer, to ensure effective performance.
- .2 Costs for corrective work, additional tests, inspections, to determine acceptability and proper performance of such items to be borne by Contractor. Above costs to be in form of progress payment reductions or hold-back assessments.

1.5 PRE-CX REVIEW

- .1 Before Construction:
 - .1 Review contract documents, confirm by writing to Engineer.
 - .1 Adequacy of provisions for Cx.
 - .2 Aspects of design and installation pertinent to success of Cx.
- .2 During Construction:
 - .1 Co-ordinate provision, location and installation of provisions for Cx.
- .3 Before start of Cx:
 - .1 Prepare a Cx Plan stating tasks and date of Cx work. Submit plan to engineer for review and scheduling
 - .2 Ensure installation of related components, equipment, sub-systems and systems are complete.
 - .3 Fully understand Cx requirements and procedures.
 - .4 Have Cx documentation shelf-ready.
 - .5 Understand completely design criteria and intent and special features.
 - .6 Submit complete start-up documentation to Engineer.
 - .7 Have Cx schedules up-to-date.
 - .8 Ensure systems have been cleaned thoroughly.
 - .9 Complete TAB procedures on systems, submit TAB reports to Engineer for review and approval.

- .10 Ensure "As-Built" system schematics are available.
- .4 Inform Engineer in writing of discrepancies and deficiencies on finished works.

1.6 CONFLICTS

- .1 Report conflicts between requirements of this section and other sections to Engineer before start-up and obtain clarification.
- .2 Failure to report conflict and obtain clarification will result in application of most stringent requirement.

1.7 SUBMITTALS

- .1 Submittals: in accordance with Section 01 33 00- Submittal Procedures.
 - .1 Submit no later than 16 weeks after award of Contract:
 - .1 Name of Contractor's Cx agent.
 - .2 Draft Cx documentation.
 - .3 Preliminary Cx schedule.
 - .2 Request in writing to Engineer for changes to submittals and obtain written approval at least 8 weeks prior to start of Cx.
 - .3 Submit proposed Cx procedures to Engineer where not specified and obtain written approval at least 8 weeks prior to start of Cx.
 - .4 Provide additional documentation relating to Cx process required by Engineer.

1.8 COMMISSIONING DOCUMENTATION

- .1 Engineer to review and approve Cx documentation.
- .2 Provide completed and approved Cx documentation to Engineer.

1.9 COMMISSIONING SCHEDULE

- .1 Provide detailed Cx schedule as part of construction schedule.
- .2 Provide adequate time for Cx activities prescribed in technical sections and commissioning sections including:
 - .1 Approval of Cx reports.
 - .2 Verification of reported results.
 - .3 Repairs, retesting, re-commissioning, re-verification.
 - .4 Training.

1.10 COMMISSIONING MEETINGS

- .1 Purpose: to resolve issues, monitor progress, identify deficiencies, relating to Cx.
- .2 Continue Cx meetings on regular basis until commissioning deliverables have been addressed.

- .3 At 60% construction completion stage. Engineer to call a separate Cx scope meeting to review progress, discuss schedule of equipment start-up activities and prepare for Cx. Issues at meeting to include:
 - .1 Review duties and responsibilities of Contractor and subcontractors, addressing delays and potential problems.
 - .2 Determine the degree of involvement of trades and manufacturer's representatives in the commissioning process.
- .4 Thereafter Cx meetings to be held until project completion and as required during equipment start-up and functional testing period.
- .5 Meeting will be chaired by Contractor, who will record and distribute minutes.
- .6 Ensure subcontractors and relevant manufacturer representatives are present at 60% and subsequent Cx meetings and as required.

1.11 STARTING AND TESTING

- .1 Contractor assumes liabilities and costs for inspections. Including disassembly and re-assembly after approval, starting, testing and adjusting, including supply of testing equipment.

1.12 WITNESSING OF STARTING AND TESTING

- .1 Provide 14 days notice prior to commencement.
- .2 Engineer to witness start-up and testing.
- .3 Contractor's Cx Agent to be present at tests performed and documented by sub-trades, suppliers and equipment manufacturers.

1.13 MANUFACTURER'S INVOLVEMENT

- .1 Factory acceptance testing:
 - .1 Coordinate time and location of testing.
 - .2 Provide testing documentation for approval by Engineer.
 - .3 Contractor must arrange for and pay for all associated expenses, including but not limited to travel, lodging and meals, involved in having the Engineer and one client representative attend the factory acceptance tests all switchgear and transformers associated with this project.
 - .4 Obtain written approval of factory test results and documentation from Engineer before delivery to site.
- .2 Obtain manufacturers installation, start-up and operations instructions prior to start-up of components, equipment and systems and review with Engineer
 - .1 Compare completed installation with manufacturer's published data, record discrepancies, and review with manufacturer.
 - .2 Modify procedures detrimental to equipment performance and review same with manufacturer before start-up.
- .3 Integrity of warranties:
 - .1 Use manufacturer's trained start-up personnel where specified elsewhere in other divisions or required to maintain integrity of warranty.

- .2 Verify with manufacturer that testing as specified will not void warranties.
- .4 Qualifications of manufacturer's personnel:
 - .1 Experienced in design, installation and operation of equipment and systems.
 - .2 Ability to interpret test results accurately.
 - .3 To report results in clear, concise, logical manner.

1.14 PROCEDURES

- .1 Verify that equipment and systems are complete, clean, and operating in a normal, safe manner prior to conducting start-up, testing and Cx.
- .2 Conduct start-up and testing in following distinct phases:
 - .1 Included in delivery and installation:
 - .1 Verification of conformity to specification, approved shop drawings and completion of PI report forms.
 - .2 Visual inspection of quality of installation.
 - .2 Start-up: follow accepted start-up procedures.
 - .3 Operational testing: document equipment performance.
 - .4 System PV: include repetition of tests after correcting deficiencies.
 - .5 Post-substantial performance verification: to include fine-tuning.
- .3 Correct deficiencies and obtain approval from Engineer after distinct phases have been completed and before commencing next phase.
- .4 Document required tests on approved PV forms.
- .5 Failure to follow accepted start-up procedures will result in re-evaluation of equipment by an independent testing agency selected by Engineer. If results reveal that equipment start-up was not in accordance with requirements, and resulted in damage to equipment, implement the following:
 - .1 Minor equipment/systems: implement corrective measures approved by Engineer.
 - .2 Major equipment/systems: if evaluation report concludes that damage is minor, implement corrective measures approved by Engineer.
 - .3 If evaluation report concludes that major damage has occurred, Engineer shall reject equipment.
 - .1 Rejected equipment to be remove from site and replaced with new.
 - .2 Subject new equipment/systems to specified start-up procedures.

1.15 START-UP DOCUMENTATION

- .1 Assemble start-up documentation and submit to Engineer for approval before commencement of commissioning.
 - .1 Start-up documentation to include:
 - .2 Factory and on-site test certificates for specified equipment.
 - .3 Pre-start-up inspection reports.
 - .4 Signed installation/start-up check lists.

- .5 Start-up reports,
- .6 Step-by-step description of complete start-up procedures, to permit Engineer to repeat start-up at any time.

1.16 OPERATION AND MAINTENANCE OF EQUIPMENT AND SYSTEMS

- .1 After start-up, operate and maintain equipment and systems as directed by equipment/system manufacturer.
- .2 With assistance of manufacturer develop written maintenance program and submit to Engineer for approval before implementation.
- .3 Operate and maintain systems for length of time required for commissioning to be completed.
- .4 After completion of commissioning, operate and maintain systems until issuance of certificate of interim acceptance.

1.17 TEST RESULTS

- .1 If start-up, testing and/or PV produce unacceptable results, repair, replace or repeat specified starting and/or PV procedures until acceptable results are achieved.
- .2 Provide manpower and materials, assume costs for re-commissioning.

1.18 START OF COMMISSIONING

- .1 Notify Engineer at least 21 days prior to start of Cx.
- .2 Start Cx after elements of building affecting start-up and performance verification of systems have been completed.

1.19 INSTRUMENTS / EQUIPMENT

- .1 Submit to Engineer for review and approval:
 - .1 Complete list of instruments proposed to be used.
 - .2 Listed data including, serial number, current calibration certificate, calibration date, calibration expiry date and calibration accuracy.
- .2 Provide the following equipment as required:
 - .1 2-way radios.
 - .2 Ladders.
 - .3 Equipment as required to complete work.

1.20 COMMISSIONING PERFORMANCE VERIFICATION

- .1 Carry out Cx:
 - .1 Under accepted simulated operating conditions, over entire operating range, in all modes.
 - .2 On independent systems and interacting systems.
- .2 Cx procedures to be repeatable and reported results are to be verifiable.
- .3 Follow equipment manufacturer's operating instructions.

- .4 EMCS trending to be available as supporting documentation for performance verification.

1.21 WITNESSING COMMISSIONING

- .1 Engineer to witness activities and verify results.

1.22 AUTHORITIES HAVING JURISDICTION

- .1 Where specified start-up, testing or commissioning procedures duplicate verification requirements of authority having jurisdiction, arrange for authority to witness procedures so as to avoid duplication of tests and to facilitate expedient acceptance.
- .2 Obtain certificates of approval, acceptance and compliance with rules and regulation of authority having jurisdiction.
- .3 Provide copies to Engineer within 5 days of test and with Cx report.

1.23 EXTENT OF VERIFICATION

- .1 Perform additional commissioning until results are acceptable to Engineer.

1.24 REPEAT VERIFICATIONS

- .1 Assume costs incurred by Engineer for third and subsequent verifications where:
 - .1 Verification of reported results fail to receive Engineer's approval.
 - .2 Repetition of second verification again fails to receive approval.
 - .3 Engineer deems Contractor's request for second verification was premature.

1.25 DEFICIENCIES, FAULTS, DEFECTS

- .1 Correct deficiencies found during start-up and Cx to satisfaction of Engineer.
- .2 Report problems, faults or defects affecting Cx to Engineer in writing. Stop Cx until problems are rectified. Proceed with written approval from Engineer.

1.26 COMPLETION OF COMMISSIONING

- .1 Upon completion of Cx leave systems in normal operating mode.
- .2 Except for warranty and seasonal verification activities specified in Cx specifications, complete Cx prior to issuance of Interim Certificate of Completion.
- .3 Cx to be considered complete when contract Cx deliverables have been submitted and accepted by Engineer.

1.27 ACTIVITIES UPON COMPLETION OF COMMISSIONING

- .1 When changes are made to baseline components or system settings established during Cx process, provide updated Cx form for affected item.

1.28 TRAINING

- .1 In accordance with Section 01 79 00 – Demonstration and Training.

1.29 MAINTENANCE MATERIALS, SPARE PARTS, SPECIAL TOOLS

- .1 Supply, deliver, and document maintenance materials, spare parts, and special tools as specified in contract.

1.30 OCCUPANCY

- .1 Cooperate fully with Engineer during stages of acceptance and occupancy of facility.

1.31 INSTALLED INSTRUMENTATION

- .1 Use instruments installed under Contract for TAB and PV if:
 - .1 Accuracy complies with these specifications.
 - .2 Calibration certificates have been deposited with Engineer.
- .2 Calibrated EMCS sensors may be used to obtain performance data provided that sensor calibration has been completed and accepted.

1.32 PERFORMANCE VERIFICATION TOLERANCES

- .1 Application tolerances:
 - .1 Specified range of acceptable deviations of measured values from specified values or specified design criteria. Except for special areas, to be within +/-10% of specified values.
- .2 Instrument accuracy tolerances:
 - .1 To be of higher order of magnitude than equipment or system being tested.
- .3 Measurement tolerances during verification:
 - .1 Unless otherwise specified actual values to be within +/-2% of recorded values.

1.33 OWNER'S PERFORMANCE TESTING

- .1 Performance testing of equipment or system by Engineer will not relieve Contractor from compliance with specified start-up and testing procedures.

PART 2 - PRODUCT

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 All related Mechanical and Electrical sections

1.2 SAMPLES

- .1 Submit samples in accordance with in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections:
- .2 Submit one sample of each type of hand entry access door.
- .3 Submit one 300 x 300 mm corner sample of each type of body entry door.

1.3 SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections:
- .2 Submit catalogue details for each type of door illustrating profiles, dimensions and methods of assembly.

1.4 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide maintenance data for cleaning and maintenance of stainless steel finishes for incorporation into manual specified in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections

1.5 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections:
- .2 Place materials defined as hazardous or toxic waste in designated containers.
- .3 . Ensure emptied containers are sealed and stored safely for disposal away from children.

1.6 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections:
- .2 Apply temporary protective coating to finished surfaces. Remove coating after erection. Do not use coatings that will become hard to remove or leave residue.
- .3 Leave protective covering in place until final cleaning of building

PART 2 - PRODUCTS

2.1 ACCESS DOORS

- .1 Supply and install as necessary to gain access to all concealed mechanical equipment for operating, inspecting, adjusting, servicing.

- .2 Sizes: Except as indicated otherwise, to be minimum sizes as follows:
 - .1 For body entry: 600 x 600 mm.
 - .2 For hand entry: 300 x 300 mm.
- .3 Construction: Rounded safety corners, concealed hinges, screwdriver latch, anchor straps, able to open 180.
- .4 Materials
 - .1 Tiled or marble surfaces and other special areas: Stainless steel with brushed satin or polished finish as directed by Engineer.
 - .2 All other areas: Prime coated steel.

2.2 EXCLUSIONS

- .1 Lay-in tile ceilings. In this instance, use unobtrusive identification locators.

PART 3 - EXECUTION

3.1 LOCATION

- .1 Location: Ensure that equipment is clearly within view and accessible for operating, inspecting, adjusting, servicing without the need for special tools. Mechanical contractor is responsible to provide proper access doors at all locations required for proper access, service and maintenance of mechanical systems. Drawing may not necessarily show all access doors.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Not used.

1.2 USE OF SYSTEMS

- .1 Use of new permanent heating and ventilating systems for supplying temporary heat or ventilation is permitted only under the following conditions:
 - .1 Entire system is complete, pressure tested, cleaned, flushed out.
 - .2 Building has been closed in, areas to be heated/ventilated are clean, and will not thereafter be subjected to dust-producing processes.
 - .3 There is no possibility of damage from any cause.
 - .4 Supply ventilation systems are protected by 30 % filters, which shall be inspected daily, changed every 2 weeks or more frequently as required.
 - .5 Return systems have approved filters over all openings, inlets, outlets.
 - .6 All systems will be:
 - .1 operated as per manufacturer's recommendations or instructions.
 - .2 operated by Contractor.
 - .3 monitored continuously by Contractor.
 - .7 Warranties and guarantees are not thereby relaxed.
 - .8 Regular preventive and all other manufacturers recommended maintenance routines are performed by Contractor at his own expense and under supervision of Contract Administrator.
 - .9 Before static completion, entire system to be refurbished, cleaned internally and externally, restored to "as- new" condition, filters in air systems replaced.
- .2 Filters referred to herein are over and above those specified elsewhere in this specification.
- .3 Exhaust systems are not included in any approvals for temporary heating ventilation

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Section 017800 - Closeout Submittals

1.2 GENERAL OVERVIEW OF SCOPE

- .1 Provide and install new ventilation equipment for building M10 electrical vault:
 - .1 New VFD driven roof mounted intake fan in doghouse and associated ductwork, supports, insulation, instrumentation and controls.
 - .2 New VFD driven exhaust fan mounted in new courtyard doghouse and associated ductwork, supports, insulation, instrumentation and controls.
 - .3 New exhaust fan mounted under main entrance stairs in basement and associated ductwork, supports, insulation, instrumentation and controls.
 - .4 New motorized dampers, filters.
 - .5 Control unit, instrumentation and control wiring for ventilation operation and interlocks. Contractor to carry base building controls contractor for this work. Refer to drawings for controls contractor contact information.
- .2 Div 23 to supply, install, test, and commission new ventilation fans as defined herein, while Div 26 to supply, install, and connect disconnects, power conductors and conduit from source to disconnects, and from disconnects to fans. Div 26 to also supply and install wiring and conduit for controls from fans to thermostat(s), under the direction and coordination of Div 23 contractor. Div 23 to be responsible for start-up and commissioning.
- .3 Div 26 to supply and install all ventilation power and line voltage controls requirements under the direction and coordination of Div 23 contractor. Div 23 to be responsible for start-up and commissioning.
- .4 Refer to drawings for further details regarding scope of work

1.3 EQUIPMENT LIST

- .1 Complete list of equipment and materials to be used on this project and forming part of tender documents by adding manufacturer's name, model number and details of materials, and submit for approval.
- .2 Submit for approval within 5 days after award of contract.

1.4 TRIAL USAGE

- .1 Contract Administrator may use equipment and systems for test purposes prior to acceptance. Supply labour, material, and instruments required for testing.
- .2 Trial usage to apply to following equipment and systems:
 - .1 Ventilation

1.5 PROTECTION OF OPENINGS

- .1 Protect equipment and systems openings from dirt, dust, and other foreign materials with materials appropriate to system.

1.6 PAINTING

- .1 Prime and touch up marred finished paintwork to match original.
- .2 Restore to new condition, finishes which have been damaged too extensively to be merely primed and touched up.

1.7 SPARE PARTS

- .1 Furnish spare parts as indicated below, in accordance with front end requirements and as indicated in Division 1:
 - .1 One spare set of fan belts for each set to be installed.
 - .2 One spare set of filters for each filter bank.

1.8 SPECIAL TOOLS

- .1 Provide one set of special tools required to service equipment as recommended by manufacturers and in accordance with Section 017800 - Closeout Submittals.

1.9 DEMONSTRATION AND OPERATING AND MAINTENANCE INSTRUCTIONS

- .1 Supply tools, equipment and personnel to demonstrate and instruct operating and maintenance personnel in operating, controlling, adjusting, trouble-shooting and servicing of all systems and equipment during regular work hours, prior to acceptance.
- .2 Where specified elsewhere in Division 23, manufacturers to provide demonstrations and instructions.
- .3 Where deemed necessary, Engineer may record these demonstrations on video tape for future reference.
- .4 Use operation and maintenance manual, as-built drawings, audio visual aids, etc. as part of instruction materials.

1.10 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide operation and maintenance data for incorporation into manual specified in Section 017800 - Closeout Submittals.
- .2 Operation and maintenance manual to be approved by, and final copies deposited with, Contract Administrator before final inspection.
- .3 Operation data to include:
 - .1 Control schematics for each system including environmental controls.
 - .2 Description of each system and its controls.
 - .3 Description of operation of each system at various loads together with reset schedules and seasonal variances.
 - .4 Operation instruction for each system and each component.
 - .5 Description of actions to be taken in event of equipment failure.
- .4 Maintenance data shall include:
 - .1 Servicing, maintenance, operation and trouble-shooting instructions for each item of equipment.

- .2 Data to include schedules of tasks, frequency, tools required and task time.
- .5 Performance data to include:
 - .1 Equipment manufacturer's performance data sheets with point of operation as left after commissioning is complete.
 - .2 Equipment performance verification test results.
 - .3 Special performance data as specified elsewhere.
 - .4 Testing, adjusting and balancing reports as specified in Section 230593- Testing, Adjusting and Balancing.
- .6 Approvals:
 - .1 Submit 2 copies of draft Operation and Maintenance Manual to Contract Administrator for approval. Submission of individual data will not be accepted unless so directed by Contract Administrator.
 - .2 Make changes as required and re-submit as directed by Contract Administrator.
- .7 Additional data:
 - .1 Prepare and insert into operation and maintenance manual when need for same becomes apparent during demonstrations and instructions specified above.

1.11 SHOP DRAWINGS AND PRODUCT DATA

- .1 Submit shop drawings and product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Shop drawings and product data shall show:
 - .1 Mounting arrangements.
 - .2 Operating and maintenance clearances. eg. access door swing spaces.
- .3 Shop drawings and product data shall be accompanied by:
 - .1 Detailed drawings of bases, supports, and anchor bolts.
 - .2 Acoustical sound power data, where applicable.
 - .3 Points of operation on performance curves.
 - .4 Manufacturer to certify as to current model production.
 - .5 Certification of compliance to applicable codes.
- .4 In addition to transmittal letter referred to in Section 01 33 00 - Submittal Procedures: use MCAC "Shop Drawing Submittal Title Sheet". Identify section and paragraph number.

1.12 CLEANING

- .1 Clean interior and exterior of all systems including strainers. Vacuum interior of ductwork and air handling units.
- .2 Replace all filters and strainers in all Mechanical equipment after final commissioning and TAB.
- .3 After cleaning, remove all debris from site as required by O&M personnel.

1.13 AS-BUILT DRAWINGS

- .1 Site records:
 - .1 Contract Administrator will provide 1 set of reproducible mechanical drawings. Provide sets of white prints as required for each phase of the work. Mark there on all changes as work progresses and as changes occur.
 - .2 On a weekly basis, transfer information to reproducibles, revising reproducibles to show all work as actually installed.
 - .3 Use different colour waterproof ink for each service.
 - .4 Make available for reference purposes and inspection at all times.
- .2 As-built drawings:
 - .1 Prior to start of Testing, Adjusting and Balancing (TAB), finalize production of as-built drawings.
 - .2 Identify each drawing in lower right hand corner in letters at least 12 mm high as follows: - "AS BUILT DRAWINGS: THIS DRAWING HAS BEEN REVISED TO SHOW MECHANICAL SYSTEMS AS INSTALLED" (Signature of Contractor) (date).
 - .3 Submit to Contract Administrator for approval and make corrections as directed.
 - .4 TAB to be performed using as-built drawings.
 - .5 Submit completed reproducible as-built drawings with Operating and Maintenance Manuals.
- .3 Submit copies of as-built drawings for inclusion in final TAB report.

1.14 EQUIPMENT REQUIREMENT AND INSTALLATION

- .1 Spaces for servicing, disassembly and removal of equipment and component: Provide as indicated and as recommended by manufacturer. Coordinate with all trades so that adequate clearance is available.
- .2 Noise and Vibration: Select noise and vibration levels of equipment and systems to conform to design intent. If unnecessary noise or vibration should be created by any mechanical equipment and systems and transmitted to occupied portions of building or other mechanical work, make all necessary changes and additions as approved by the Engineer without additional cost.
- .3 Lubrication: Lubricate all equipment prior to start up, in accordance with the manufacturer's printed instructions. Provide all lubrication including sufficient quantity for drainage and refilling of oil sumps, etc., when required by manufacturer's instructions.
- .4 Setting and Alignment of Equipment:
 - .1 Setting and alignment of all equipment with rotating elements such as fans must be carried out by millwrights to lines established with an engineer's level. Shim equipment as required, using standard brass or bronze shim stock of suitable thickness to provide proper level and alignment.
 - .2 Re-check alignment prior to start-up of equipment.

- .5 Ceiling or Wall Mounting: Where ceiling or wall mounting is indicated or required, provide a suspended platform, bracket or shelf, constructed with standard steel members and steel plates and of welded construction throughout. Provide rod hangers attached to building steel by beam clamps or to precast structure. Provide additional structural steel as required between building steel where beam spacing does not meet requirements. Inserts shall not be used unless specifically shown on the Drawings or approved by the Designee for any particular item of equipment. Attach brackets or shelves to vertical member or sections of the building structure as hereinbefore specified.
- .6 Miscellaneous Steel:
 - .1 Supply and install all miscellaneous structural supports, platforms, braces as may be required to hang or support all equipment, piping, etc., unless Drawings or other Sections of the Specifications state otherwise.
 - .2 Submit detailed shop drawings to the Engineer for review before commencing fabrication.
- .7 Protection:
 - .1 Protect all work and materials before and after erection from weather and other hazards and keep in a clean and orderly manner.
- .8 Uniformity:
 - .1 Use product of one manufacturer unless otherwise specified, for equipment or material of the same type of classification. Shop drawings for all material shall be approved by engineer.
 - .2 Permit equipment maintenance, lubrication, extended grease nipples, bearing removal etc. as required and as determined by engineer and O&M personnel.
- .9 Site Condition:
 - .1 Drawings Indicate approximate location and general routing of all equipment and services. The contractor shall undertake all site measurements; prepare fabrication and installation drawings (AUTOCAD) prior to ordering material and equipment. Do not scale drawings. Drawings do not show all duct work, valves, fittings, offsets, and accessories for a complete job. The contractor shall review and verify prevailing site conditions prior to quoting and include all valves, duct work, fittings, control devices and accessories as required for a complete job, including all rerouting, relocation of existing equipment, pipes, fittings etc. Also determine, from site visit, the scope of demolition work and removal of existing services.
 - .2 Review and verify prevailing site conditions for existing systems like ductwork and piping. Mark up tender drawings and submit to engineer with actual size and routing for review and approval. Make necessary modifications as advised. To avoid any interference with existing equipment/system; closely coordinate with all other trades and relocate mechanical system as required for installing new mechanical system/controls. Mechanical contractor shall be responsible to coordinate with all other contractor's.

1.15 DEFICIENCY LIST

- .1 List of any or all deficiencies may be issued at any time by Engineer, Architect, Owner or O&M Personnel. Contractor shall be responsible to rectify all such work, including providing new equipment, items and accessories.

- .2 The contractor shall submit a request for a take-over inspection in writing that all deficiencies are rectified.

1.16 SUBSTITUTIONS

- .1 Contractor can provide alternative equipment, with prior approval only. All base bids shall confirm to specification only.
- .2 Alternative equipment shall exceed the base requirement, shall be more energy efficient and shall fit in the existing space constraints. Engineer and Owner reserve the right to accept or reject alternative equipment without providing any reason.

1.17 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials in accordance with in accordance with front end requirements and as indicated in Division 1 Sections and contract requirements:
- .2 Divert unused metal and wiring materials from landfill to metal recycling facility approved by Engineer.
- .3 Do not dispose of unused paint material into sewer system, into streams, lakes, onto ground, or in other locations where it will pose health or environmental hazard.
- .4 Remove from site and dispose of packaging materials at appropriate recycling facilities.
- .5 Dispose of corrugated cardboard, polystyrene, plastic packaging material in appropriate on-site bin for recycling in accordance with site waste management program.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .1 Not Used

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not Used

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Section 013300 - Submittal Procedures.

1.2 REFERENCES

- .1 American Society of Heating, Refrigeration and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE)
 - .1 ASHRAE 90.1, Energy Code for Buildings Except Low-Rise Residential Buildings.
- .2 Electrical Equipment Manufacturers' Advisory Council (EEMAC)

1.3 SECTIONS INCLUDES

- .1 Electrical work to conform to Division 26 including the following:
 - .1 Supplier and installer responsibility is indicated in Mechanical Equipment Schedule on electrical drawings and related mechanical responsibility is indicated on Mechanical Equipment Schedule on Electrical drawings.
 - .2 Control wiring and conduit is specified in Division 26 except for conduit, wiring and connections below 50 V which are related to control systems specified in Division 23. Refer to Division 26 for quality of materials and workmanship.

1.4 SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.

1.5 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide maintenance data for motors, drives and guards for incorporation into manual specified in Section 01 33 00 - Submittal Procedures.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 GENERAL

- .1 All Motors to be premium efficiency, Class F insulation, in accordance with local Hydro company standards, requirements of ASHRAE 90.1, MNECB, CSA and other applicable codes, regulations and standards. In addition provide inverter duty rated motors for use with VFD's where specified or required.

2.2 MOTORS

- .1 Provide motors for mechanical equipment as specified.
- .2 All motors must be equipped with a ground ring that grounds the motor shaft and provides a low impedance path to ground for VFD-induced shaft voltages.
- .3 If delivery of specified motor will delay delivery or installation of equipment, install motor approved by Contract Administrator for temporary use. Final acceptance of equipment will not occur until specified motor is installed.
- .4 Motors under 373 W, 1/2 HP : speed as indicated, continuous duty, built-in overload protection, resilient mount, single phase, 120 V, unless otherwise specified or indicated.

- .5 Motors 373 W, 1/2 HP and larger: EEMAC Class B, squirrel cage induction, speed as indicated, continuous duty, drip proof, ball bearing, maximum temperature rise 40 °C, 3 phase, 600 V, unless otherwise specified or indicated.

2.3 TEMPORARY MOTORS

- .1 If delivery of specified motor will delay completion or commissioning work, install motor approved by Contract Administrator for temporary use. Work will only be accepted when specified motor is installed.

2.4 BELT DRIVES

- .1 Fit reinforced belts in sheave matched to drive. Multiple belts to be matched sets.
- .2 Use cast iron or steel sheaves secured to shafts with removable keys unless otherwise specified.
- .3 For motors under 7.5 kW, 10 HP: standard adjustable pitch drive sheaves, having plus or minus 10% range. Use mid-position of range for specified r/min.
- .4 For motors 7.5 kW and over: sheave with split tapered bushing and keyway having fixed pitch unless specifically required for item concerned. Provide sheave of correct size to suit balancing.
- .5 Correct size of sheave to be determined during commissioning. Contractor should allow for replacing drive set including sheaves if necessary during TAB and commissioning process.
- .6 Minimum drive rating: 1.5 times nameplate rating on motor. Keep overhung loads within manufacturer's design requirements on prime mover shafts.
- .7 Motor slide rail adjustment plates to allow for centre line adjustment.
- .8 Supply one set of spare belts for each set installed.

2.5 DRIVE GUARDS

- .1 Provide guards for unprotected drives.
- .2 Guards for belt drives;
 - .1 Expanded metal screen welded to steel frame.
 - .2 Minimum 1.2 mm thick sheet metal tops and bottoms.
 - .3 38 mm dia. holes on both shaft centers for insertion of tachometer.
 - .4 Removable for servicing.
- .3 Provide means to permit lubrication and use of test instruments with guards in place.
- .4 Install belt guards to allow movement of motors for adjusting belt tension.
- .5 Guard for flexible coupling:
 - .1 "U" shaped, minimum 1.6 mm thick galvanized mild steel.
 - .2 Securely fasten in place.
 - .3 Removable for servicing.

- .6 Unprotected fan inlets or outlets:
 - .1 Wire or expanded metal screen, galvanized, 19 mm mesh.
 - .2 Net free area of guard: not less than 80% of fan openings.
 - .3 Securely fasten in place.
 - .4 Removable for servicing.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Fasten securely in place.
- .2 Make removable for servicing, easily returned into, and positively in position.
- .3 Check for correct direction of rotation, with motor uncoupled with driven equipment.
- .4 Check for correct direction of rotation, with motor uncoupled with driven equipment

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Section 230500 – Mechanical General Requirements.
- .2 Section 230593 - Testing, Adjusting and Balancing (TAB) of Mechanical Systems.

1.2 REFERENCES

- .1 National Building Code of Canada (NBC)

1.3 SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 230500 – Mechanical General Requirements.
- .2 Provide separate shop drawings for each isolated system complete with performance and product data, indicating all calculations for loads and deflections.
- .3 Provide detailed drawings of all seismic control measures for equipment, duct, and piping. Shop drawings shall include engineering calculations for all seismic restraints and attachment. A Professional Engineer registered in the province of Ontario holding a Certificate of Authorization with a minimum of 5 years experience in seismic design shall seal the calculation.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 ACCEPTABLE MANUFACTURE

- .1 All products and services to be by one manufacturer.
- .2 Acceptable manufacturers: Kinetic/Vibron, Mason, or approved equal.

2.2 ELASTOMERIC PADS

- .1 Type EP1 - neoprene waffle or ribbed; 9mm minimum thick; 50 durometer; maximum loading 350 kPa.
- .2 Type EP2 - rubber waffle or ribbed; 9 mm minimum thick; 30 durometer natural rubber; maximum loading 415 kPa.
- .3 Type EP3 - neoprene-steel-neoprene; 9 mm minimum thick neoprene bonded to 1.71 mm steel plate; 50 durometer neoprene, waffle or ribbed; holes sleeved with isolation washers; maximum loading 350 kPa.
- .4 Type EP4 - rubber-steel-rubber; 9 mm minimum thick rubber bonded to 1.71 mm steel plate; 30 durometer natural rubber, waffle or ribbed; holes sleeved with isolation washers; maximum loading 415 kPa.

2.3 ELASTOMERIC MOUNTS

- .1 Type M1 - colour coded; neoprene in shear; maximum durometer of 60; threaded insert and two bolt-down holes; ribbed top and bottom surfaces.

2.4 SPRINGS

- .1 Design stable springs so that ratio of lateral to axial stiffness is equal to or greater than 1.2 times the ratio of static deflection to working height. Select for 50% travel beyond rated load. Units to be complete with leveling devices.
- .2 Ratio of height when loaded to diameter of spring to be between 0.8 to 1.0.
- .3 Cadmium plate for 100% relative humidity installations.
- .4 Colour code springs.

2.5 SPRING MOUNT

- .1 Zinc or cadmium plated hardware; housings coated with rust resistant paint.
- .2 Type M2 - stable open spring: support on bonded 6 mm minimum thick ribbed neoprene or rubber friction and acoustic pad.
- .3 Type M3 - stable open spring: 6 mm minimum thick ribbed neoprene or rubber friction and acoustic pad, bonded under isolator and on isolator top plate; levelling bolt for rigidly mounting to equipment.
- .4 Type M4 - restrained stable open spring: supported on bonded 6 mm minimum thick ribbed neoprene or rubber friction and acoustic pad; built-in resilient limit stops, removable spacer plates.
- .5 Type M5 - enclosed spring mounts with snubbers for isolation up to 950 kg maximum.
- .6 Performance: as indicated.

2.6 HANGERS

- .1 Colour coded springs, rust resistant, painted box type hangers. Arrange to permit hanger box or rod to move through a 30o arc without metal to metal contact.
- .2 Type H1 - neoprene - in-shear, moulded with rod isolation bushing which passes through hanger box.
- .3 Type H2 - stable spring, elastomeric washer, cup with moulded isolation bushing which passes through hanger box.
- .4 Type H3 - stable spring, elastomeric element, cup with moulded isolation bushing which passes through hanger box.
- .5 Type H4 - stable spring, elastomeric element with pre-compression washer and nut with deflection indicator.
- .6 Performance: 25 mm static deflection.

2.7 HORIZONTAL THRUST RESTRAINT

- .1 Spring and elastomeric element housed in box frame; assembly complete with rods and angle brackets for equipment and ductwork attachment; provision for adjustment to limit maximum start and stop movement to 9 mm.
- .2 Arrange restraints symmetrically on either side of unit and attach at centerline of thrust.

2.8 STRUCTURAL BASES

- .1 Type B1 - Prefabricated steel base: integrally welded on sizes up to 2400 mm on smallest dimension, split for field welding on sizes over 2400 mm on smallest dimension and reinforced for alignment of drive and driven equipment; without supplementary hold down devices; complete with isolation element attached to base brackets arranged to minimize height; pre-drilled holes to receive equipment anchor bolts; and complete with adjustable built-in motor slide rail where indicated.
- .2 Type B2 - Steel rail base: structural steel, positioned for alignment of drive and driven equipment; without supplementary hold down devices; complete with isolation element attached to base brackets arranged to minimize height; and pre-drilled holes to receive equipment anchor bolts.
- .3 Bases to clear housekeeping pads by 25 mm minimum.

2.9 ROOF CURB ISOLATION RAILS

- .1 General: complete factory assembled without need for sub-base.
- .2 Lower member: continuous rectangular steel tube or extruded aluminum channel.
- .3 Upper member: continuous rectangular steel tube or extruded aluminum channel to provide continuous support for equipment, complete with all-directional neoprene snubber bushings 6 mm thick to resist wind and seismic forces.
- .4 Springs: steel, adjustable, removable, selected for 25 mm maximum static deflection plus 50% additional travel to solid, cadmium plated, sized and positioned to ensure uniform deflection.
- .5 High frequency isolation: 6mm minimum thick continuous gasket on top and bottom of complete assembly or pads on top and bottom of each spring. Material: closed cell neoprene.
- .6 Weatherproofing: continuous flexible counter-flashing to curb and providing access to springs. Material: aluminum.
- .7 Hardware: cadmium plated or galvanized.

2.10 SEISMIC CONTROL MEASURES

- .1 General:
 - .1 Seismic restraints are to be provided for all operational and functional components of building services in accordance with current National Building Code, Ontario Building Code, ASRAE Standard "A Practice Guide to Seismic Restraint", SMACNA "HVAC Duct Construction Standards" and good engineering practice.
 - .2 Seismic control systems to work in all directions.
 - .3 Fasteners and attachment points to resist same maximum load as seismic restraint.
 - .4 Drilled or power driven anchors and fasteners not permitted.
 - .5 No equipment, equipment supports or mounts to fail before failure of structure.
 - .6 Supports of cast iron or threaded pipe not permitted.
 - .7 Seismic control measures not to interfere with integrity of firestopping.
- .2 Seismic Force:
 - .1 The Importance Factor for this project is 1.5.

- .3 Static equipment:
 - .1 Anchor equipment to equipment supports. Anchor equipment supports to structure.
 - .2 Suspended equipment:
 - .1 Use one or more of following methods depending upon site conditions and as indicated:
 - .2 Install tight to structure.
 - .3 Cross brace in all directions.
 - .4 Brace back to structure.
 - .5 Cable restraint system.
 - .3 Seismic restraints:
 - .1 Cushioning action to be gentle and steady.
 - .2 Shall never reach metal-like stiffness.
- .4 Vibration isolated equipment:
 - .1 Seismic control measures not to jeopardize noise and vibration isolation systems. Provide 6 to 9 mm clearance during normal operation of equipment and systems between seismic restraint and equipment.
 - .2 Incorporate seismic restraints into vibration isolation system to resist complete isolator unloading.
 - .3 As indicated.
- .5 Piping systems:
 - .1 Fire protection systems: to NFPA 13.
 - .2 All piping systems: hangers longer than 300 mm; brace at each hanger.
 - .3 To be compatible with requirements for anchoring and guiding of piping systems.
- .6 Bracing methods:
 - .1 Approved by Engineer.
 - .2 Structural angles or channels.
 - .3 Cable restraint system incorporating grommets, shackles and other hardware to ensure alignment of restraints and to avoid bending of cables at connection points. Incorporate neoprene into cable connections to reduce shock loads.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Seismic control measures to meet requirements of NBC.
- .2 Install vibration isolation equipment in accordance with manufacturers instructions and adjust mountings to level equipment.
- .3 Ensure piping, ducting and electrical connections to isolated equipment do not reduce system flexibility and that piping, conduit and ducting passage through walls and floors do not transmit vibrations.
- .4 Unless indicated otherwise, support piping connected to isolated equipment with spring mounts or spring hangers with 25 mm minimum static deflection as follows:

- .1 Up to NPS4: first 3 points of support. NPS5 to NPS8: first 4 points of support. NPS10 and Over: first 6 points of support.
- .2 First point of support shall have a static deflection of twice deflection of isolated equipment, but not more than 50 mm.
- .5 Where isolation is bolted to floor use vibration isolation rubber washers.
- .6 Block and shim level bases so that ductwork and piping connections can be made to a rigid system at the operating level, before isolator adjustment is made. Ensure that there is no physical contact between isolated equipment and building structure.

3.2 SITE VISIT

- .1 At the completion of the project, the Supplier and the Seismic Engineer shall review the installation on site, and shall prepare a written report, with a sealed letter from the Seismic Engineer, certifying that the installations have been completed in accordance with their design and shop drawings and submit report to Engineer.
- .2 The manufacturer shall be a member of VISCMA and shall have a letter issued to the Supplier conforming that they have reviewed and accepted the engineering practices used by the Seismic Engineer. The letter shall also state that the manufacture accepts the Supplier to act as their representative for the product.
- .3 Make adjustments and corrections in accordance with the written report

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Division 01, General Requirements and Front End documents
- .2 All related Mechanical and Electrical sections

1.2 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA)
 - .1 CSA G40.20/G40.21-98, General Requirements for Rolled or Welded Structural Quality Steel/Structural Quality Steel.
- .2 Ontario Building Code of Canada (OBC)

1.3 DEFINITIONS

- .1 Priority Two (P2) Buildings: buildings in which life safety is paramount concern. It is not necessary that P2 buildings remain operative during or after an earthquake.
- .2 SRS: acronym for Seismic Restraint System.

1.4 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 This section covers design, supply and installation of complete SRS for all systems, equipment specified for installation on this project. This includes chillers, pumps, piping, cooling towers, all other mechanical systems, electrical light fixtures, bus ducts, transformers, Fans, AHUs, air distribution systems, heat pumps, MCC's, Panel Boards UPS, diesel generators, standby power, fire protection, communications, all other Mechanical and HVAC equipment and systems both vibration isolated and statically supported.
- .2 SRS to be fully integrated into, compatible with:
 - .1 Noise and vibration controls specified elsewhere in this project specification or as required. SRS system to be certified by a qualified engineer for the entire project.
 - .2 Structural, mechanical, electrical design of project.
- .3 Systems, equipment not required to be operational during and after seismic event.
- .4 During seismic event, SRS to prevent systems and equipment from causing personal injury and from moving from normal position.
- .5 Design to be by Professional Engineer specializing in design of SRS and registered in Province of Ontario.

1.5 SUBMITTALS

- .1 Submit shop drawings and product data in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections
- .2 Submittals to include:
 - .1 Full details of design criteria.

- .2 Working drawings stamped by Professional Engineer Specialized in such work (prepared to same standard of quality and size as documents forming these tender documents), materials lists, schematics, full specifications for components of each SRS to be provided.
 - .3 Design calculations (including restraint loads resulting from seismic forces in accordance with Ontario Building Code, detailed work sheets, tables).
 - .4 Separate shop drawings for each SRS and devices for each system, equipment.
 - .5 Identification of location of devices.
 - .6 Schedules of types of SRS equipment and devices.
 - .7 Details of fasteners and attachments to structure, anchorage loadings, attachment methods.
 - .8 Installation procedures and instructions.
 - .9 Design calculations including restraint loads.
 - .10 Detailed work sheets, tables.
 - .11 Detailed design of SRS including complete working drawings, materials lists, design calculations, schematics, specifications.
- .3 Submit additional copy of shop drawings and product data to Structural Engineer for review of connection points to building structure.

1.6 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide maintenance data including monitoring requirements for incorporation into manuals specified in Division 01 Sections and Front End documents.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 SRS MANUFACTURER

- .1 SRS to be from one manufacturer regularly engaged in production of SRS systems.

2.2 GENERAL

- .1 SRS to provide gentle and steady cushioning action and avoid high impact loads and.
- .2 SRS to restrain seismic forces in all directions.
- .3 Fasteners and attachment points to resist same load as seismic restraints.
- .4 SRS of Piping systems to be compatible with:
 - .1 Expansion, anchoring and guiding requirements.
 - .2 Equipment vibration isolation and equipment SRS.
- .5 SRS utilizing cast iron, threaded pipe, other brittle materials not permitted.
- .6 Attachments to RC structure:
 - .1 Use high strength mechanical expansion anchors.
 - .2 Drilled or power driven anchors not permitted.
- .7 Seismic control measures not to interfere with integrity of firestopping.

2.3 SRS FOR STATIC EQUIPMENT, SYSTEMS

- .1 Floor-mounted equipment, systems:
 - .1 Anchor equipment to equipment supports.
 - .2 Anchor equipment supports to structure.
 - .3 Use size of bolts scheduled in approved shop drawings.
- .2 Suspended equipment, systems:
 - .1 Use one or combination of following methods:
 - .1 Install tight to structure.
 - .2 Cross-brace in all directions.
 - .3 Brace back to structure.
 - .4 Slack cable restraint system.
 - .2 SCS to prevent sway in horizontal plane, "rocking" in vertical plane, sliding and buckling in axial direction.
- .3 Hanger rods to withstand compressive loading and buckling.

2.4 SRS FOR VIBRATION ESQUIPMENT, SYSTEMS

- .1 Floor mounted equipment, systems:
 - .1 Use one or combination of following methods:
 - .1 Vibration isolators with built-in snubbers.
 - .2 Vibration isolators and separate snubbers.
 - .3 Built-up snubber system approved by consisting of structural elements and elastomeric layer.
 - .2 SRS to resist complete isolator unloading.
 - .3 SRS not to jeopardize noise and vibration isolation systems. Provide 4-8 mm clearance between seismic restraint snubbers and equipment during normal operation of equipment and systems.
 - .4 Cushioning action to be gentle and steady by utilizing elastomeric material or other means in order to avoid high impact loads.
- .2 Suspended equipment, systems:
 - .1 Use one or combination of following methods:
 - .1 Slack cable restraint system.
 - .2 Brace back to structure via vibration isolators and snubbers.

2.5 SLACK CABLE RESTRAINT SYSTEM (SCS)

- .1 Use elastomer materials or similar to avoid high impact loads and provide gentle and steady cushioning action.
- .2 SCS to prevent sway in horizontal plane, "rocking" in vertical plane, sliding and buckling in axial direction.
- .3 Hanger rods to withstand compressive loading and buckling.

2.6 SERVICE UTILITIES ENTRANCE INTO BUILDING

- .1 Provide flexibility to prevent breakage in the event of an earthquake.

2.7 ACCESS DOORS

- .1 Supply and install as necessary to gain access to all concealed mechanical equipment for operating, inspecting, adjusting, servicing.
- .2 Sizes: Except as indicated otherwise, to be minimum sizes as follows:
 - .1 For body entry: 600 x 600 mm.
 - .2 For hand entry: 300 x 300 mm.
- .3 Construction: Rounded safety corners, concealed hinges, screwdriver latch, anchor straps, able to open 180.
- .4 Materials
 - .1 Tiled or marble surfaces and other special areas: Stainless steel with brushed satin or polished finish as directed by Engineer.
 - .2 All other areas: Prime coated steel.

2.8 EXCLUSIONS

- .1 Lay-in tile ceilings. In this instance, use unobtrusive identification locators.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Attachment points and fasteners:
 - .1 To withstand same maximum load that seismic restraint is to resist and in all directions.
- .2 Slack Cable Systems (SCS):
 - .1 Connect to suspended equipment so that axial projection of wire passes through centre of gravity of equipment.
 - .2 Use appropriate grommets, shackles, other hardware to ensure alignment of restraints and to avoid bending of cables at connection points.
 - .3 Piping systems: provide transverse SCS at 10 m spacing maximum, longitudinal SCS at 20 m maximum or as limited by anchor/slack cable performance.
 - .4 Small pipes may be rigidly secured to larger pipes for restraint purposes, but not reverse.
 - .5 Orient restraint wires on ceiling hung equipment at approximately 90° to each other (in plan), tie back to structure at maximum of 45° to structure.
 - .6 Adjust restraint cables so that they are not visibly slack but permit vibration isolation system to function normally.
 - .7 Tighten cable to reduce slack to 40 mm under thumb pressure. Cable not to support weight during normal operation.
- .3 Install SRS at least 25 mm from equipment, systems, services.
- .4 Miscellaneous equipment not vibration-isolated:
 - .1 Bolt through house-keeping pad to structure.

- .5 Co-ordinate connections with all disciplines.
- .6 Vertical tanks:
 - .1 Anchor through house-keeping pad to structure.
 - .2 Provide steel bands above centre of gravity.
- .7 Horizontal tanks:
 - .1 Provide at least two straps with anchor bolts fastened to structure.

3.2 INSPECTION AND CERTIFICATION

- .1 SRS to be inspected and certified by Seismic Engineer upon completion of installation.
- .2 Provide written report to Owner with certificate of compliance.

3.3 COMMISSIONING DOCUMENTATION

- .1 Upon completion and acceptance of certification, hand over to Owner complete set of construction documents, revised to show "as-built" conditions.
- .2 SRS system shall be as required by all applicable codes, standards and regulations. SRS system requirement and installation shall be approved and confirmed by qualified engineer.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTION

- .1 Section 013300 - Submittal Procedures.

1.2 REFERENCES

- .1 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-1.60-97, Interior Alkyd Gloss Enamel.
 - .2 CAN/CGSB-24.3-92, Identification of Piping Systems.

1.3 PRODUCT DATA

- .1 Submit product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Product data to include paint colour chips, other products specified in this section.

1.4 SAMPLES

- .1 Submit samples in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Samples to include nameplates, labels, tags, lists of proposed legends.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MANUFACTURER'S EQUIPMENT NAMEPLATES

- .1 Metal or plastic laminate nameplate mechanically fastened to each piece of equipment by manufacturer.
- .2 Lettering and numbers to be raised or recessed.
- .3 Information to include, as appropriate:
 - .1 Equipment: Manufacturer's name, model, size, serial number, capacity.
 - .2 Motor: voltage, Hz, phase, power factor, duty, frame size.

2.2 SYSTEM NAMEPLATES

- .1 Colours:
 - .1 Hazardous: White letters, Black background.
 - .2 Elsewhere: White letters, Black background (except where required otherwise by applicable codes).
- .2 Construction:
 - .1 3 mm thick laminated plastic, matte finish, with square corners, letters accurately aligned and machine engraved into core.
- .3 Sizes:

- .1 Conform to following table:

Size # mm	Sizes (mm)	No. of Lines	Height of Letters (mm)
1	10 x 50	1	3
2	13 x 75	1	5
3	13 x 75	2	3
4	20 x 100	1	8
5	20 x 100	2	5
6	20 x 200	1	8
7	25 x 125	1	12
8	25 x 125	2	8
9	35 x 200	1	20

- .2 Use maximum of 25 letters/numbers per line.

- .4 Locations:

- .1 Terminal cabinets, control panels: Use size # 5.
.2 Equipment in control building: Use size # 9.

2.3 EXISTING IDENTIFICATION SYSTEMS

- .1 Apply existing identification to new work.
.2 Where existing identification system does not cover for new works; use identification system specified in this section.
.3 Before starting work, obtain written approval of identification system from Engineer.

2.4 IDENTIFICATION DUCTWORK SYSTEMS

- .1 50 mm high stencilled letters and directional arrows 150 mm long x 50 mm high.
.2 Colours: Black, or co-ordinated with base colour to ensure strong contrast.

2.5 CONTROLS COMPONENTS IDENTIFICATION

- .1 Identify all systems, equipment, components, controls, sensors with system nameplates specified in this section.
.2 Inscriptions to include function and (where appropriate) fail-safe position.

2.6 LANGUAGE

- .1 Identification to be in English.

PART 3 - EXECUTION

3.1 TIMING

- .1 Provide identification only after all painting has been completed.

3.2 INSTALLATION

- .1 Perform work in accordance with CAN/CGSB-24.3 except as specified otherwise.
.2 Provide ULC registration plates as required.

3.3 NAMEPLATES

- .1 Locations:
 - .1 In conspicuous location to facilitate easy reading and identification from operating floor.
- .2 Standoffs:
 - .1 Provide for nameplates on hot and/or insulated surfaces.
- .3 Protection
 - .1 Do not paint, insulate or cover in any way.

3.4 LOCATION OF IDENTIFICATION ON PIPING AND DUCTWORK SYSTEMS

- .1 On long straight runs in open areas in boiler rooms, equipment rooms, galleries, tunnels: At not more than 17m intervals and more frequently if required to ensure that at least one is visible from any one viewpoint in operating areas and walking aisles.
- .2 Adjacent to each change in direction.
- .3 At least once in each small room through which piping or ductwork passes.
- .4 On both sides of visual obstruction or where run is difficult to follow.
- .5 On both sides of separations such as walls, floors, partitions.
- .6 Where system is installed in pipe chases, ceiling spaces, galleries, other confined spaces, at entry and exit points, and at each access opening.
- .7 At beginning and end points of each run and at each piece of equipment in run.
- .8 At point immediately upstream of major manually operated or automatically controlled valves, dampers, etc. Where this is not possible, place identification as close as possible, preferably on upstream side.
- .9 Identification to be easily and accurately readable from usual operating areas and from access points.
 - .1 Position of identification to be approximately at right angles to most convenient line of sight, considering operating positions, lighting conditions, risk of physical damage or injury and reduced visibility over time due to dust and dirt.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 INTENT

- .1 All work described in this section to be performed by Independent Testing and Balancing Company.
- .2 Quality Assurance:
 - .1 Perform T&B under direction of qualified supervisor.
 - .2 Coordinate all work specified in this Section.
 - .3 Provide all facilities required in order to carry out work of this Section.
 - .4 T&B Company to review contract documents before work is started and confirm in writing to Contract Administrator the adequacy of the provisions for T&B and all other aspects of installation pertinent to T&B.
- .3 All related Mechanical and Electrical sections

1.2 GENERAL

- .1 T&B: Means to test, adjust, and balance all systems to perform in accordance with Contract Documents.
- .2 Follow start-up procedures as recommended by manufacturer unless otherwise specified.
- .3 Special start-up procedures may be specified elsewhere.
- .4 Notify Contract Administrator seven (7) days prior to start of T&B. Contract Administrator shall be present during T&B.
- .5 Operate all systems to permit T&B to be performed.
- .6 T&B to apply to systems, equipment and related controls specified in Division 23.
- .7 Reference organization standards:
 - .1 Do T&B over entire operating range in accordance with most stringent conditions of this specification and standard of following organization.
 - .1 AABC (Associated Air Balance Council).
 - .2 NEBB (National Environmental Balancing Bureau).
 - .3 SMACNA (Sheet Metal and Air Conditioning Contractors National Association).
 - .4 ASHRAE (American Society of Heating, Refrigerating and Air Conditioning Engineers).
- .8 Start T&B only when building is essentially completed, including:
 - .1 Installation of ceilings, doors, windows and other construction affecting T&B.
 - .2 Application of sealing, caulking and weatherstripping.
 - .3 All pressure, leakage and other tests specified elsewhere in Division 23 completed.
 - .4 All provisions for T&B are installed and operational.
 - .5 Start-up, verification for proper, safe and normal operation of mechanical and associated electrical and control systems affecting T&B including, but not limited to, the following:
 - .1 Proper thermal overload protection in place for electrical equipment.

- .2 Air Systems:
 - .1 Filters in place and in clean condition.
 - .2 Duct systems clean of debris.
 - .3 Correct fan rotation.
 - .4 Access doors closed and duct end caps in place.
 - .5 All outlets installed and connected.
- .3 Liquid Systems:
 - .1 Flushed, filled and vented.
 - .2 Service valves open.
- .4 Accuracy tolerances:
 - .1 Do TAB to following tolerances of design values:
 - .1 HVAC systems: Plus 10%; minus 0%.
 - .2 As original tolerances.
 - .3 Measurements to be accurate to within plus or minus 2% of actual values.
- .5 Instrument calibration: to be in accordance with T&B referenced organization standard, but within 3 months of commencement of T&B. Provide proof of calibration to Contract Administrator.
- .6 Submittals prior to commencement of T&B.
 - .1 Proposed methodology and procedures for performing T&B.
 - .2 Proposed check lists and report forms.
 - .3 List of instrumentation, including details and certificates of calibration.
- .7 Report:
 - .1 Format to be in accordance with TAB reference organization standard, but using SI units.
 - .2 Report to include record full system schematics showing results of TAB.
 - .3 Submit, prior to formal submission of TAB reports, for checking and approval by Contract Administrator, sample of rough TAB sheets. Include:
 - .1 Details of instruments used.
 - .2 Details of TAB procedures employed.
 - .3 Calculations procedures.
 - .4 Summaries.
 - .4 Submit six (6) copies of TAB reports, each in three ring binders, complete with index tabs for verification and approval of Contract Administrator.
- .8 Verification:
 - .1 Reported measurements shall be subject to verification by Contract Administrator. Provide instrumentation and manpower to verify results of up to 30% of all reported measurements. Number and location of verified measurements to be at discretion of Contract Administrator.
 - .2 Bear costs to repeat TAB, as required, to satisfaction of Contract Administrator.
- .9 Settings: lock and permanently mark settings as required by reference standard.
- .10 Completion: TAB to be considered complete only when final reports are approved by Contract Administrator.

1.3 AIR MOVING SYSTEMS

- .1 General: measurements as required by referenced organization standards, including, but not limited to, following Measurements:
 - .1 Air velocity.
 - .2 Static pressure.
 - .3 Velocity pressure.
 - .4 Temperature:
 - .1 Wet bulb.
 - .2 Dry bulb.
 - .5 Cross sectional area.
 - .6 RPM.
 - .7 Electrical power:
 - .1 Voltage
 - .2 Amperage.
- .2 Location of equipment measurements:
 - .1 Inlet and outlet of each:
 - .1 Fan.
 - .2 Damper.
 - .3 Other auxiliary equipment.
- .3 Location of system measurements at:
 - .1 Each supply, and exhaust air inlet and outlet.
 - .2 Other auxiliary equipment.
 - .3 All areas served by system.

1.4 OTHER MECHANICAL SYSTEMS

- .1 The contractor responsible for T&B shall ensure that the exit doors from each room can be easily opened during any type of negative pressure condition created by the equipment located in the room

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .1 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not Used.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED REQUIREMENTS

- .1 Section 23 05 29 - Hangers and Supports for HVAC Piping and Equipment.

1.2 REFERENCES

- .1 Definitions:
 - .1 For purposes of this section:
 - .1 "CONCEALED" - insulated mechanical services and equipment in suspended ceilings and non-accessible chases and furred-in spaces.
 - .2 "EXPOSED" - means "not concealed" as previously defined.
 - .3 Insulation systems - insulation material, fasteners, jackets, and other accessories.
 - .2 TIAC Codes:
 - .1 CRD: Code Round Ductwork,
 - .2 CRF: Code Rectangular Finish.
- .2 Reference Standards:
 - .1 American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers (ASHRAE)
 - .2 ANSI/ASHRAE/IESNA 90.1, SI; Energy Standard for Buildings Except Low-Rise Residential Buildings.
 - .2 ASTM International Inc.
 - .1 ASTM B 209M-07, Standard Specification for Aluminum and Aluminum-Alloy Sheet and Plate (Metric).
 - .2 ASTM C 335-05ae1, Standard Test Method for Steady State Heat Transfer Properties of Pipe Insulation.
 - .3 ASTM C 411-05, Standard Test Method for Hot-Surface Performance of High-Temperature Thermal Insulation.
 - .4 ASTM C 449/C 449M-00, Standard Specification for Mineral Fiber-Hydraulic-Setting Thermal Insulating and Finishing Cement.
 - .5 ASTM C 547-07e1, Standard Specification for Mineral Fiber Pipe Insulation.
 - .6 ASTM C 553-02e1, Standard Specification for Mineral Fiber Blanket Thermal Insulation for Commercial and Industrial Applications.
 - .7 ASTM C 612-04e1, Standard Specification for Mineral Fiber Block and Board Thermal Insulation.
 - .8 ASTM C 795-03, Standard Specification for Thermal Insulation for Use in Contact with Austenitic Stainless Steel.
 - .9 ASTM C 921-03a, Standard Practice for Determining the Properties of Jacketing Materials for Thermal Insulation.

- .3 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CGSB 51-GP-52Ma-89, Vapour Barrier, Jacket and Facing Material for Pipe, Duct and Equipment Thermal Insulation.
- .4 South Coast Air Quality Management District (SCAQMD), California State
 - .1 SCAQMD Rule 1168-A2005, Adhesive and Sealant Applications.
- .5 Thermal Insulation Association of Canada (TIAC): National Insulation Standards (2005).
- .6 Underwriters Laboratories of Canada (ULC)
 - .1 CAN/ULC-S102-03, Method of Test for Surface Burning Characteristics of Building Materials and Assemblies.
 - .2 CAN/ULC-S701-05, Standard for Thermal Insulation, Polystyrene, Boards and Pipe Covering.

1.3 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Product Data:
 - .1 Provide manufacturer's printed product literature and datasheets for duct insulation, and include product characteristics, performance criteria, physical size, finish and limitations.
 - .1 Description of equipment giving manufacturer's name, type, model, year and capacity.
 - .2 Details of operation, servicing and maintenance.
 - .3 Recommended spare parts list.
- .3 Shop Drawings:
 - .1 Provide drawings stamped and signed by professional engineer registered or licensed in the province of Ontario, Canada.
- .4 Manufacturers' Instructions:
 - .1 Provide manufacture's written duct insulation jointing recommendations, special handling criteria, installation sequence, cleaning procedures.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Qualifications:
 - .1 Installer: specialist in performing work of this section, and have at least 3 years successful experience in this size and type of project, qualified to standards and a member of TIAC.

1.5 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, store and handle in accordance with Section 01 61 00 - Common Product Requirements.
- .2 Deliver materials to site in original factory packaging, labelled with manufacturer's name, address and ULC markings.

- .3 Packaging Waste Management: remove for reuse and return by manufacturer of pallets, crates, padding and packaging materials in accordance with Section 01 74 20 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 FIRE AND SMOKE RATING

- .1 To CAN/ULC-S102:
 - .1 Maximum flame spread rating: 25.
 - .2 Maximum smoke developed rating: 50.

2.2 INSULATION

- .1 Mineral fibre: as specified includes glass fibre, rock wool, slag wool.
- .2 Thermal conductivity ("k" factor) not to exceed specified values at 24 degrees C mean temperature when tested in accordance with ASTM C 335.
- .3 TIAC Code C-1: Rigid mineral fibre board to ASTM C 612, with factory applied vapour retarder jacket to CGSB 51-GP-52Ma (as scheduled in PART 3 of this Section).
- .4 TIAC Code C-2: Mineral fibre blanket to ASTM C 553 faced with factory applied vapour retarder jacket to CGSB 51-GP-52Ma (as scheduled in PART 3 of this section).
 - .1 Mineral fibre: to ASTM C 553.
 - .2 Jacket: to CGSB 51-GP-52Ma.
 - .3 Maximum "k" factor: to ASTM C 553.

2.3 JACKETS

- .1 Canvas:
 - .1 220 gm/m² cotton, plain weave, treated with dilute fire retardant lagging adhesive to ASTM C 921.
- .2 Lagging adhesive: compatible with insulation.

2.4 ACCESSORIES

- .1 Vapour retarder lap adhesive:
 - .1 Water based, fire retardant type, compatible with insulation.
- .2 Indoor Vapour Retarder Finish:
 - .1 Vinyl emulsion type acrylic, compatible with insulation.
- .3 Insulating Cement: hydraulic setting on mineral wool, to ASTM C 449.
- .4 ULC Listed Canvas Jacket:
 - .1 220 gm/m² cotton, plain weave, [treated with dilute fire retardant lagging adhesive to ASTM C 921 untreated.

- .5 Outdoor Vapour Retarder Mastic:
 - .1 Vinyl emulsion type acrylic, compatible with insulation.
 - .2 Reinforcing fabric: Fibrous glass, untreated 305 g/m².
- .6 Tape: self-adhesive, aluminum, reinforced, 75 mm wide minimum.
- .7 Contact adhesive: quick-setting
- .8 Canvas adhesive: washable.
- .9 Tie wire: 1.5 mm stainless steel.
- .10 Banding: 19 mm wide, 0.5 mm thick stainless steel.
- .11 Facing: 25 mm stainless steel hexagonal wire mesh stitched on one face of insulation with expanded metal lath on other face.
- .12 Fasteners: 4 mm diameter pins with 35 mm diameter clips, length to suit thickness of insulation.

PART 3 - EXECUTION

3.1 APPLICATION

- .1 Manufacturer's Instructions: comply with manufacturer's written recommendations, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheets.

3.2 PRE-INSTALLATION REQUIREMENTS

- .1 Pressure test ductwork systems complete, witness and certify.
- .2 Ensure surfaces are clean, dry, free from foreign material.

3.3 INSTALLATION

- .1 Install in accordance with TIAC National Standards.
- .2 Apply materials in accordance with manufacturer's instructions and as indicated.
- .3 Use 2 layers with staggered joints when required nominal thickness exceeds 75 mm.
- .4 Maintain uninterrupted continuity and integrity of vapour retarder jacket and finishes.
 - .1 Ensure hangers, and supports are outside vapour retarder jacket.
- .5 Hangers and supports in accordance with Section 23 05 29 - Hangers and Supports for HVAC Piping and Equipment.
 - .1 Apply high compressive strength insulation where insulation may be compressed by weight of ductwork.
- .6 Fasteners: install at 300 mm on centre in horizontal and vertical directions, minimum 2 rows each side.

3.4 DUCTWORK INSULATION SCHEDULE

- .1 Insulation types and thicknesses: conform to following table:

	TIAC Code	Vapour Retarder	Thickness (mm)
Rectangular cold and dual temperature supply air ducts	C-1	Yes	50
Exhaust Duct between dampers and louvres	C-1	No	25
Rectangular ducts outside	C-1	Special	50

3.5 CLEANING

- .1 Clean in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
- .1 Remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.
- .2 Waste Management: separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 74 21 - Construction/Demolition Waste Management.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 American Society for Testing and Materials (ASTM)
 - .1 ASTM A 480/A480M- 01, Specification for General Requirements for Flat-Rolled Stainless and Heat-Resisting Steel Plate, Sheet and Strip.
 - .2 ASTM A 635/A635M- 00, Specification for Steel, Sheet and Strip, Heavy-Thickness Coils, Carbon, Hot Rolled.
 - .3 ASTM A 653/A653M- 00, Specification for Steel Sheet, Zinc Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy Coated (Galvannealed) by the Hot-Dip Process.
- .2 National Fire Protection Agency (NFPA)
 - .1 NFPA 90A- 99, Installation of Air Conditioning and Ventilating Systems.
 - .2 NFPA 90B- 99, Installation of Warm Air Heating and Air Conditioning Systems.
 - .3 NFPA 91- 1995, Standard for Exhaust System for Air Conveying of Vapours, Gases, Mists, and Noncombustible Particle Solids.
 - .4 NFPA 96- 98, Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations.
- .3 Sheet Metal and Air Conditioning Contractors' National Association (SMACNA)
 - .1 SMACNA HVAC Duct Construction Standards, Metal and Flexible, 2nd Edition 1995 and Addendum No. 1, 1997.
 - .2 SMACNA HVAC Duct Leakage Test Manual, 1985, Technical Research Update 92. All related Mechanical and Electrical sections

1.2 SHOP DRAWINGS AND PRODUCT DATA

- .1 Submit shop drawings and product data in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections.
- .2 Indicate following:
 - .1 Sealants.
 - .2 Tape.
- .3 Proprietary Joints.

1.3 CERTIFICATION OF RATINGS

- .1 Catalogue or published ratings shall be those obtained from tests carried out by manufacturer or independent testing agency signifying adherence to codes and standards.

1.4 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials in accordance with in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections.
- .2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard in accordance with Waste Management Plan
- .3 Fold up metal banding, flatten and place in designated area for recycling

PART 2 - PRODUCTS

2.1 SEAL CLASSIFICATION

- .1 Classification as follows:

<u>Maximum Pressure Pa</u>	<u>SMACNA Seal Class</u>
500	C
250	C
125	C

- .2 Seal classification:

- .1 Class A: longitudinal seams, transverse joints, duct wall penetrations and connections made airtight with sealant and tape.
- .2 Class B: longitudinal seams, transverse joints and connections made airtight with sealant, tape, or combination thereof.
- .3 Class C: transverse joints and connections made air tight with gaskets sealant, tape, or combination thereof. Longitudinal seams unsealed.
- .4 Unsealed seams and joints.

2.2 SEALANT

- .1 Sealant: oil resistant, polymer type flame resistant duct sealant. Temperature range of minus 30oC to plus 93oC.

2.3 TAPE

- .1 Tape: polyvinyl treated, open weave fiberglass tape, 50 mm wide.

2.4 DUCT LEAKAGE

- .1 In accordance with SMACNA HVAC Duct Leakage Test Manual.

2.5 FITTINGS

- .1 Fabrication: to SMACNA.
- .2 Radiused elbows:
 - .1 Rectangular: standard radius or short radius with single thickness turning vanes
Centreline radius: 1.5 times width of duct.
 - .2 Round: smooth radius or five piece. Centreline radius: 1.5 times diameter.
- .3 Mitered elbows, rectangular:
 - .1 To 400 mm: with single thickness turning vanes.
 - .2 Over 400 mm: with double thickness turning vanes.
- .4 Branches:
 - .1 Rectangular main and branch: with radius on branch 1.5 times width of duct or 45 entry on branch.
 - .2 Round main and branch: enter main duct at 45 with conical connection.
 - .3 Provide volume control damper in branch duct near connection to main duct.

- .5 Transitions:
 - .1 Diverging: 20 maximum included angle.
 - .2 Converging: 30 maximum included angle.
- .6 Offsets:
 - .1 Full or short radiused elbows as indicated or as required.
- .7 Obstruction deflectors: maintain full cross-sectional area. Maximum included angles: as for transitions

2.6 FIRESTOPPING

- .1 Retaining angles around duct, on both sides of fire separation.
- .2 Firestopping material and installation must not distort duct.

2.7 GALVANIZED STEEL

- .1 Lock forming quality: to ASTM A 653, Z90 zinc coating.
- .2 Thickness, fabrication and reinforcement: to ASHRAE or SMACNA.
- .3 Joints: to ASHRAE, SMACNA or proprietary manufactured duct joint. Proprietary manufactured flanged duct joint to be considered to be a class A seal

2.8 HANGERS AND SUPPORTS

- .1 Strap hangers: of same material as duct but next sheet metal thickness heavier than duct. Maximum size duct supported by strap hanger: 500 mm.
- .2 Hanger configuration: to ASHRAE or SMACNA.
- .3 Hangers: galvanized steel angle with galvanized steel rods to ASHRAE or SMACNA following table:

Duct Size (mm)	Angle Size (mm)	Rod Size (mm)
up to 750	25x25x3	6
751 to 1050	40x40x3	6
1051 to 1500	40x40x3	10
1501 to 2100	50x50x3	10
2101 to 2400	50x50x5	10
2401 and over	50 x 50 x 6	10

- .4 Upper hanger attachments:
 - .1 For concrete: manufactured concrete inserts.
 - .2 For steel joist: manufactured joist clamp or steel plate washer.
 - .3 For steel beams: manufactured beam clamps:

PART 3 - EXECUTION

3.1 GENERAL

- .1 Do work in accordance with NFPA 90A, NFPA 90B, ASHRAE and SMACNA as indicated.

- .2 Do not break continuity of insulation vapour barrier with hangers or rods. Insulate strap hangers 100 mm beyond insulated duct.
- .3 Support risers in accordance with ASHRAE or SMACNA, or as indicated.
- .4 Install breakaway joints in ductwork on sides of fire separation.
- .5 Install proprietary manufactured flanged duct joints in accordance with manufacturer's instructions.
- .6 Manufacture duct in lengths and diameter to accommodate installation of acoustic duct lining.

3.2 HANGERS

- .1 Strap hangers: install in accordance with SMACNA.
- .2 Angle hangers: complete with locking nuts and washers.
- .3 Hanger spacing: in accordance with ASHRAE or SMACNA, as follows.

Duct Size	Spacing
(mm)	(mm)
to 1500	3000
1501 and over	2500

3.3 WATERTIGHT DUCT

- .1 Provide watertight duct for:
 - .1 Fresh air intake.
 - .2 Minimum 3000 mm from duct mounted humidifier in all directions.
 - .3 As indicated.
- .2 Form bottom of horizontal duct without longitudinal seams. Solder or weld joints of bottom and side sheets. Seal other joints with duct sealer.
- .3 Slope horizontal branch ductwork down towards fume hoods served. Slope header ducts down toward risers.
- .4 Fit base of riser with 150 mm deep drain sump and 20 mm drain connection complete with ball valve and capped hose end connection.

3.4 SEALING AND TAPING

- .1 Apply sealant to outside of joint to manufacturer's recommendations.
- .2 Bed tape in sealant and recoat with minimum of one coat of sealant to manufacturers' recommendations.

3.5 LEAKAGE TESTS

- .1 In accordance with SMACNA HVAC Duct Leakage Test Manual.
- .2 Do leakage tests in sections.
- .3 Make trial leakage tests as instructed to demonstrate workmanship.
- .4 Install no additional ductwork until trial test has been passed.

- .5 Test section minimum of 30 m long with not less than three branch takeoffs and two 90 elbows.
- .6 Complete test before insulation or concealment

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 SUMMARY

- .1 Section Includes:
 - .1 Materials and installation for duct accessories including flexible connections, access doors, vanes and collars.

1.2 REFERENCES

- .1 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS).
 - .1 Material Safety Data Sheets (MSDS).
- .2 Sheet Metal and Air Conditioning Contractors' National Association (SMACNA).
 - .1 SMACNA - HVAC Duct Construction Standards - Metal and Flexible, 95.

1.3 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Product Data:
 - .1 Submit manufacturer's printed product literature, specifications and data sheet. Indicate the following:
 - .1 Flexible connections.
 - .2 Duct access doors.
 - .3 Turning vanes.
 - .4 Instrument test ports.
 - .2 Submit WHMIS MSDS. Indicate VOC's for adhesive and solvents during application and curing.
- .3 Test Reports: submit certified test reports from approved independent testing laboratories indicating compliance with specifications for specified performance characteristics and physical properties.
 - .1 Certification of ratings: catalogue or published ratings to be those obtained from tests carried out by manufacturer or independent testing agency signifying adherence to codes and standards.
- .4 Certificates: submit certificates signed by manufacturer certifying that materials comply with specified performance characteristics and physical properties.
- .5 Instructions: submit manufacturer's installation instructions.
- .6 Manufacturer's Field Reports: manufacturer's field reports specified.
- .7 Closeout submittals: submit maintenance and engineering data for incorporation into manual specified in Section 01 78 00 - Closeout Submittals.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Pre-Installation Meetings:
 - .1 Convene pre-installation meeting one week prior to beginning work of this Section and on-site installations.
 - .1 Verify project requirements.
 - .2 Review installation [and substrate] conditions.
 - .3 Co-ordination with other building subtrades.
 - .4 Review manufacturer's installation instructions and warranty requirements.
- .2 Health and Safety:
 - .1 Do construction occupational health and safety in accordance with Section 01 35 29.06 - Health and Safety Requirements.

1.5 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Waste Management and Disposal:
 - .1 Separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 74 21 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.
 - .2 Remove from site and dispose of packaging materials at appropriate recycling facilities.
 - .3 Collect and separate for disposal paper, plastic polystyrene corrugated cardboard packaging material in appropriate on-site bins for recycling in accordance with Waste Management Plan (WMP).
 - .4 Separate for reuse and recycling and place in designated containers Steel, Metal, Plastic waste in accordance with Waste Management Plan (WMP).
 - .5 Divert unused metal materials from landfill to metal recycling facility.

PART 2 - Products

2.1 GENERAL

- .1 Manufacture in accordance with SMACNA - HVAC Duct Construction Standards.

2.2 FLEXIBLE CONNECTIONS

- .1 Frame: galvanized sheet metal frame with fabric clenched by means of double locked seams.
- .2 Material:
 - .1 Fire resistant, self extinguishing, neoprene coated glass fabric, temperature rated at minus 40 degrees C to plus 90 degrees C, density of 1.3 kg/m².

2.3 ACCESS DOORS IN DUCTS

- .1 Non-Insulated Ducts: sandwich construction of same material as duct, one sheet metal thickness heavier, minimum 0.6 mm thick complete with sheet metal angle frame.

- .2 Insulated Ducts: sandwich construction of same material as duct, one sheet metal thickness heavier, minimum 0.6 mm thick complete with sheet metal angle frame and 25 mm thick rigid glass fibre insulation.
- .3 Gaskets: neoprene.
- .4 Hardware:
 - .1 Up to 300 x 300 mm: two sash locks complete with safety chain.
 - .2 301 to 450 mm: four sash locks complete with safety chain.
 - .3 451 to 1000 mm: piano hinge and minimum two sash locks.
 - .4 Doors over 1000 mm: piano hinge and two handles operable from both sides.
 - .5 Hold open devices.
 - .6 300 x 300 mm glass viewing panels.

2.4 TURNING VANES

- .1 Factory or shop fabricated double thickness with trailing edge, to recommendations of SMACNA and as indicated.

2.5 INSTRUMENT TEST

- .1 1.6 mm thick steel zinc plated after manufacture.
- .2 Cam lock handles with neoprene expansion plug and handle chain.
- .3 28 mm minimum inside diameter. Length to suit insulation thickness.
- .4 Neoprene mounting gasket.

2.6 SPIN-IN COLLARS

- .1 Conical galvanized sheet metal spin-in collars with lockable butterfly damper.
- .2 Sheet metal thickness to co-responding round duct standards.

PART 3 - Execution

3.1 MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written recommendations or specifications, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and data sheet.

3.2 INSTALLATION

- .1 Flexible Connections:
 - .1 Install in following locations:
 - .1 Inlets and outlets to supply air units and fans.
 - .2 Inlets and outlets of exhaust and return air fans.
 - .3 As indicated.
 - .2 Length of connection: 100 mm.

- .3 Minimum distance between metal parts when system in operation: 75 mm.
- .4 Install in accordance with recommendations of SMACNA.
- .5 When fan is running:
 - .1 Ducting on sides of flexible connection to be in alignment.
 - .2 Ensure slack material in flexible connection.
- .2 Access Doors and Viewing Panels:
 - .1 Size:
 - .1 600 x 1000 mm for person size entry.
 - .2 450 x 450 mm for servicing entry.
 - .3 300 x 300 mm for viewing.
 - .4 As indicated.
 - .2 Locations:
 - .1 Fire and smoke dampers.
 - .2 Control dampers.
 - .3 Devices requiring maintenance.
 - .4 Required by code.
 - .5 Reheat coils.
 - .6 Elsewhere as indicated.
- .3 Instrument Test Ports:
 - .1 General:
 - .1 Install in accordance with recommendations of SMACNA and in accordance with manufacturer's instructions.
 - .2 Locate to permit easy manipulation of instruments.
 - .3 Install insulation port extensions as required.
 - .4 Locations:
 - .1 For traverse readings:
 - .2 Ducted inlets to roof and wall exhausters.
 - .3 Inlets and outlets of other fan systems.
 - .4 Main and sub-main ducts.
 - .5 And as indicated.
 - .6 For temperature readings:
 - .7 At outside air intakes.
 - .8 In mixed air applications in locations.
 - .9 At inlet and outlet of coils.
 - .10 Downstream of junctions of two converging air streams of different temperatures.
 - .11 And as indicated.
- .4 Turning vanes:
 - .1 Install in accordance with recommendations of SMACNA and as indicated.

3.3 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Manufacturer's Field Services:
 - .1 Have manufacturer of products, supplied under this Section, review Work involved in the handling, installation/application, protection and cleaning, of its products and submit written reports, in acceptable format, to verify compliance of Work with Contract.
 - .2 Manufacturer's Field Services: provide manufacturer's field services consisting of product use recommendations and periodic site visits for inspection of product installation in accordance with manufacturer's instructions.
 - .3 Schedule site visits, to review Work, at stages listed:
 - .1 After delivery and storage of products, and when preparatory Work, or other Work, on which the Work of this Section depends, is complete but before installation begins.
 - .2 Twice during progress of Work at 25% and 60% complete.
 - .3 Upon completion of the Work, after cleaning is carried out.
 - .4 Obtain reports, within 3 days of review, and submit, immediately, to Consultant.

3.4 CLEANING

- .1 Perform cleaning operations as specified in Section 01 74 11 – Cleaning and in accordance with manufacturer's recommendations.
- .2 Upon completion and verification of performance of installation, remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 American National Standards Institute/National Fire Protection Association (ANSI/NFPA)
 - .1 ANSI/NFPA 90A- 1989, Installation of Air Conditioning and Ventilating Systems.
- .2 Underwriters Laboratories of Canada (ULC)
 - .1 CAN4-S112-M82(R1987), Fire Test of Fire Damper Assemblies.
 - .2 CAN4-S112.2-M84, Fire Test of Ceiling Firestop Flap Assemblies.
 - .3 ULC-S505-1974, Fusible Links for Fire Protection Service.

1.2 PRODUCT DATA

- .1 Submit product data in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections.
- .2 Indicate the following:
 - .1 Fire dampers.
 - .2 Smoke dampers.
 - .3 Fire stop flaps.
 - .4 Operators.
 - .5 Fusible links.
 - .6 Design details of break-away joints.

1.3 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide maintenance data for incorporation into manual specified in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections.

1.4 EXTRA MATERIALS

- .1 Provide maintenance materials in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections

1.5 CERTIFICATION OF RATINGS

- .1 Catalogue or published ratings shall be those obtained from tests carried out by manufacturer or those ordered by him from independent testing agency signifying adherence to codes and standards.

1.6 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials in accordance with front end requirements and as indicated in Division 01 Sections:
- .2 Place materials defined as hazardous or toxic waste in designated containers.
- .3 Ensure emptied containers are sealed and stored safely for disposal away from children.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 FIRE DAMPENERS

- .1 Fire dampers: 1.5 hour fire separation with blades out of airstream for reduced airflow restriction, listed and bear label of ULC, meet requirements of Fire Commissioner of Canada, and ANSI/NFPA 90A and authorities having jurisdiction. Fire damper assemblies to be fire tested in accordance with CAN4-S112. Ratings vary with location. Provide required rating to meet application.
- .2 Mild steel, factory fabricated for fire rating requirement to maintain integrity of fire wall and/or fire separation.
- .3 Top hinged: offset single damper, round or square; multi-blade hinged sized to maintain full duct cross section.
- .4 Fusible link actuated, weighted to close and lock in closed position when released or having negator-spring-closing operator for multi-leaf type or roll door type in horizontal position with vertical air flow. Labeled for use in dynamic systems.
- .5 Dampers listed for use in static systems only are not permitted. The damper shall be rated to close with airflow in either direction.
- .6 Acceptable materials: Ruskin IBD2 or approved equivalent.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install in accordance with ANSI/NFPA 90A and in accordance with conditions of ULC listing.
- .2 Maintain integrity of fire separation.
- .3 After completion and prior to concealment obtain approvals of complete installation from authority having jurisdiction.
- .4 Install access door adjacent to each damper. See Section 233114 – Metal Ducts.
- .5 Coordinate with installer of firestopping.
- .6 Ensure access doors/panels, fusible links, damper operators are easily observed and accessible.
- .7 Install break-away joints of approved design on each side of fire separation.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 AMCA 201- 1990, AMCA Fan Application Manual - Fans and Systems.
- .2 ANSI/AMCA 210- 85, Laboratory Methods of Testing Fans for Rating.
- .3 AMCA 301- 1990, Methods for Calculating Fan Sound Ratings from Laboratory Test Data.
- .4 AMCA 300- 85 Rev. 87, Reverberant Room Method for Sound Testing of Fans.
- .5 AMCA 302- 73, Application of Sone Ratings for Non-Ducted Air Moving Devices.
- .6 AMCA 303- 79, Application of Sound Power Level Ratings for Fans.
- .7 ANSI/ASHRAE 51- 1985, Laboratory Methods of Testing Fans for Rating.

1.2 SHOP DRAWINGS AND PRODUCT DATA

- .1 Submit shop drawings and product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Indicate following:
 - .1 Performance
 - .2 Sound performance data
 - .3 Manufacturer's installation instructions.

1.3 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Provide maintenance data for incorporation into manual specified in Section 017800 - Closeout Submittals.

1.4 CERTIFICATION OF RATINGS

- .1 Catalogued or published ratings shall be those obtained from tests carried out by manufacturer or those ordered by him from independent testing agency signifying adherence to codes and standards.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 FANS GENERAL

- .1 Standard of rating:
 - .1 AMCA 201 for fan application.
 - .2 AMCA 302 for application of sone loudness ratings for non-ducted air moving devices.
 - .3 AMCA 303 for application of sound power ratings for ducted air-moving devices.
 - .4 Performance: to ANSI/AMCA 210 and ANSI/ASHRAE 51. Unit to bear AMCA certified seal.
- .2 Pwl sound power ratings to comply with AMCA 301, tested to AMCA 300. Unit to bear AMCA certified sound rating seal.

2.2 SUPPLY FAN F-1

- .1 Roof mounted centrifugal supply fan with integral louvered penthouse
- .2 Self-contained, completely weatherproof, filtered supply fan package.
- .3 Double width backward curved fan, common fan/ motor base, V-belt drive, and filters all enclosed in a louvered aluminum hood with aluminum top cap. Each louver to have a reinforcing rib in each extrusion.
- .4 Sizes and capacity: as indicated on mechanical equipment schedule.
- .5 Single thickness backward inclined wheel.
- .6 Heavy-duty, anti-friction, self-aligning, re-greasable pillow block bearings which provide a minimum life of 200,000 hours (L-50) at maximum speed. Bearings to be mounted to a heavy duty steel support structure.
- .7 Cast iron drive sized for at least 150% of required motor horsepower. Drives set to the required RPM at the factory.
- .8 Lifting lugs
- .9 2" removable, washable aluminum mesh filters with formed filter channels to hold filters securely in place.
- .10 Motor shall be 575V, three phase, 60 Hz High Efficiency motor with Class F insulation suitable for use with a VFD.
- .11 Motor shall be equipped with motor shaft grounding ring.
- .12 Adjustable motor base to adjust for proper belt tension with turning jack screws.
- .13 Shaft to be AISI 1040 or 1045 cold rolled steel, turned, ground and polished accurately sized for the proper bearings. Shafts to be extended at both ends.
- .14 Galvanized steel fan housing with airtight seams. Housings shall have spun, aerodynamically designed inlet cones/venturies for smooth airflow into wheels.
- .15 Fully weather tight, removable top cap with pitched profile for water runoff and 1" fiberglass insulation.
- .16 Side access panel for easy-access without the full removal of the top cap.
- .17 Fan inlet screen.
- .18 Galvanized steel, insulated, canted 12" high roof curb suitable for penthouse and fan.
- .19 Completely factory assembled and tested at maximum operating speed. Each wheel to be statically and dynamically balanced in accordance with ANSI/AMCA 204-96 to Fan Application Category BV-3, Balance Quality Grade G6.3. Balance readings shall be taken by electronic type equipment in the axial, vertical and horizontal directions on each of the bearings. Records shall be maintained and provided as part of the submittals.
- .20 Acceptable material: Twin City LPSF or approved equal.

2.3 EXHAUST FAN F-2

- .1 Fan shall be tested in accordance with AMCA 211 and AMCA 311 test codes for air moving devices and shall be guaranteed by the manufacturer to deliver rated published performance levels. Fans shall be licensed to bear the AMCA certified ratings seal for both sound and air.

- .2 Fan housing shall be heavy gauge, continuously welded construction. Housings with lock seams or partially welded construction are not acceptable. Housings shall be suitably braced to prevent vibration or pulsation. Housings shall have tapered spun, aerodynamically designed inlet cones or shrouds providing stable flow and high rigidity. Housings shall be of the rotatable design, convertible to eight standard discharge configurations.
- .3 Wheels shall be of the non-overloading type and include die-formed, airfoil type blades, continuously welded to the wheel cone and backplate. Partial welding will not be acceptable on airfoil blades. Blades shall be die-formed airfoil steel blades. Wheels shall be statically and dynamically balanced.
- .4 Shafts shall be AISI 1040 or 1045 hot rolled steel, accurately turned, ground, polished, and ring gauged for accuracy. Shafts shall be sized for the first critical speed of at least 1.43 times the maximum speed.
- .5 Bearings shall be heavy duty, grease lubricated, anti-friction ball, self-aligning, pillow block type and selected for a minimum average bearing life (AFBMA L-50) in excess of 200,000 hours at the maximum fan RPM.
- .6 Motor sheaves shall be cast iron, and supplied as either variable pitch or fixed pitch. Drives and belts shall be rated for a minimum of 120% of the required motor HP
- .7 Motor shall be 575V, three phase, 60 Hz High Efficiency motor with Class F insulation suitable for use with a VFD.
- .8 Motor shall be equipped with motor shaft grounding ring.
- .9 The entire fan assembly, excluding the shaft, shall be thoroughly degreased and de-burred before application of a rust-preventative primer. After the fan is completely assembled, a finish coat of paint shall be applied to the entire assembly. The fan shaft shall be coated with a petroleum-based rust protectant. Aluminum components shall be unpainted. Entire fan assembly is to be suitable for use outdoors.
- .10 Fan shall have belt guards, weather cover, access door, flanged inlet and outlet, 1" spring vibration isolators, outlet shutter, backdraft damper, shaft seal and extended lube lines to the drive site of the unit.
- .11 Fan shall be completely assembled and test run prior to shipment as a unit at maximum operating speed. Each wheel shall be statically and dynamically balanced in accordance with ANSI/AMCA 204-96 "Balance Quality and Vibration Levels for Fans" to Fan Application Category BV-3, Balance Quality Grade G6.3. Balance readings shall be taken by electronic type equipment in the axial, vertical, and horizontal directions on each of the bearings. Records shall be maintained and a written copy shall be available upon request.
- .12 Acceptable material: Twin City BAV or approved equal.

2.4 EXHAUST FAN F-3

- .1 Performance ratings shall conform to AMCA Standard 205 (fan efficiency grade), 211 (air performance) and 311 (sound performance). Fans shall be tested in accordance with ANSI/AMCA Standard 210 (air performance) and 300 (sound performance) in an AMCA accredited laboratory. Fans shall be licensed to bear the AMCA certified ratings seal for both sound and air, and fan efficiency grade (FEG). Fan shall be UL 705 listed. Fans shall bear a permanently attached nameplate displaying model and serial number of the unit for future identification.

- .2 Unit exterior shall be constructed of heavy gauge galvanized steel. The fan housing shall be square in shape and readily attachable to ductwork. Unit side panels shall be removable for easy access for maintenance and service. The power assembly shall be removable as a complete module through the side access panel. Fan housings shall have universal mounting brackets to accommodate horizontal or vertical installations. Fans shall bear a permanently attached nameplate displaying model and serial number of the unit for future identification.
- .3 Fan wheels shall be of the non-overloading centrifugal backward inclined type, constructed of aluminum and containing a matching inlet venturi for optimum unit performance. Wheels shall be statically and dynamically balanced.
- .4 Fan shafts shall be precision ground and polished. Shafts shall have a first critical speed of at least 125% of the fan's maximum operating speed.
- .5 Bearings shall be of the one-piece, pillow block type with re-lubricable zerk fittings. Bearings shall be designed for air handling service with a minimum L-10 life in excess of 100,000 hours; L-50 500,000 hours at the maximum cataloged operating speed. Bearing mounting plate shall have self-aligning tabs for exact locating and alignment of bearings.
- .6 Drives shall be sized for a minimum of 150% of driven horsepower. Machined, cast iron motor sheaves shall be adjustable for final system balancing. The belt and pillow block ball bearings shall be protected from the airstream by an enclosure.
- .7 Motor shall be 575V, three phase, 60 Hz High Efficiency motor with Class F insulation suitable for use with a VFD.
- .8 Motor shall be equipped with motor shaft grounding ring.
- .9 Fan shall be equipped with backdraft damper, belt guard, motor cover, hanging spring vibration isolators, side discharge, and remote lubrication lines.
- .10 Fan shall be completely assembled and test run as a unit prior to shipping at maximum operating speed. Each wheel shall be statically and dynamically balanced in accordance with ANSI/AMCA 204-96 "Balance Quality and Vibration Levels for Fans" to Fan Application Category BV-3, Balance Quality Grade G6.3. Balance readings shall be taken by electronic type equipment in the axial, vertical, and horizontal directions on each of the bearings. Records shall be maintained and a written copy shall be available upon request.
- .11 Acceptable material: Twin City BSI or approved equal.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install in accordance with manufacturer's recommendations.
- .2 Perform TAB as per Section 23 05 93 – Testing Adjusting and Balancing.
- .3 Clean all ducts and replace all filters immediately before turning project over to the owner.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 SUMMARY

- .1 Section Includes:
 - .1 Supply, return and exhaust grilles and registers, diffusers and linear grilles, for commercial and residential use.

1.2 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Performance Requirements:
 - .1 Catalogued or published ratings for manufactured items: obtained from tests carried out by manufacturer or those ordered by manufacturer from independent testing agency signifying adherence to codes and standards.

1.3 SUBMITTALS

- .1 Product Data:
 - .1 Submit manufacturer's printed product literature, specifications and datasheet in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures. Include product characteristics, performance criteria, and limitations.
 - .1 Submit two copies of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) Material Safety Data Sheets (MSDS) in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Indicate following:
 - .1 Capacity.
 - .2 Throw and terminal velocity.
 - .3 Noise criteria.
 - .4 Pressure drop.
 - .5 Neck velocity.
 - .6 Finish and Color.
- .2 Samples:
 - .1 Submit samples in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .3 Quality assurance submittals: submit following in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .1 Certificates: submit certificates signed by manufacturer certifying that materials comply with specified performance characteristics and physical properties.
 - .2 Instructions: submit manufacturer's installation instructions.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Health and Safety Requirements: do construction occupational health and safety in accordance with Section 01 35 29.06 - Health and Safety Requirements.

1.5 DELIVERY, STORAGE, AND HANDLING

- .1 Packing, shipping, handling and unloading:
 - .1 Deliver, store and handle in accordance with Section 01 61 00 - Common Product Requirements.
 - .2 Deliver, store and handle materials in accordance with manufacturer's written instructions.
- .2 Waste Management and Disposal:
 - .1 Construction/Demolition Waste Management and Disposal: separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 74 20 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.

1.6 MAINTENANCE

- .1 Extra Materials:
 - .1 Provide maintenance materials in accordance with Section 01 78 00 - Closeout Submittals.
 - .2 Include:
 - .1 Keys for volume control adjustment.
 - .2 Keys for air flow pattern adjustment.

PART 2 - Products

2.1 GENERAL

- .1 To meet capacity, pressure drop, terminal velocity, throw, noise level, neck velocity as required.
- .2 Frames:
 - .1 Full perimeter gaskets.
 - .2 Plaster frames where set into plaster or gypsum board and as specified.
 - .3 Concealed fasteners.
- .3 Concealed manual volume control damper operators.
- .4 Colour: as directed by Owner.

2.2 MANUFACTURED UNITS

- .1 Grilles, registers and diffusers of same generic type, products of one manufacturer.

2.3 SUPPLY GRILLES AND REGISTERS

- .1 Single Deflection, horizontal blade, extruded aluminum heavy gauge frame mechanically interlocked with hairline mitered corners for strength. A single set of extruded aluminum 'teardrop' blades on 3/4" (19) centers to provide air control in a single plane. Blades are to be individually pivoted to ensure positive positioning when adjusted to desired deflection setting.
- .2 Surface Mount standard frame with 1 1/4" (32) face border and 1" (25) overlap margin.

- .2 Fastening with countersunk screw holes.
- .3 White finish.
- .4 Refer to schedule on drawings for sizing and model information.

2.4 RETURN AND EXHAUST GRILLES AND REGISTERS

- .1 General: Rigid heavy-gauge frame mechanically interlocked with reinforced mitered corners. Rigid streamlined shape solid blades on 3/4" (19) centers are fixed at 45 degrees with a concealed rear reinforcing mullion and utilize a single blade pack that produces a continuous louvered blade appearance.
- .2 Surface Mount standard frame with 1 1/4" (32) face border and 1" (25) overlap margin.
- .3 Fastening with countersunk screw holes.
- .4 White finish.
- .5 Refer to schedule on drawings for sizing and model information.

PART 3 - Execution

3.1 MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written recommendations or specifications, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheet.

3.2 INSTALLATION

- .1 Install in accordance with manufacturer's instructions.
- .2 Install with flat head cadmium plated screws in countersunk holes where fastenings are visible.
- .3 Bolt grilles, registers and diffusers, in place, in gymnasium and similar game rooms.
- .4 Provide concealed safety chain on each grille, register and diffuser in gymnasium and similar game rooms and elsewhere as indicated.

3.3 CLEANING

- .1 Proceed in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
- .2 Upon completion and verification of performance of installation, remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 SUMMARY

- .1 Section Includes:
 - .1 Mechanical louvers; intakes; vents; and reinforcement and bracing for air vents, intakes and gooseneck hoods.

1.2 REFERENCES

- .1 American National Standards Institute (ANSI)/ National Fire Protection Association (NFPA)
 - .1 ANSI/NFPA 96 Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations.
- .2 American Society for Testing and Materials International (ASTM)
 - .1 ASTM E 90-04, Standard Test Method for Laboratory Measurement of Airborne Sound Transmission Loss of Building Partitions and Elements.
- .3 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS)
 - .1 Material Safety Data Sheets (MSDS).
- .4 Sheet Metal and Air Conditioning Contractors' National Association (SMACNA)
- .5 Society of Automotive Engineers (SAE)

1.3 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Performance Requirements:
 - .1 Catalogued or published ratings for manufactured items: obtained from tests carried out by manufacturer or those ordered by manufacturer from independent testing agency signifying adherence to codes and standards.

1.4 SUBMITTALS

- .1 Product Data:
 - .1 Submit manufacturer's printed product literature, specifications and datasheet in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures. Include product characteristics, performance criteria, and limitations.
 - .1 Submit two copies of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) Material Safety Data Sheets (MSDS) in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Indicate following:
 - .1 Pressure drop.
 - .2 Face area.
 - .3 Free area.
 - .4 Finish and color.

- .2 Quality assurance submittals: submit following in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .1 Certificates: submit certificates signed by manufacturer certifying that materials comply with specified performance characteristics and physical properties.
 - .2 Instructions: submit manufacturer's installation instructions.
- .3 Test Reports:
 - .1 Submit certified data from independent laboratory substantiating acoustic and aerodynamic performance to ASTM E 90.

1.5 QUALITY ASSURANCE

- .1 Health and Safety Requirements: do construction occupational health and safety in accordance with Section 01 35 29.06 - Health and Safety Requirements.

1.6 DELIVERY, STORAGE, AND HANDLING

- .1 Packing, shipping, handling and unloading:
 - .1 Deliver, store and handle in accordance with Section 01 61 00 - Common Product Requirements.
 - .2 Deliver, store and handle materials in accordance with manufacturer's written instructions.
- .2 Waste Management and Disposal:
 - .1 Construction/Demolition Waste Management and Disposal: separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 74 19 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.

PART 2 - Products

2.1 FIXED LOUVRES - ALUMINUM

- .1 Construction: welded with exposed joints ground flush and smooth.
- .2 Material: extruded aluminum alloy 6063-T5.
- .3 Blade: stormproof pattern with centre watershed in blade, reinforcing bosses and maximum blade length of 1500 mm.
- .4 Frame, head, sill and jamb: 100 mm deep one piece extruded aluminum, minimum 3 mm thick with approved caulking slot, integral to unit.
- .5 Mullions: at 1500 mm maximum centres.
- .6 Fastenings: stainless steel SAE-194-8F with SAE-194-SFB nuts and resilient neoprene washers between aluminum and head of bolt, or between nut, ss washer and aluminum body.
- .7 Screen: 12 mm exhaust 19 mm intake mesh, 2 mm diameter wire aluminum birdscreen on inside face of louvres in formed U-frame.
- .8 Finish: factory applied enamel. Colour: to Owner's approval.

PART 3 - EXECUTION

3.1 MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written recommendations or specifications, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheet.

3.2 INSTALLATION

- .1 In accordance with manufacturer's and SMACNA recommendations.
- .2 Reinforce and brace as indicated.
- .3 Anchor securely into opening. Seal with caulking to ensure weather tightness.

3.3 CLEANING

- .1 Proceed in accordance with Section 01 74 11 – Cleaning.
- .2 Upon completion and verification of performance of installation, remove surplus materials, excess materials, rubbish, tools and equipment.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 SUMMARY

- .1 Section Includes:
 - .1 Control devices integral to the Building Energy Monitoring and Control System (EMCS): transmitters, sensors, controls, meters, switches, transducers, dampers, damper operators, valves, valve actuators and low voltage current transformers.

1.2 REFERENCES

- .1 American National Standards Institute (ANSI).
 - .1 ANSI C12.7 - Requirements for Watthour Meter Sockets.
 - .2 ANSI/IEEE C57.13, Standard Requirements for Instrument Transformers.
- .2 American Society for Testing and Materials International, (ASTM).
 - .1 ASTM B148, Standard Specification for Aluminum-Bronze Sand Castings.
- .3 National Electrical Manufacturer's Association (NEMA).
 - .1 NEMA 250, Enclosures for Electrical Equipment (1000 Volts Maximum).
- .4 Air Movement and Control Association, Inc. (AMCA).
 - .1 AMCA Standard 500-D, Laboratory Method of Testing Dampers For Rating.
- .5 Canadian Standards Association (CSA International).
 - .1 CSA-C22.1, Canadian Electrical Code, Part 1 (19th Edition), Safety Standard for Electrical Installations.

1.3 SUBMITTALS

- .1 Submit shop drawings and manufacturer's installation instructions in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures
- .2 Pre-Installation Tests.
 - .1 Submit samples at random from equipment shipped, as requested by Engineer, for testing before installation. Replace devices not meeting specified performance and accuracy.
- .3 Manufacturer's Instructions:
 - .1 Submit manufacturer's installation instructions for specified equipment and devices.

1.4 EXISTING CONDITIONS

- .1 Repair surfaces damaged during execution of Work.
- .2 Turn over to Owner existing materials removed from Work not identified for re-use.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 GENERAL

- .1 Control devices of each category to be of same type and manufacturer.
- .2 External trim materials to be corrosion resistant. Internal parts to be assembled in watertight, shockproof, vibration-proof, heat resistant, assembly.
- .3 Operating conditions: 0 - 38 degrees C with 10 - 100% RH (non-condensing) unless otherwise specified.
- .4 Terminations: use standard conduit box with slot screwdriver compression connector block unless otherwise specified.
- .5 Transmitters and sensors to be unaffected by external transmitters including walkie talkies.
- .6 Account for hysteresis, relaxation time, maximum and minimum limits in applications of sensors and controls.
- .7 Outdoor installations: use weatherproof construction in NEMA 4 enclosures.

2.2 LOCAL CONTROL UNIT (LCU)

- .1 Provide multiple control functions for HVAC systems, specifically VFD communication and control.
- .2 Minimum of 16 I/O points of which minimum be 4 AOs, 4 AIs, 4 DIs, 4 DOs. Contractor to provide sufficient controllers to satisfy all I/O's from the equipment identified on the drawings.
- .3 Points integral to one Building System to be resident on only one controller.
- .4 Include high speed communication LAN Port for Peer to Peer communications with OWS(s) and other devices.
 - .1 LCU must support BACnet.
- .5 Central Processing Unit (CPU).
 - .1 Processor to consist of minimum 16 bit microprocessor capable of supporting software to meet specified requirements.
 - .2 CPU idle time to be more than 30 % when system configured to maximum input and output with worst case program use.
 - .3 Minimum addressable memory to be at manufacturer's discretion but to support at least performance and technical specifications to include but not limited to:
 - .1 Non-volatile EEPROM to contain operating system, executive, application, sub-routine, other configurations definition software. Tape media not acceptable.

-
- .2 Battery backed (72 hour minimum capacity) RAM (to reduce the need to reload operating data in event of power failure) to contain CDLs, application parameters, operating data or software that is required to be modifiable from operational standpoint such as schedules, setpoints, alarm limits, PID constants and CDL and hence modifiable on-line through operator panel or remote operator's interface. RAM to be downline loadable from OWS.
 - .4 Include uninterruptible clock accurate to plus or minus 5 secs/month, capable of deriving year/month/day/hour/minute/second, with rechargeable batteries for minimum 72 hour operation in event of power failure.
 - .6 Local Operator Terminal (OT): Provide OT for each LCU (Local Control Unit).
 - .1 Mount access/display panel in LCU or in suitable enclosure beside LCU as approved by Owner.
 - .2 Support operator's terminal for local command entry, instantaneous and historical data display, programs, additions and modifications.
 - .3 Display simultaneously minimum of 16 point identifiers to allow operator to view single screen dynamic displays depicting entire mechanical systems. Point identifiers to be in English
 - .4 Functions to include, but not be limited to, following:
 - .1 Start and stop points.
 - .2 Modify setpoints.
 - .3 Modify PID loop parameters.
 - .4 Override PID control.
 - .5 Change time/date.
 - .6 Add/modify/start/stop weekly scheduling.
 - .7 Add/modify setpoint weekly scheduling.
 - .8 Enter temporary override schedules.
 - .9 Define holiday schedules.
 - .10 View analog limits.
 - .11 Enter/modify analog warning limits.
 - .12 Enter/modify analog alarm limits.
 - .13 Enter/modify analog differentials.
 - .5 Provide access to real and calculated points in controller to which it is connected or to other controller in network. This capability not to be restricted to subset of predefined "global points" but to provide totally open exchange of data between OT and other controller in network.
 - .6 Provide prompting to eliminate need for user to remember command format or point names. Prompting to be consistent with user's password clearance and types of points displayed to eliminate possibility of operator error.
 - .7 Include minimum 2 interface ports for connection of local computer terminal.
 - .8 Design so that shorts, opens or grounds on input or output will not interfere with other input or output signals.

- .9 Physically separate line voltage (70V and over) circuits from DC logic circuits to permit maintenance on either circuit with minimum hazards to technician and equipment.
- .7 Include power supplies for operation of LCU and associated field equipment.
- .8 In event of loss of communications with, LCU to continue to perform control. Controllers that use defaults or fail to open or close positions not acceptable.
- .9 Provide conveniently located screw type or spade lug terminals for field wiring.
- .10 Controller to adhere to IEC 61131-3 programming language standard.

2.3 TEMPERATURE SENSORS

- .1 General: to be resistance or thermocouple type to following requirements:
 - .1 Thermocouples: limit to temperature range of 200 degrees C and over.
 - .2 RTD's: 100 or 1000 ohm at 0 degrees C (plus or minus 0.2 ohms) platinum element with strain minimizing construction, 3 integral anchored leadwires. Coefficient of resistivity: 0.00385 ohms/ohm degrees C.
 - .3 Sensing element: hermetically sealed.
 - .4 Stem and tip construction: copper or type 304 stainless steel.
 - .5 Time constant response: less than 3 seconds to temperature change of 10 degrees C.
 - .6 Immersion wells: NPS 3/4, stainless steel spring loaded construction, with heat transfer compound compatible with sensor. Insertion length as required.
- .2 Room temperature sensors and display wall modules.
 - .1 Temperature sensing and display wall module.
 - .1 LCD display to show space temperature and temperature setpoint.
 - .2 Integral thermistor sensing element 10,000 ohm at 24 degrees.
 - .3 Accuracy 0.2 degrees C over range of 0 to 70 degrees C.
 - .4 Stability 0.02 degrees C drift per year.
 - .5 Separate mounting base for ease of installation.
 - .2 Room temperature sensors.
 - .1 Wall mounting, in slotted type covers having brushed aluminum finish, with guard.
 - .2 Element 10-50 mm long RTD with ceramic tube or equivalent protection or thermistor, 10,000 ohm, accuracy of plus or minus 0.2 degrees C.
- .3 Outdoor air temperature sensors:
 - .1 Outside air type: complete with probe length 100 – 150 mm long, non-corroding shield to minimize solar and wind effects, threaded fitting for mating to 13 mm conduit, weatherproof construction in NEMA 4 enclosure.

2.4 TEMPERATURE SWITCHES

- .1 Requirements:
 - .1 Operate automatically. Reset automatically, except as follows:
 - .1 Low temperature detection: manual reset.
 - .2 High temperature detection: manual reset.
 - .2 Adjustable setpoint and differential.
 - .3 Accuracy: plus or minus 1 degrees C.
 - .4 Snap action rating: 120V, 15 amps or 24V DC as required. Switch to be DPST for hardwire and EMCS connections.
 - .5 Type as follows:
 - .1 Room: for wall mounting on standard electrical box with protective guard as required.

2.5 ELECTROMECHANICAL RELAYS

- .1 Requirements:
 - .1 Double voltage, DPDT, plug-in type with termination base.
 - .2 Coils: rated for 120V AC or 24V DC. Other voltage: provide transformer.
 - .3 Contacts: rated at 5 amps at 120 V AC.
 - .4 Relay to have visual status indication

2.6 SOLID STATE RELAYS

- .1 General:
 - .1 Relays to be socket or rail mounted.
 - .2 Relays to have LED Indicator
 - .3 Input and output Barrier Strips to accept 14 to 28 AWG wire.
 - .4 Operating temperature range to be -20 degrees C to 70 degrees C.
 - .5 Relays to be CSA Certified.
 - .6 Input/output Isolation Voltage to be 4000 VAC at 25 degrees C for 1 second maximum duration.
 - .7 Operational frequency range, 45 to 65 HZ.
- .2 Input:
 - .1 Control voltage, 3 to 32 VDC.
 - .2 Drop out voltage, 1.2 VDC.
 - .3 Maximum input current to match AO (Analog Output) board.
- .3 Output:
 - .1 AC or DC Output Model to suit application.

2.7 CURRENT TRANSDUCERS

- .1 Requirements:
- .2 Purpose: combined sensor/transducer, to measure line current and produce proportional signal in one of following ranges:
 - .1 4-20 mA DC.
 - .2 0-1 volt DC.
 - .3 0-10 volts DC.
 - .4 0-20 volts DC.
- .3 Frequency insensitive from 10 - 80 hz.
- .4 Accuracy to 0.5% full scale.
- .5 Zero and span adjustments. Field adjustable range to suit motor applications.
- .6 Adjustable mounting bracket to allow for secure/safe mounting inside MCC.

2.8 CURRENT SENSING RELAYS

- .1 Requirements:
 - .1 Suitable to detect belt loss or motor failure.
 - .2 Trip point adjustment, output status LED.
 - .3 Split core for easy mounting.
 - .4 Induced sensor power.
 - .5 Relay contacts: capable of handling 0.5 amps at 30 VAC / DC. Output to be NO solid state.
 - .6 Suitable for single or 3 phase monitoring. For 3-Phase applications: provide for discrimination between phases.
 - .7 Adjustable latch level.

2.9 CONTROL DAMPERS

- .1 Construction: blades, 152 mm wide, 1219 mm long, maximum. Modular maximum size, 1219 mm wide x 1219 mm high. Three or more sections to be operated by jack shafts.
- .2 Materials:
 - .1 Frame: 2.03 mm minimum thickness extruded aluminum. For outdoor air and exhaust air applications, frames to be insulated.
 - .2 Blades: extruded aluminum. For outdoor air/exhaust air applications, blades to be internally insulated.
 - .3 Bearings: maintenance free, synthetic type of material.
 - .4 Linkage and shafts: aluminum, zinc and nickel plated steel.

- .5 Seals: synthetic type, mechanically locked into blade edges.
 - .1 Frame seals: synthetic type, mechanically locked into frame sides.
- .3 Performance: minimum damper leakage meet or exceed AMCA Standard 500-D ratings.
 - .1 Size/Capacity: refer to damper schedule
 - .2 25 L/s/m² maximum allowable leakage against 1000 Pa static pressure for outdoor air and exhaust air applications.
 - .3 Temperature range: minus 40 degrees C to plus 100 degrees C.
- .4 Arrangements: dampers mixing warm and cold air to be parallel blade, mounted at right angles to each other, with blades opening to mix air stream.
- .5 Jack shafts:
 - .1 25 mm diameter solid shaft, constructed of corrosion resistant metal complete with required number of pillow block bearings to support jack shaft and operate dampers throughout their range.
 - .2 Include corrosion resistant connecting hardware to accommodate connection to damper actuating device.
 - .3 Install using manufacturers installation guidelines.
 - .4 Use same manufacturer as damper sections.

2.10 ELECTRONIC CONTROL DAMPER ACTUATORS

- .1 Requirements:
 - .1 Direct mount proportional type as indicated.
 - .2 Spring return for "fail-safe" in Normally Open or Normally Closed position as indicated.
 - .3 Operator: size to control dampers against maximum pressure and dynamic closing/opening pressure, whichever is greater.
 - .4 Power requirements: 5 VA maximum at 24 V AC.
 - .5 Operating range: 0 - 10 V DC or 4 - 20 mA DC.
 - .6 For VAV box applications floating control type actuators may be used.
 - .7 Damper actuator to drive damper from full open to full closed in less than 120 seconds.

2.11 PANELS

- .1 Free-standing or wall mounted as required enamelled steel cabinets with hinged and key-locked front door.
- .2 Multiple panels to handle requirements with additional space to accommodate 25% additional capacity as required by Owner without adding additional cabinets.
- .3 Panels to be lockable with same key.

2.12 WIRING

- .1 In accordance with Section 26 27 26 - Wiring Devices.
- .2 For wiring under 70 volts use FT6 rated wiring where wiring is not run in conduit. Other cases use FT4 wiring.
- .3 Wiring must be continuous without joints.
- .4 Sizes:
 - .1 Field wiring to digital device: #18AWG 20AWG stranded twisted pair.
 - .2 Analog input and output: shielded #18 minimum solid copper #20 minimum stranded twisted pair.

2.13 SOFTWARE

- .1 General.
 - .1 Include as minimum: operating system executive, communications, application programs, operator interface, and systems sequence of operation - CDL's.
 - .2 Include "firmware" or instructions which are programmed into ROM, EPROM, EEPROM or other non-volatile memory.
 - .3 Include initial programming of Controllers, for entire system.
- .2 Program and data storage.
 - .1 Store executive programs and site configuration data in ROM, EEPROM or other non-volatile memory.
 - .2 Maintain CDL and operating data including setpoints, operating constants, alarm limits in battery-backed RAM or EEPROM for display and modification by operator.
- .3 Programming languages.
 - .1 Program Control Description Logic software (CDL) using English like or graphical, high level, general control language.
 - .2 Structure software in modular fashion to permit simple restructuring of program modules if future software additions or modifications are required. GO TO constructs not allowed unless approved by Engineer.
- .4 Operator Terminal interface.
 - .1 Operating and control functions include:
 - .1 Multi-level password access protection to allow user/manager to limit workstation control.
 - .2 Alarm management: processing and messages.
 - .3 Operator commands.
 - .4 Reports.
 - .5 Displays.
 - .6 Point identification.

- .5 Pseudo or calculated points.
 - .1 Software to provide access to value or status in controller or other networked controller in order to define and calculate pseudo point. When current pseudo point value is derived, normal alarm checks must be performed or value used to totalize.
 - .2 Inputs and outputs for process: include data from controllers to permit development of network-wide control strategies. Processes also to permit operator to use results of one process as input to number of other processes (e.g. cascading).
- .6 Control Description Logic (CDL):
 - .1 Capable of generating on-line project-specific CDLs which are software based, programmed into RAM or EEPROM and backed up to OWS. Owner must have access to these algorithms for modification or to be able to create new ones and to integrate these into CDLs on BC(s) from OWS.
 - .2 Write CDL in high level language that allows algorithms and interlocking programs to be written simply and clearly. Use parameters entered into system (e.g. setpoints) to determine operation of algorithm. Operator to be able to alter operating parameters on-line from OWS and BC(s) to tune control loops.
 - .3 Perform changes to CDL on-line.
 - .4 Control logic to have access to values or status of points available to controller including global or common values, allowing cascading or inter-locking control.
 - .5 LCU to be able to perform following pre-tested control algorithms:
 - .1 Two position control.
 - .2 Proportional Integral and Derivative (PID) control.
 - .6 Control software to provide ability to define time between successive starts for each piece of equipment to reduce cycling of motors.
 - .7 Provide protection against excessive electrical-demand situations during start-up periods by automatically introducing time delays between successive start commands to heavy electrical loads.
 - .8 Power Fail Restart: upon detection of power failure system to verify availability of Emergency Power as determined by emergency power transfer switches and analyze controlled equipment to determine its appropriate status under Emergency power conditions and start or stop equipment as defined by I/O Summary. Upon resumption of normal power as determined by emergency power transfer switches, MCU to analyze status of controlled equipment, compare with normal occupancy scheduling, turn equipment on or off as necessary to resume normal operation.
- .7 Event and Alarm management: use management by exception concept for Alarm Reporting. This is system wide requirement. This approach will insure that only principal alarms are reported to OWS. Events which occur as direct result of primary event to be suppressed by system and only events which fail to occur to be reported. Such event sequence to be identified in I/O Summary and sequence of operation. Examples of above are, operational temperature alarms limits which are exceeded when main air handler is stopped, or General Fire condition shuts air handlers down, only Fire alarm status shall be reported. Exception is, when air handler which is supposed to stop or start fails to do so under event condition.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install equipment, components so that manufacturer's and CSA labels are visible and legible after commissioning is complete.
- .2 Install Controllers in secure locking enclosures.
- .3 Provide necessary power from local 120 V branch circuit panel for equipment.
- .4 Install tamper locks on breakers of circuit breaker panel.
- .5 Use uninterruptible Power Supply (UPS) and emergency power when equipment must operate in emergency and co-ordinating mode.
- .6 Install field control devices in accordance with manufacturers recommended methods, procedures and instructions.
- .7 Temperature transmitters, humidity transmitters, current-to-pneumatic transducers, solenoid air valves, controllers, relays: install in NEMA I enclosure or as required for specific applications. Provide for electrolytic isolation in cases when dissimilar metals make contact.
- .8 Support field-mounted panels, transmitters and sensors on pipe stands or channel brackets.
- .9 Electrical:
 - .1 Complete installation in accordance with Section 26 05 01 - Common Work Results - Electrical.
 - .2 Modify existing starters to provide for EMCS as indicated in I/O Summaries and as indicated.
 - .3 Terminate wires with screw terminal type connectors suitable for wire size, and number of terminations.
 - .4 Install communication wiring in conduit.
 - .1 Provide complete conduit system to link Building Controllers, field panels and OWS(s).
 - .2 Conduit sizes to suit wiring requirements and to allow for future expansion capabilities specified for systems.
 - .3 Maximum conduit fill not to exceed 40%.
 - .4 Design drawings do not show conduit layout.
 - .5 Do not run exposed conduits in normally occupied spaces unless otherwise indicated or unless impossible to do otherwise. Engineer and Owner to review before starting Work. Wiring in mechanical rooms, wiring in service rooms and exposed wiring must be in conduit.

3.2 PANELS

- .1 Arrange for conduit and tubing entry from top, bottom or either side.
- .2 Wiring and tubing within panels: locate in trays or individually clipped to back of panel.
- .3 Identify wiring and conduit clearly.

3.3 TESTING AND COMMISSIONING

- .1 Calibrate and test field devices for accuracy and performance.
- .2 Provide test and calibration reports in O&M manual.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 DESCRIPTION

- .1 The Variable Frequency Drive(s) (VFDs) shall be complete with a three phase triple bypass contactor arrangement to isolate the VFD in the event of a failure. The bypass contactor shall be equipped with a line side isolation disconnect switch. The bypass contactor shall be equipped with a motor overload relay sized to protect as per the Ontario Electrical Safety System Code section 28-306. The VFD shall be complete with three position manual control switch mounted externally on the VFD enclosure and shall operate the unit in either VFD mode, Off, or Bypass mode.
- .2 VFD shall be sized to suit motor horse power sized by the mechanical Engineer.
- .3 Contractor to ensure that the selected VFD's can be installed 60 feet away from the motors they serve. Refer to electrical specifications regarding wiring requirements between the motors and the VFD's.

1.2 QUALITY ASSURANCE

- .1 The VFD manufacturing facility shall be ISO 9001 certified. The VFD shall be UL listed, Canadian UL listed and CSA listed.
- .2 All printed circuited boards shall be completely tested and burned-in before being assembled into the completed VFD. The VFD shall then be subjected to a preliminary functional test, burn-in, and computerized final test. The burn-in shall be at 104°F (40°C), at full rated load, or cycled load. Drive input power shall be continuously cycled for maximum stress and thermal variation. Conformal coating of boards shall be available as a standard factory option.
- .3 The drive shall be designed to provide at least 250,000 hours mean time before failure (MTBF) when the specified preventative maintenance is performed.
- .4 VFD manufacturer shall have an analysis laboratory to evaluate the failure of any component. The failure analysis lab shall allow the manufacturer to perform complete electrical testing, x-ray components, and decap or delaminate components and analyze failures within the component.

1.3 WARRANTY

- .1 Warranty shall be 24 months from the date of start-up, performed by a manufacturer certified technician, not to exceed 30 months from the date of shipment. This shall include parts and labour.

1.4 PRODUCT SUPPORT

- .1 Factory trained application engineering and service personnel that are thoroughly familiar with the VFD products offered shall be available at the specifying and installation locations.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MANUFACTURERS

- .1 ABB.
- .2 Siemens.
- .3 Allen Bradley.
- .4 Danfoss

2.2 VARIABLE FREQUENCY DRIVES

- .1 The variable frequency drive shall be a pulse width modulated (PWM) AC to AC converter utilizing the latest isolated gate bipolar transistor (IGBT) technology. The VFD shall employ a Direct Torque Control (DTC) inner loop torque regulation strategy that mathematically determines motor torque and flux every 25 microseconds (40 000 times per second). The VFD shall utilize fiber optics communication technology for high noise immunity rejection.
- .2 Ratings
 - .1 The VFD shall be rated to operate from 3 phase power at 600 volts +/-10% and 48 to 63 Hz. The VFD shall be of a robust construction utilizing premium rated power devices and shall operate continuously without failure when connected to a 3 phase supply line between 473 vac to 759 vac. The VFD shall employ a full wave rectifier to prevent input line notching and operate at a fundamental input power factor of 0.97 at all speeds and loads. The VFD efficiency shall be 97% or better at full speed and load. An internally mounted 3% line reactor shall be provided to reduce input current harmonic content from power line transients such as utility power factor correction capacitor switching transients and reduce RFI emissions.
 - .2 Output voltage and current ratings shall match the adjustable frequency operating requirements of standard 3ph, 60Hz, NEMA design B motors. The overload current capacity for variable torque overload capacity shall be 110% of rated current for 1 minute out of 10 minutes and 150% for 2 seconds out of 15 seconds with an instantaneous overcurrent trip at 350% or higher. Output frequency shall be adjustable between 0 and 300 Hz. Operation above 60Hz shall require programming changes to prevent inadvertent high speed operation. The drive's PWM switching pattern shall be continually adjusted to provide optimum motor flux and avoid the high-pitched audible noise produced by the motors energized by conventional PWM drives.
 - .3 The drive enclosure shall be NEMA 4 rated for operation at ambient temperatures between 0 and 40°C at an altitude not exceeding 1000 meters, with relative humidity less than 95% and no condensation allowed. The drive shall be protected from atmospheric contamination by chemical gasses and solid particles.

-
- .3 Control Functions and Adjustments
- .1 Start-up data entries shall include motor nameplate power, speed, voltage, frequency and current.
 - .2 A motor parameter ID function shall automatically define the motor equivalent circuit used by the torque controller.
 - .3 A PID speed loop regulator shall be provided with an autotune function as well as manual adjustments.
 - .4 A selection of 2 preprogrammed application macro parameter sets, PFC and Hand/Auto, shall be provided with preprogrammed parameters to minimize setup time during commissioning. Additionally two user macros shall be available, User 1 and User 2, for saving custom application parameters. The Pump and Fan Control (PFC) macro, when selected, shall control one pump or fan with the VFD and automatically turn on or off, as demanded by the process, one to three pumps or fans across the line.
 - .5 Start/Stop control functions shall include 2 or 3 wire start/stop, coast/ramp stop selections, flux braking and optional dynamic braking. An automatic reset function shall execute up to 5 attempts to restart after individually selected overcurrent, overvoltage, undervoltage and signal loss fault conditions. The automatic reset trial and delay times shall be individually adjustable.
 - .6 Accel/Decel control functions shall include 2 sets of ramp time adjustments with linear and 3 s-curve ramp selections.
 - .7 Speed control functions shall include:
 - .1 Adjustable min/max speed (frequency limits in scalar mode).
 - .2 Selection of up to 3 preset speed settings or external speed control.
 - .3 2 sets of critical speed lockout adjustments.
 - .4 A built-in PID controller to control a process variable such as pressure, flow or fluid level.
 - .5 Two analog inputs shall be programmable to form a reference by addition, subtraction, multiplication, minimum selection or maximum selection.
 - .8 Output control functions shall include:
 - .1 Flux optimization to limit the audible noise produced by the motor and maximize efficiency by providing the optimum magnetic flux for any given speed/torque operating point.
 - .2 Current and torque limit adjustments to limit the maximum VFD output current and the maximum torque produced by the motor. These limits shall govern the inner loop torque regulator to provide tight conformance with the limits with minimum overshoot.
 - .3 A torque regulated operating mode with adjustable torque ramp up/down and speed limits.

-
- .4 Static and Dynamic Performance
- .1 Open loop static speed regulation shall be 0.1% to 0.3% (10% of motor slip). Dynamic speed accuracy shall be 4%-sec. or better open loop.
- .2 When a suitable motor is used, the drive shall provide breakaway torque equal to 200% of rated motor torque. Torque response time shall be 5 ms or less.
- .5 Operator Control Panel
- .1 Each VFD shall be equipped with a front mounted plug-in operator control panel consisting of a 4 line by 20 character backlit alphanumeric display and a keypad with keys for Run/Stop, Local/Remote, Increase/Decrease, menu navigation and parameter select/save. All parameter names, fault messages, warnings and other information shall be displayed in complete words or standard abbreviations to allow the user to understand what is being displayed without the use of a manual or cross reference table. In the "Local" mode all control shall be from the keypad. In the "Remote" mode all speed and Run/Stop control shall be from either of two remote locations (EXT1/EXT2) as selected by the position of the external Hand/Auto switch or contact.
- "Hand" position (EXT1) shall select speed reference from an external speed potentiometer.
- "Auto" position (EXT2) shall select speed reference from an external location.
- .2 The control panel shall include a feature for uploading parameter settings to control panel memory and downloading from the control panel to the same drive or to another drive.
- .3 During normal operation, one line of the control panel shall display the speed reference, and run/stop forward/reverse and local/remote status. The remaining three lines of the display shall be programmable to display the values of any three operating parameters. At least 26 selections shall be available including the following:
- .1 Speed in percent, or Hz
- .2 Output frequency, voltage current and torque
- .3 Input voltage, power and kilowatt hours
- .4 Heatsink temperature and DC bus voltage
- .5 Status of discrete inputs and outputs
- .6 Values of analog input and output signals
- .7 Values of PID controller reference, feedback and error signals
- .4 The control panel shall be programmable in English.
- .5 Provide additional local control panel requirements, including Local/ Remote selector switch, Lock-off stop push button, Start push button, Stop push button, Elapsed time meter, Fault pilot light, Motor On pilot light, Motor Off pilot light, speed indication and speed control. These shall be mounted on the local control panel adjacent to the alphanumeric display and a keypad.

-
- .6 Control interface inputs and outputs shall include:
- .1 3 analog inputs, one 0 - 10V and two 4 - 20mA, all independently programmable with at least 10 input function selections. Analog input signal processing functions shall include scaling adjustments, adjustable filtering and signal inversion. Upon loss of input signal, the drive shall be programmable to stop and display a fault message, run at a preset speed and display a warning message or display a warning message and run according to the last reference received.
 - .2 6 discrete inputs, all independently programmable with at least 25 input function selections. Inputs shall be designed for 'dry contact' inputs used with either an internal or external 24 VDC source.
 - .3 2 analog outputs providing 4 to -20mA signals. Outputs shall be independently programmable to provide signals proportional to at least 12 output function selections including output speed, frequency, voltage, current and power.
 - .4 3 form C relay contact outputs, all independently programmable with at least 30 output function selections. Relay contacts shall be rated to switch 8A at 24 VDC or 250 VAC. Function selections shall include indications that the drive is ready, running, reversed and at set speed. General, specific warning and fault indications shall be available. Adjustable supervision limit indications shall be available to indicate programmed values of operating speed, speed reference, current, torque and PID feedback.
- .7 Protective Functions
- .1 For each programmed warning and fault protection function, the drive shall display a message in complete words or standard abbreviations. The 5 most recent fault messages and times shall be stored in the drive's fault history.
 - .2 The drive shall include MOV's for phase to phase and phase to ground line voltage transient protection.
 - .3 Output short circuit and ground fault protection rated for 65 000 amps shall be provided per UL508C without relying on line fuses. Motor phase loss protection shall be provided.
 - .4 The drive shall provide electronic motor overload protection qualified per UL508C.
 - .5 Protection shall be provided for AC line or DC bus overvoltage at 130% of max rated or undervoltage at 65% of min rated and input phase loss.
 - .6 A power loss ride through feature will allow the drive to remain fully operational after losing power as long as kinetic energy can be recovered from the rotating mass of the motor and load.

- .7 Stall protection shall be programmable to provide a warning or stop the drive after the motor has operated above a programmable torque level for a programmed time limit.
- .8 Underload protection shall be programmable to provide a warning or stop the drive after the motor has operated below a selected underload curve for a programmed time limit.
- .9 Overtemperature protection shall provide a warning if the power module temperature is less than SC below the overtemperature trip level.
- .10 Input terminal shall be provided for connecting a motor thermister (PTC type) to the drive's protective monitoring circuitry. An input shall also be programmable to monitor an external relay or switch contact.
- .11 Load reactors shall be provided to protect VFD's and to improve the performance of both motros and the total system.

PART 3 - EXECUTION

3.1 EXAMINATION

- .1 Verify that location is ready to receive equipment.
- .2 Verify that the building environment can be maintained within the service conditions required by the manufacturer of the VFD.

3.2 INSTALLATION

- .1 The VFD manufacturer shall provide adequate drawings and instruction material in English and French to facilitate installation of the VFD by electrical and mechanical trades people employed by others.

3.3 START-UP

- .1 Certified factory start-up shall be provided for each drive by a factory authorized service center (DSS). A certified start-up form shall be filled out for each drive with a copy provided to the owner, and a copy kept on file at the manufacturer.
- .2 At a minimum, the start-up service shall include:
 - .1 Perform pre-power check
 - .2 Megger motor resistances: phase-to-phase and phase-to-ground
 - .3 Verify system grounding per manufacturer's specifications
 - .4 Verify power and signal grounds
 - .5 Check connections
 - .6 Check environment
- .3 Drive power-up and commissioning:
 - .1 Measure incoming power phase-to-phase and phase-to-ground
 - .2 Measure DC bus voltage

- .3 Measure AC current unloaded and loaded
- .4 Measure output voltage phase-to-phase and phase-to-ground
- .5 Verify input reference signal
- .4 All measurements shall be recorded.
- .5 Drive shall be tuned for system operation.
- .6 Drive parameter listing shall be provided.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

3.1 GENERAL ELECTRICAL SCOPE OF WORK

- .1 Supply and install all associated conduit and wiring from distribution panel to VFDs.
- .2 Supply and install all associated conduit and wiring from VFDs to motor disconnects.
- .3 Supply and install all associated conduit and wiring from motor disconnects to motors.
- .4 Supply and install all required molded case breakers in existing panel for supply of VFDs.
- .5 Supply and install motor disconnects.

3.2 STAGING AND SCHEDULING OF WORK

- .1 The contractor is responsible for the arrangement and organization of the required work and staging to implement these tender documents. The proper staging of this work is critical to completing all work within acceptable timelines.
- .2 The contractor must maintain operational access to equipment during non-shutdown periods of this project.
- .3 All non weekend work may be completed during normal business hours.
- .4 All shutdowns of panels must be scheduled outside normal working hours. Normal work hours are Monday to Friday 5am to 8pm.
- .5 Contain all work being performed within the physical area of work which is under way, or approved work areas as indicated by the client. Keep the amount of disruption in the existing or associated facility to a minimum.
- .6 The Client has the right to reschedule or cancel any shutdowns as required with 24 hours written notice, without paying additional charges.
- .7 The Client has the right to reschedule or cancel any shutdowns as required with between 0 and 24 hours of verbal or written notice, with the payment of fair and reasonable mobilization costs. These costs to be itemized with detailed documentation to be reviewed by the Client and Engineer.

3.3 CODES AND STANDARDS

- .1 Perform work in accordance with the following codes, standards, and regulations:
 - .1 CSA C22.1-2012 Canadian Electrical Code Part I
 - .2 NETA, ATS-2013, Standards for Acceptance Testing Specification for Electrical Power Distribution Equipment and Systems.

- .3 Comply with CSA and Ontario Electrical Safety Bulletins in force at time of tender submission.
- .4 Ontario Regulation 278/05 Designated Substance – Asbestos on Construction Projects and in Buildings and Repair Operations

3.4 CARE, OPERATION AND START-UP

- .1 Instruct Engineer and operating personnel in the operation, care and maintenance of systems, system equipment and components.
- .2 Arrange and pay for services of manufacturer's factory service engineer to supervise start-up of installation, check, adjust, balance and calibrate components and instruct operating personnel.
- .3 Provide these services for such period, and for as many visits as necessary to put equipment in operation, and ensure that operating personnel are conversant with all aspects of its care and operation.

3.5 VOLTAGE RATINGS

- .1 Operating voltages: to CAN3-C235.
- .2 Motors, electric heating, control and distribution devices and equipment to operate satisfactorily at 60 Hz within normal operating limits established by above standard. Equipment to operate in extreme operating conditions established in above standard without damage to equipment.

3.6 SEISMIC RESTRAINT

- .1 Install electrical system with adequate structural support to withstand seismic forces in accordance with Section 4.1.8 of the Ontario Building Code.
- .2 Retain a Seismic Structural Engineer licensed in the Province of Ontario to perform a review of the proposed electrical installation and prepare installation documents indicating all required seismic supports, bracings, and fastenings. These documents shall be sealed and signed by the engineer and submitted as part of the shop drawing package prior to work proceeding on site.
- .3 Equipment to be included, but not limited to:
 - .1 Bus Duct
 - .2 Suspended Conduit and Cable Tray
 - .3 Suspended transformers
 - .4 Free standing distribution equipment such as switchboards, transformers, motor control centers, battery banks, and loadbreaks.
 - .5 Suspended lighting fixtures
- .4 This facility is classified as 'Normal' with an Importance Factor of 1.0 as referenced to in clause 4.1.8.5 (1) of the Ontario Building Code.

- .5 Seismic Engineer to review installation upon completion and provide signed confirmation in writing that the installation is in general compliance with the structural installation instructions.
- .6 The electrical contractor is to be solely responsible for this portion of work. Include all elements of seismic design, materials, and site review in Bid Price.

3.7 PERMITS, FEES AND INSPECTION

- .1 Submit to Electrical Inspection Department and Supply Authority necessary number of drawings and specifications for examination and approval prior to commencement of work.
- .2 Pay associated fees.
- .3 Engineer will provide drawings and specifications required by Electrical Inspection Department and Supply Authority at no cost.
- .4 Notify Engineer of changes required by Electrical Inspection Department prior to making changes.
- .5 Furnish Certificates of Acceptance from Electrical Inspection Department authorities having jurisdiction on completion of work to Engineer.

3.8 MATERIALS AND EQUIPMENT

- .1 All materials to be new and unused.
- .2 Equipment and material to be CSA certified. Where there is no alternative to supplying equipment which is not CSA certified, obtain special approval from Electrical Inspection Department.
- .3 Factory assemble control panels and component assemblies.

3.9 WARRANTY AND TRIAL USAGE

- .1 Provide warranty as per specific Section, or minimum warranty as follows.
- .2 All equipment to carry a minimum of a one year unlimited warranty on all parts, labour, and expenses for the replacement of the defective or non-functional part from the date of energization.
- .3 Warranty of the electrical systems or equipment that is energized and used on temporary or partial basis shall not commence until the entire project has reached Substantial Completion.
- .4 Temporary, or trial use, or any electrical devices or equipment shall not be construed as evidence of acceptance of the same.

3.10 ELECTRIC MOTORS, EQUIPMENT AND CONTROLS

- .1 Supplier and installer responsibility is indicated in Motor, Control and Equipment Schedule on electrical drawings and related mechanical responsibility is indicated on Mechanical Equipment Schedule on mechanical drawings.
- .2 Control wiring and conduit is specified in Division 26 except for conduit, wiring and connections below 50 V which are related to control systems specified in Division 23 and shown on mechanical drawings.

3.11 FINISHES

- .1 Shop finish metal enclosure surfaces by application of rust resistant primer inside and outside, and at least two coats of finish enamel.
 - .1 Paint outdoor electrical equipment 'equipment green' finish to EEMAC Y1-1-1955.
 - .2 Paint indoor switchgear and distribution enclosures 'light grey' to EEMAC 2Y-1-1958.
- .2 Clean and touch up surfaces of shop-painted equipment scratched or marred during shipment or installation, to match original paint.
- .3 Clean and prime exposed non-galvanized hangers, racks and fastenings to prevent rusting.

3.12 EQUIPMENT IDENTIFICATION

- .1 Identify electrical equipment with nameplates as follows:
- .2 Nameplates:
 - .1 Lamicoïd 3 mm thick plastic engraving sheet, mechanically attached with self tapping screws.
 - .2 Normal system, white face, black core.
 - .3 Emergency system, red face, white core.
 - .4 Nameplate sizes:

Size 1	10 x 50 mm	1 line	3 mm high letters
Size 2	12 x 70 mm	1 line	5 mm high letters
Size 3	12 x 70 mm	2 lines	3 mm high letters
Size 4	20 x 90 mm	1 line	8 mm high letters
Size 5	20 x 90 mm	2 lines	5 mm high letters
Size 6	25 x 100 mm	1 line	12 mm high letters
Size 7	25 x 100 mm	2 lines	6 mm high letters
Size 8	25 x 100 mm	3 lines	5 mm high letters
Size 9	30 x 120 mm	4 lines	4 mm high letters
Size 10	30 x 120 mm	2 lines	8 mm high letters

- .3 Labels:
 - .1 Embossed plastic labels with 5 mm high letters unless specified otherwise.
- .4 Wording on nameplates to be approved by Engineer prior to manufacture.
- .5 Identification to be English and French.
- .6 Use one nameplate for each language.
- .7 Nameplates for terminal cabinets and junction boxes to indicate system and/or voltage characteristics.
- .8 All receptacles and light switches shall be identified with panelboard/circuit identification on 'P-Touch' type extra-strength adhesive-backed water-resistant labels.
 - .1 Use black text on clear background for normal circuits
 - .1 For covers that are a dark colour, use white text on clear background
 - .2 Use red text on clear background for Emergency circuits
 - .3 Use Arial, 5mm high font
 - .4 Ensure label location is cleaned and dry before affixing the label
- .9 All distribution devices shall have a Size 10 nameplate, unless limited by the available space on the device at which point it can be reduced in size to a smaller nameplate, to indicate the following items:
 - .1 Identification or designation of device, including item or system being fed
 - .2 Voltage, phases, wires, amperage
 - .3 Source of supply, i.e. panelboard or MCC

3.13 WIRING IDENTIFICATION

- .1 Identify each conductor, including spares, with a unique alphanumeric designation to match drawings and to facilitate troubleshooting and maintenance.
 - .1 Identify wiring at both ends with heat shrink type, indelible machine printed wire markers. Raychem ShrinkMark, or approved equal.
- .2 Maintain phase sequence and colour coding throughout.
- .3 Colour code: to CSA C22.1.
- .4 Use colour coded wires in communication cables, matched throughout system.

3.14 CONDUIT AND CABLE IDENTIFICATION

- .1 Colour code conduits, boxes and metallic sheathed cables.
- .2 Code with plastic tape or paint at points where conduit or cable enters wall, ceiling, or floor, and at 15 m intervals.

- .3 Colours: 25 mm wide prime colour and 20 mm wide auxiliary colour.

	Prime	Auxiliary
Up to 250 V	yellow	
Up to 600 V	yellow	green
Up to 5 kV	yellow	blue
Up to 15 kV	yellow	red
Telephone	green	
Other comm. systems	green	blue
Fire Alarm	red	
Emergency Voice	red	blue
Other security systems	red	yellow

3.15 WIRING TERMINATIONS

- .1 Lugs, terminals, screws used for termination of wiring to be suitable for either copper or aluminium conductors.

3.16 MANUFACTURERS AND CSA LABELS

- .1 Visible and legible, after equipment is installed.

3.17 WARNING SIGNS

- .1 As specified and to meet requirements of Electrical Inspection Department and Engineer.
.2 Minimum size 175 x 250 mm.

3.18 SINGLE LINE ELECTRICAL DIAGRAMS

- .1 Client will provide the contractor with a copy of the existing electrical single line. Contractor will mark-up single line to as-built configuration. Provide mark-ups of updated single line drawings to engineer.
.2 Provide one single line electrical diagram under plexiglass as follows:
.1 Electrical distribution system: locate in main electrical room.
.3 Provide 6 full size, colour, paper copies to client.
.4 Drawings: 600 x 600 mm minimum size.

3.19 MOUNTING HEIGHTS

- .1 Mounting height of equipment is from finished floor to centreline of equipment unless specified or indicated otherwise.
.2 If mounting height of equipment is not specified or indicated, verify before proceeding with installation.

- .3 Install electrical equipment at following heights unless indicated otherwise.
 - .1 Local switches: 1400 mm.

3.20 LOAD BALANCE

- .1 Measure phase current to panelboards with normal loads (lighting) operating at time of acceptance. Adjust branch circuit connections as required to obtain best balance of current between phases and record changes.
- .2 Measure phase voltages at loads and adjust transformer taps to within 2% of rated voltage of equipment.
- .3 Submit, at completion of work, report listing phase and neutral currents on panelboards, dry-core transformers and motor control centres, operating under normal load. State hour and date on which each load was measured, and voltage at time of test.

3.21 CONDUIT AND CABLE INSTALLATION

- .1 Install conduit and sleeves prior to pouring of concrete. Sleeves through concrete: schedule 40 steel pipe, sized for free passage of conduit, and protruding 50 mm.
- .2 If plastic sleeves are used in fire rated walls or floors, remove before conduit installation.
- .3 Install cables, conduits and fittings to be embedded or plastered over, neatly and close to building structure so furring can be kept to minimum.

3.22 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 All electrical work to be carried out by qualified, licensed electricians or apprentices as per the conditions of the Provincial Act respecting manpower vocational training and qualification. Employees registered in a provincial apprentices program shall be permitted, under the direct supervision of a qualified licensed electrician, to perform specific tasks - the activities permitted shall be determined based on the level of training attained and the demonstration of ability to perform specific duties.
- .2 The work of this division to be carried out by a contractor who holds a valid Master Electrical contractor license as issued by the Province that the work is being constructed.
- .3 Conduct and pay for following tests:
 - .1 Circuits originating from branch distribution panels.
 - .2 Motors, heaters and associated control equipment including sequenced operation of systems where applicable.
- .4 Furnish manufacturer's certificate or letter confirming that entire installation as it pertains to each system has been installed to manufacturer's instructions.
- .5 Insulation resistance testing.
 - .1 Megger circuits, feeders and equipment up to 350 V with a 500 V instrument.

- .2 Megger 350-600 V circuits, feeders and equipment with a 1000 V instrument.
- .3 Check resistance to ground before energizing.
- .6 Provide instruments, meters, equipment and personnel required to conduct tests during and at conclusion of project.
- .7 Submit test results for Engineer's review.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 NOT USED

- .8 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 NOT USED

- .1 Not Used.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTIONS

- .1 Section 260534 – Conduits, Fastenings, and Fittings

1.2 REFERENCES

- .1 CSA C22.2 No. 0.3-2001, Test Methods for Electrical Wires and Cables.
- .2 CSA C22.2 No. 131-2007, Type TECK 90 Cable.

1.3 PRODUCT DATA

- .1 Submit product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 BUILDING WIRES

- .1 Conductors: stranded for 10 AWG and larger. Minimum size: 12 AWG.
- .2 Copper conductors: size as indicated, with 600 V insulation of chemically cross-linked thermosetting polyethylene material rated RW90.

PART 3 - EXECUTION

3.1 CABLES TO BE USED

- .1 All 120/208/347V indoor circuits to be building wire in EMT.

3.2 INSTALLATION OF BUILDING WIRES

- .1 Install wiring as follows:
 - .1 In conduits in accordance with Section 260534.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA)
 - .1 CAN/CSA C22.2 No. 18-98, Outlet Boxes, Conduit Boxes, and Fittings and Associated Hardware.
 - .2 CSA C22.2 No. 45-M1981(R1992), Rigid Metal Conduit.
 - .3 CSA C22.2 No. 56-1977(R1999), Flexible Metal Conduit and Liquid-Tight Flexible Metal Conduit.
 - .4 CSA C22.2 No. 83-M1985(R1999), Electrical Metallic Tubing.
 - .5 CSA C22.2 No. 211.2-M1984(R1999), Rigid PVC (Unplasticized) Conduit.
 - .6 CAN/CSA C22.2 No. 227.3-M91(R1999), Flexible Nonmetallic Tubing.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 CONDUITS

- .1 Rigid metal conduit: to CSA C22.2 No. 45, galvanized steel threaded.
- .2 Epoxy coated conduit: to CSA C22.2 No. 45, hot dipped galvanized, PVC coated, steel threaded, size as indicated, with the following features: 40 mil PVC exterior coating, 2mil urethane interior coating, clear urethane coating on all threaded joints. Material equivalent to: Robroy.
- .3 Liquid Tight flexible metal conduit to CSA C22.2 No. 56-04(R2009)
- .4 Rigid pvc conduit: to CSA C22.2 No. 211.2.
- .5 EMT: to CSA C22.2 No. 83-M1985(R2013)
- .6 Use rigid galvanized steel threaded metal conduit for all work except for the following usages:
 - .1 Connections to motors, generators, vibrating equipment, and removable control devices shall be made with Teck cables indoors or outdoors, or flexible conduit indoors, or liquid-tight flexible conduit outdoors.
 - .2 Teck cables shall be used where shown on the drawings, and may be used in other areas, subject to the approval of the engineer.
 - .3 Unless noted otherwise, use rigid PVC for exterior underground, duct banks, or within concrete slabs.
- .7 All conduits to be rigid galvanized conduit to be installed surface throughout the project.

2.2 CONDUIT FASTENINGS

- .1 One hole malleable iron straps to secure surface conduits 50 mm and smaller. Two hole steel straps for conduits larger than 50 mm.
- .2 Beam clamps to secure conduits to exposed steel work.
- .3 Channel type supports for two or more conduits at 1 m oc.
- .4 Threaded rods, 6 mm dia., to support suspended channels.

2.3 CONDUIT FITTINGS

- .1 Fittings: manufactured for use with conduit specified. Coating: same as conduit.
- .2 Factory "ells" where 90° bends are required for 25 mm and larger conduits.
- .3 Watertight connectors and couplings for EMT. Set-screws are not acceptable.

2.4 EXPANSION FITTINGS FOR RIGID CONDUIT

- .1 Weatherproof expansion fittings with internal bonding assembly suitable for 100 mm linear expansion.
- .2 Watertight expansion fittings with integral bonding jumper suitable for linear expansion and 19 mm deflection in all directions.
- .3 Weatherproof expansion fittings for linear expansion at entry to panel.

2.5 FISH CORD

- .1 Polypropylene.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install conduits to conserve headroom in exposed locations and cause minimum interference in spaces through which they pass.
- .2 Surface mount conduits except where otherwise noted.
- .3 Bend conduit cold. Replace conduit if kinked or flattened more than 1/10th of its original diameter.
- .4 Mechanically bend steel conduit over 19 mm dia.
- .5 Field threads on rigid conduit must be of sufficient length to draw conduits up tight.

- .6 Install fish cord in empty conduits.
- .7 Seal conduits where entering into buildings from underground conduit systems to block entrance of moisture and gases.
- .8 Remove and replace blocked conduit sections. Do not use liquids to clean out conduits.
- .9 Dry conduits out before installing wire.

3.2 SURFACE CONDUITS

- .1 Run parallel or perpendicular to building lines.
- .2 Locate conduits behind infrared or gas fired heaters with 1.5 m clearance.
- .3 Run conduits in flanged portion of structural steel.
- .4 Group conduits wherever possible on surface channels.
- .5 Do not pass conduits through structural members except as indicated.
- .6 Do not locate conduits less than 75 mm parallel to steam or hot water lines with minimum of 25 mm at crossovers.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTIONS

- .1 Section 013300 - Submittal Procedures.

1.2 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association C22.2 No. 5-02

1.3 PRODUCT DATA

- .1 Submit product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Include time-current characteristic curves for breakers with adjustable trip units or an ampacity of 250 A and over.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Circuit breakers must be new, cannot be re-used or re-manufactured units.
- .2 Circuit breakers must be purchased from authorized distributors and be able to be traced back to the manufacturer.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 BREAKERS GENERAL

- .1 Bolt-on moulded case circuit breaker: quick- make, quick-break type, for manual and automatic operation with temperature compensation for 40°C ambient.
- .2 Plug-in moulded case circuit breakers: quick- make, quick-break type, for manual and automatic operation with temperature compensation for 40°C ambient.
- .3 Common-trip breakers: with single handle for multi-pole applications.
- .4 Magnetic instantaneous trip elements in circuit breakers to operate only when value of current reaches setting.
 - .1 Trip settings on breakers with adjustable instantaneous trips to range from 5-10 times current rating.
- .5 Circuit breakers with interchangeable trips as indicated.
- .6 All 600V breakers to have interrupting ratings as indicated.

2.2 THERMAL MAGNETIC BREAKERS

- .1 Moulded case circuit breaker to operate automatically by means of thermal and magnetic tripping devices to provide inverse time current tripping and instantaneous tripping for short circuit protection.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install circuit breakers as indicated.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTIONS

- .1 Section 013300 - Submittal Procedures.
- .2 Section 260500 – Common Work Results for Electrical.

1.2 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association
 - .1 C22.2 No. 4 ‘Enclosed and Dead Front Switches’ Standard
 - .2 C22.2 No. 14 ‘Industrial Control Equipment’ Requirements for Motor Disconnection

1.3 PRODUCT DATA

- .1 Submit product data in accordance with Section 013300 - Submittal Procedures.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 DISCONNECT SWITCHES

- .1 Fusible and non-fusible disconnect switch in NEMA 12 Enclosure, size as indicated.
- .2 All outdoor disconnecting switches to be NEMA 4X.
- .3 Provision for padlocking in on-off switch position by three locks.
- .4 Mechanically interlocked door to prevent opening when handle in ON position.
- .5 Quick-make, quick-break action.
- .6 ON-OFF switch position indication on switch enclosure cover.

2.2 EQUIPMENT IDENTIFICATION

- .1 Provide equipment identification in accordance with Section 260500.
- .2 Indicate name of load controlled on size 4 nameplate.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Install disconnect switches complete, as indicated.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 PRICE AND PAYMENT PROCEDURES

- .1 Measurement and Payment:
 - .1 No measurement will be made under this Section.
 - .1 Include reinforcement costs in items of concrete work in Section 03 30 00 - Cast-In-Place Concrete.

1.2 REFERENCES

- .1 American Concrete Institute (ACI)
 - .1 SP-66-04, ACI Detailing Manual 2004.
 - .1 ACI 315-99, Details and Detailing of Concrete Reinforcement.
 - .2 ACI 315R-04, Manual of Engineering and Placing Drawings for Reinforced Concrete Structures.
 - .2 ASTM International
 - .1 ASTM A 82/A 82M-07, Standard Specification for Steel Wire, Plain, for Concrete Reinforcement.
 - .2 ASTM A 143/A 143M-07, Standard Practice for Safeguarding Against Embrittlement of Hot-Dip Galvanized Structural Steel Products and Procedure for Detecting Embrittlement.
 - .3 ASTM A 185/A 185M-07, Standard Specification for Steel Welded Wire Reinforcement, Plain, for Concrete.
 - .4 ASTM A 775/A 775M-07b, Standard Specification for Epoxy-Coated Reinforcing Steel Bars.
 - .3 CSA International
 - .1 CSA-A23.1-09/A23.2-09, Concrete Materials and Methods of Concrete Construction/Test Methods and Standard Practices for Concrete.
 - .2 CSA-A23.3-04, Design of Concrete Structures.
 - .3 CSA-G30.18-09, Carbon Steel Bars for Concrete Reinforcement.
 - .4 CSA-G40.20/G40.21-04(R2009), General Requirements for Rolled or Welded Structural Quality Steel/Structural Quality Steel.
 - .5 CAN/CSA-G164-M92(R2003), Hot Dip Galvanizing of Irregularly Shaped Articles.
 - .6 CSA W186-M1990(R2007), Welding of Reinforcing Bars in Reinforced Concrete Construction.
 - .4 Reinforcing Steel Institute of Canada (RSIC)
 - .1 RSIC-2004, Reinforcing Steel Manual of Standard Practice.

1.3 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Submit in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.

- .2 Prepare reinforcement drawings in accordance with RSIC Manual of Standard Practice.
- .3 Shop Drawings:
 - .1 Submit drawings stamped and signed by professional engineer registered or licensed in Province of Ontario, Canada.
 - .1 Indicate placing of reinforcement and:
 - .1 Bar bending details.
 - .2 Lists.
 - .3 Quantities of reinforcement.
 - .4 Sizes, spacings, locations of reinforcement and mechanical splices if approved by the Owner, with identifying code marks to permit correct placement without reference to structural drawings.
 - .2 Detail lap lengths and bar development lengths to CSA-A23.3, unless otherwise indicated.
 - .1 Provide type B tension lap splices unless otherwise indicated.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Submit in accordance with Section 01 45 00 - Quality Control.
 - .1 Mill Test Report: upon request, provide the Owner with certified copy of mill test report of reinforcing steel, minimum 4 weeks prior to beginning reinforcing work.
 - .2 Upon request submit in writing to the Owner proposed source of reinforcement material to be supplied.

1.5 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 61 00 - Common Product Requirements and with manufacturer's written instructions.
- .2 Delivery and Acceptance Requirements: deliver materials to site in original factory packaging, labelled with manufacturer's name and address.
- .3 Storage and Handling Requirements:
 - .1 Store materials off ground and in accordance with manufacturer's recommendations in clean, dry, well-ventilated area.
 - .2 Replace defective or damaged materials with new.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MATERIALS

- .1 Substitute different size bars only if permitted in writing by the Owner.
- .2 Reinforcing steel: billet steel, grade 400, deformed bars to CSA-G30.18, unless indicated otherwise.
- .3 Reinforcing steel: weldable low alloy steel deformed bars to CSA-G30.18.

- .4 Cold-drawn annealed steel wire ties: to ASTM A 82/A 82M.
- .5 Welded steel wire fabric: to ASTM A 185/A 185M.
 - .1 Provide in flat sheets only.
- .6 Epoxy Coating of non-prestressed reinforcement: to ASTM A 775/A 775M.
- .7 Chairs, bolsters, bar supports, spacers: to CSA-A23.1/A23.2.
- .8 Mechanical splices: subject to approval of the Owner.
- .9 Plain round bars: to CSA-G40.20/G40.21.
- .10 Chemical Adhesive for dowels: Epoxy anchorage HIT-HY 200 Adhesive manufactured by Hilti, or approved equivalent.

2.2 FABRICATION

- .1 Fabricate reinforcing steel in accordance with CSA-A23.1/A23.2 and Reinforcing Steel Manual of Standard Practice by the Reinforcing Steel Institute of Canada.
 - .1 ACI 315R unless indicated otherwise.
- .2 Obtain the Owner's written approval for locations of reinforcement splices other than those shown on placing drawings.
- .3 Upon approval of the Owner, weld reinforcement in accordance with CSA W186.
- .4 Ship bundles of bar reinforcement, clearly identified in accordance with bar bending details and lists.

2.3 SOURCE QUALITY CONTROL

- .1 Upon request, provide the Owner with certified copy of mill test report of reinforcing steel, showing physical and chemical analysis, minimum 4 weeks prior to beginning reinforcing work.
- .2 Upon request inform the Owner of proposed source of material to be supplied.

PART 3 - EXECUTION

3.1 PREPARATION

- .1 Galvanizing to include chromate treatment.
 - .1 Duration of treatment to be 1 hour per 25 mm of bar diameter.
- .2 Conduct bending tests to verify galvanized bar fragility in accordance with ASTM A 143/A 143M.

3.2 FIELD BENDING

- .1 Do not field bend or field weld reinforcement except where indicated or authorized by the Owner.
- .2 When field bending is authorized, bend without heat, applying slow and steady pressure.
- .3 Replace bars, which develop cracks or splits.

3.3 PLACING REINFORCEMENT

- .1 Place reinforcing steel as indicated on placing drawings and in accordance with CSA-A23.1/A23.2.
- .2 Use plain round bars as slip dowels in concrete.
 - .1 Paint portion of dowel intended to move within hardened concrete with one coat of asphalt paint.
 - .2 When paint is dry, apply thick even film of mineral lubricating grease.
- .3 Prior to placing concrete, obtain the Owner's approval of reinforcing material and placement.
- .4 Ensure cover to reinforcement is maintained during concrete pour.
- .5 Protect epoxy coated portions of bars with covering during transportation and handling.

3.4 FIELD TOUCH-UP

- .1 Touch up damaged and cut ends of epoxy coated or galvanized reinforcing steel with compatible finish to provide continuous coating.

3.5 DOWELS INTO EXISTING CONCRETE

- .1 Follow manufacturers written instructions.

3.6 CLEANING

- .1 Progress Cleaning: clean in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
 - .1 Leave Work area clean at end of each day.
- .2 Final Cleaning: upon completion remove surplus materials, rubbish, tools and equipment in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
- .3 Waste Management: separate waste materials for in accordance with Section 01 74 21 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED REQUIREMENTS

- .1 Section 03 20 00 - Concrete Reinforcing.

1.2 REFERENCES

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM A 185/A 185M-07, Standard Specification for Steel Welded Wire Reinforcement, Plain, for Concrete.
 - .2 ASTM D 260-86(2001), Standard Specification for Boiled Linseed Oil.
 - .3 ASTM D 1751-04, Standard Specification for Preformed Expansion Joint Filler for Concrete Paving and Structural Construction (Non extruding and Resilient Bituminous Types).
- .2 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-19.24-M90, Multicomponent, Chemical-Curing Sealing Compound.
- .3 CSA International
 - .1 CSA-A23.1/A23.2-2004, Concrete Materials and Methods of Concrete Construction/Methods of Test and Standard Practices for Concrete.
 - .2 CSA A3000-08, Cementitious Materials Compendium (Consists of A3001, A3002, A3003, A3004 and A3005).
 - .3 CAN/CSA-G30.18-M92(R2002), Billet-Steel Bars for Concrete Reinforcement.

1.3 ADMINISTRATIVE REQUIREMENTS

- .1 Pre-installation Meetings: convene a pre-installation meeting one week prior to beginning concrete works.
 - .1 Ensure key personnel attend.
 - .2 Verify project requirements.

1.4 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Shop Drawings:
 - .1 Submit placing drawings prepared in accordance with plans to clearly show size, shape, location and necessary details of reinforcing.
 - .2 Submit drawings showing formwork and falsework design to: CSA A23.1/A23.2.
 - .3 Submit drawings stamped and signed by professional engineer registered or licensed in Province of Ontario Canada.
- .3 Concrete hauling time: provide for review by the Owner deviations exceeding maximum allowable time of 90 minutes for concrete to be delivered to site of Work and discharged after batching.

1.5 QUALITY ASSURANCE

- .1 Provide to the Owner, 4 weeks minimum prior to starting concrete work, valid and recognized certificate from plant delivering concrete.
 - .1 Quality Control Plan: provide written report to the Owner verifying compliance that concrete in place meets performance requirements.

1.6 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Delivery and Acceptance Requirements:
 - .1 Concrete hauling time: deliver to site of Work and discharged within 90 minutes maximum after batching.
 - .1 Do not modify maximum time limit without receipt of prior written agreement from the Owner and concrete producer as described in CSA A23.1/A23.2.
 - .2 Deviations to be submitted for review by the Owner.
 - .2 Concrete delivery: ensure continuous concrete delivery from plant meets CSA A23.1/A23.2.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 DESIGN CRITERIA

- .1 Alternative 1 - Performance: to CSA A23.1/A23.2, and as described in MIXES of PART 2 - PRODUCTS.

2.2 PERFORMANCE CRITERIA

- .1 Quality Control Plan: ensure concrete supplier meets performance criteria of concrete as established by the Owner and provide verification of compliance as described in PART 1 - QUALITY ASSURANCE.

2.3 MATERIALS

- .1 Cement: to CSA A3001, Type GU.
- .2 Blended hydraulic cement: Type GUb to CSA A3001.
- .3 Water: to CSA A23.1/A23.2.
- .4 Reinforcing bars: to CAN/CSA-G30.18, Grade 400.
- .5 Welded steel wire fabric: to ASTM A 185.
- .6 Premoulded joint filler:
 - .1 Bituminous impregnated fibreboard: to ASTM D 1751.
- .7 Joint sealer/filler: grey to CAN/CGSB-19.24, Type 1, Class B.
- .8 Sealer: boiled linseed oil to ASTM D 260, mixed with mineral spirits 1:1 or proprietary poly-siloxane resin blend.
- .9 Other concrete materials: to CSA A23.1/A23.2.

2.4 MIXES

- .1 Performance Method for specifying concrete: to meet the Owner performance criteria to CSA A23.1/A23.2.
 - .1 Provide concrete mix to meet following hard state requirements:
 - .1 Durability and class of exposure: C-2.
 - .2 Compressive strength at 28 age: 32 MPa minimum.
 - .3 Intended application: slab on grade.
 - .2 Concrete supplier's certification.
 - .3 Provide quality management plan to ensure verification of concrete quality to specified performance.

PART 3 - EXECUTION

3.1 PREPARATION

- .1 Provide Owner 24 hours' notice before each concrete pour.
- .2 Place concrete reinforcing in accordance with Section 03 20 00 - Concrete Reinforcing.
- .3 During concreting operations:
 - .1 Development of cold joints not allowed.
 - .2 Ensure concrete delivery and handling facilitates placing with minimum of rehandling, and without damage to existing structure or Work.
- .4 Protect previous Work from staining.
- .5 Clean and remove stains prior to application of concrete finishes.

3.2 INSTALLATION/APPLICATION

- .1 Do cast-in-place concrete work in accordance with CSA A23.1/A23.2.
- .2 Sleeves and inserts:
 - .1 Cast in sleeves, ties, slots, anchors, reinforcement, frames, conduit, bolts, waterstops, joint fillers and other inserts required to be built-in.
 - .2 Sleeves and openings greater than 100 mm x 100 mm not indicated, must be reviewed by the Owner.

3.3 FINISHES

- .1 Exterior slabs: provide broom finished surface.

3.4 CONTROL JOINTS

- .1 Form control joints in slabs on grade at locations indicated, to CSA A23.1/A23.2 and install specified joint sealer/filler.

3.5 EXPANSION AND ISOLATION JOINTS

- .1 Install premoulded joint filler in expansion and isolation joints full depth of slab flush with finished surface to CSA A23.1/A23.2.

3.6 CURING

- .1 Use curing compounds compatible with applied finish on concrete surfaces free of bonding agents and to CSA A23.1/A23.2.

3.7 SEALING APPLICATION

- .1 After curing is complete, apply two even coats of linseed oil mixture to clean dry surfaces, each at 8 m² /L. Allow first coat to dry before applying second coat or apply poly-siloxane resin blend sealer at 4 m² /L.

3.8 SITE TOLERANCES

- .1 Concrete floor slab finishing tolerance to CSA A23.1/A23.2.

3.9 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Concrete testing: to CSA A23.1/A23.2 by testing laboratory designated and paid for by Contractor.

3.10 CLEANING

- .1 Clean in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
- .2 Use trigger operated spray nozzles for water hoses.
- .3 Designate cleaning area for tools to limit water use and runoff.
- .4 Waste Management: separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 01 74 21 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.
 - .1 Provide appropriate area on job site where concrete trucks and be safely washed.
 - .2 Do not dispose of unused admixtures and additive materials into sewer systems, into lakes, streams, onto ground or in other location where it will pose health or environmental hazard.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA International)
 - .1 CAN3 A165 SERIES-04 (R2014) CSA Standards on Concrete Masonry Units covers: A165.1, A165.2, A165.3.
 - .2 CSA A179-04 (R2014) Mortar and Grout for Unit Masonry.
 - .3 CSA-A370-14, Connectors for Masonry.
 - .4 CSA-A371-04(R2014), Masonry Construction for Buildings.
 - .5 CSA G30.14-M1983(R1998), Deformed Steel Wire For Concrete Reinforcement.
 - .6 CAN/CSA G30.18-09, Carbon Steel Bars For Concrete Reinforcement.
 - .7 CSA-S304.1-04(R2010), Masonry Design for Buildings.

1.2 SUBMITTALS

- .1 Submit samples in accordance with Sections 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .1 Submit duplicate full size samples of each type masonry units.
- .2 Product Data:
 - .1 Submit manufacturer's printed product literature, specifications and data sheet in accordance with Sections 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Submit WHMIS MSDS - Material Safety Data Sheets in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .1 Indicate VOC's for epoxy coatings and galvanized protective coatings and touch-up products.
 - .2 Indicate VOC's for mortar, grout, parging, colour additives and admixtures.
- .3 Shop Drawings :
 - .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Shop drawings consist of bar bending details, lists and placing drawings.
 - .3 On placing drawings, indicate sizes, spacing, location and quantities of reinforcement and connectors.

1.3 STORAGE AND HANDLING

- .1 Protect on site stored or installed material from moisture damage in accordance with manufacturer's printed instructions.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MASONRY UNITS

- .1 Standard concrete block units: to CAN3-A165 Series (CAN3-A165.1).
 - .1 Classification: H / 20 / A / M.

- .2 Size: modular.
- .3 Special shapes: provide square units for exposed corners. Provide purpose-made shapes for lintels and bond beams. Provide additional special shapes as indicated.

2.2 REINFORCEMENT AND CONNECTORS

- .1 Bar reinforcement: to CSA-A371 and CAN/CSA G30.18, Grade 400.
- .2 Wire reinforcement: to CSA-A371 and CSA G30.14, truss type.
- .3 Connectors shall be corrosion resistant: to CSA-A370 and CSA-S304.

2.3 MORTAR AND GROUT

- .1 Mortar: to CSA A179.
 - .1 Use aggregate passing 1.18 mm sieve where 6 mm thick joints are indicated.
 - .2 Colour: ground coloured natural aggregates or metallic oxide pigments.
- .2 Mortar Type: S based on property specifications,
- .3 Grout: to CSA A179, Table 3.
- .4 Parging mortar: type S to CSA A179.

2.4 ACCESSORIES

- .1 Weep hole vents: purpose-made PVC.

PART 3 - EXECUTION

3.1 INSTALLATION

- .1 Do masonry work in accordance with CSA-A371 except where specified otherwise.
 - .1 Bond: running stretcher bond with vertical joints in perpendicular alignment and centred on adjacent stretchers above and below.
 - .2 Coursing height: 200 mm for one block and one joint.
 - .3 Jointing: tool where exposed or where paint or other finish coating is specified to provide smooth compressed concave surface.
- .2 Build masonry plumb, level, and true to line, with vertical joints in alignment.
- .3 Layout coursing and bond to achieve correct coursing heights, and continuity of bond above and below openings, with minimum of cutting.

3.2 CONSTRUCTION

- .1 Exposed masonry:
 - .1 Remove chipped, cracked, and otherwise damaged units, in exposed masonry and replace with undamaged units.
 - .2 Cut out for electrical switches, outlet boxes, and other recessed or built-in objects. Make cuts straight, clean, and free from uneven edges.
- .2 Building-In:
 - .1 Install masonry connectors and reinforcement where indicated on drawings.

- .2 Build in items required to be built into masonry.
- .3 Prevent displacement of built-in items during construction. Check plumb, location and alignment frequently, as work progresses.
- .4 Brace door jambs to maintain plumb. Fill spaces between jambs and masonry with mortar.
- .5 Install loose steel lintels over openings where indicated.
- .3 Support of loads:
 - .1 Use grout to CSA A179 where grout is used in lieu of solid units.
 - .2 Install building paper below voids to be filled with grout; keep paper 25 mm back from faces of units.
- .4 Provision for movement:
 - .1 Leave +25 mm space or match existing between top of non-load bearing walls and partitions and structural elements. Do not use wedges.
 - .2 Built masonry to tie in with stabilizers, with provision for vertical movement.
- .5 Interface with other work:
 - .1 Cut openings in existing work as indicated.
 - .2 Openings in walls: approved Consultant.
 - .3 Make good existing work. Use materials to match existing.

3.3 REINFORCING AND CONNECTING

- .1 Install masonry connectors and reinforcement in accordance with CSA-A370, CSA-A371 and CSA-S304.1 unless indicated otherwise.
- .2 Prior to placing grout, obtain Consultant's approval of placement of reinforcement and connectors.

3.4 REINFORCED LINTELS AND BOND BEAMS

- .1 Reinforce masonry lintels and bond beams as indicated.
- .2 Place and grout reinforcement in accordance with CSA-S304.1, CSA-A371, and CSA-A179.

3.5 GROUTING

- .1 Grout masonry in accordance with CSA-S304.1, CSA-A371 and CSA-A179 and as indicated.

3.6 ANCHORS

- .1 Supply and install metal anchors as indicated.

3.7 LATERAL SUPPORT AND ANCHORAGE

- .1 Supply and install lateral support and anchorage in accordance with CSA-S304.1 and as indicated.

3.8 SITE TOLERANCES

- .1 Tolerances in notes to Clause 5.3 of CSA-A371 apply.

3.9 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Inspection and testing will be carried out by Testing Laboratory designated by Consultant.

3.10 CLEANING

- .1 Perform cleaning after installation to remove construction and accumulated environmental dirt.
- .2 Upon completion of installation, remove surplus materials, rubbish, tools and equipment barriers.

3.11 PROTECTION

- .1 Protect masonry and other work from marking and other damage. Protect completed work from mortar droppings. Use non-staining coverings.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 RELATED SECTIONS

- .1 Section 03 30 00 - Cast-in-Place Concrete.
- .2 Section 04 04 99 - Masonry for Minor Works.

1.2 REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA International).
 - .1 CSA-A165 Series-04 (R2014), Standards on Concrete Masonry Units.
 - .2 CSA A179-04 (R2014), Mortar and Grout for Unit Masonry.
 - .3 CSA-A371-04 (R2014), Masonry Construction for Buildings.

1.3 SUBMITTALS

- .1 Product Data.
 - .1 Submit manufacturer's printed product literature, specifications and data sheet in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Samples.
 - .1 Submit samples in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Submit samples.
 - .1 Two of each type of masonry unit specified.
 - .2 Two of each type of masonry accessory specified.
 - .3 One of each type of masonry reinforcement, tie and connector proposed for use.
 - .3 Submit samples tested to laboratories employing technicians certified/trained in procedures for testing masonry units.
- .3 Manufacturer's Instructions.
 - .1 Submit manufacturer's installation instructions.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Test Reports.
 - .1 Certified test reports showing compliance with specified performance characteristics and physical properties.
- .2 Certificates: product certificates signed by manufacturer certifying materials comply with specified performance characteristics and criteria and physical requirements.
- .3 Pre-Installation Meetings: conduct pre-installation meeting to verify project requirements, manufacturer's installation instructions and manufacturer's warranty requirements.

1.5 DELIVERY, STORAGE, AND HANDLING

- .1 All products shall be delivered, stored, handled and protected in strict accordance with the manufacturer's written instructions and as specified herein, whichever are more stringent.
- .2 Off load concrete blocks from delivery vehicles on pallets by hand or using forklift trucks, crane or similar lifting device. Do not offload clay brick or concrete block by the tipping method.
- .3 Arrange concrete blocks in orderly stacks and install in approximate order of receipt. Stack broken and rejected concrete blocks separately and promptly remove from the site.
- .4 Deliver Portland cement and masonry cement in original packaging and maintain with manufacturer's seal and labels intact.
- .5 Keep materials dry until use. Store under waterproof cover held off the ground by timber skids.
- .6 Avoid exposure to contamination and moisture during handling and storage.

1.6 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials in accordance with Section 01 74 21 - Construction/Demolition Waste Management and Disposal.
- .2 Remove from site and dispose of packaging materials at appropriate recycling facilities.

1.7 SITE CONDITIONS

- .1 Site Environmental Requirements.
 - .1 Cold weather requirements.
 - .1 Supplement Clause 5.15.2 of CSA-A371 with following requirements.
 - .1 Maintain temperature of mortar between 5 degrees C and 50 degrees C until batch is used or becomes stable.
 - .2 Maintain ambient temperature between 5 degrees C and 50 degrees C and protect site from windchill.
 - .2 Hot weather requirements.
 - .1 Protect freshly laid masonry from drying too rapidly, by means of waterproof, non-staining coverings.
 - .2 Keep masonry dry using waterproof, non-staining coverings that extend over walls and down sides sufficient to protect walls from wind driven rain, until masonry work is completed and protected by flashings or other permanent construction.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MATERIALS

- .1 Masonry materials are specified in Related Sections.

PART 3 - EXECUTION

3.1 MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS

- .1 Compliance: comply with manufacturer's written data, including product technical bulletins, product catalogue installation instructions, product carton installation instructions, and data sheets.

3.2 PREPARATION

- .1 Provide temporary bracing of masonry work during and after erection until permanent lateral support is in place.

3.3 INSTALLATION

- .1 Do masonry work in accordance with CSA-A371 except where specified otherwise.
- .2 Build masonry plumb, level, and true to line, with vertical joints in alignment.
- .3 Layout coursing and bond to achieve correct coursing heights, and continuity of bond above and below openings, with minimum of cutting.

3.4 CONSTRUCTION

- .1 Exposed masonry.
 - .1 Remove chipped, cracked, and otherwise damaged units, in accordance with CSA A-165, Clause 82.1, in exposed masonry and replace with undamaged units.
 - .2 Jointing.
 - .1 Allow joints to set just enough to remove excess water, then tool with round jointer to provide smooth, joints true to line, compressed, uniformly concave joints where concave joints are indicated.
 - .2 Allow joints to set just enough to remove excess water, then rake joints uniformly to 6 mm depth and compress with square tool to provide smooth, compressed, raked joints of uniform depth where raked joints are indicated.
 - .3 Strike flush joints concealed in walls and joints in walls to receive plaster, tile, insulation, or other applied material except paint or similar thin finish coating.
 - .3 Cutting.
 - .1 Cut out for electrical switches, outlet boxes, and other recessed or built-in objects.

- .2 Make cuts straight, clean, and free from uneven edges.
- .4 Building-In.
 - .1 Build in items required to be built into masonry.
 - .2 Prevent displacement of built-in items during construction. Check plumb, location and alignment frequently, as work progresses.
 - .3 Brace door jambs to maintain plumb. Fill spaces between jambs and masonry with mortar.
- .5 Wetting of bricks.
 - .1 Except in cold weather, wet bricks having an initial rate of absorption exceeding 1 g/minute/1000 mm²: wet to uniform degree of saturation, 3 to 24 hours before laying, and do not lay until surface dry.
 - .2 Wet tops of walls built of bricks qualifying for wetting, when recommencing work on such walls.
- .6 Support of loads.
 - .1 Use grout to CSA A179 where grout is used in lieu of solid units.
 - .2 Install building paper below voids to be filled with grout; keep paper 25 mm back from faces of units.
- .7 Provision for movement.
 - .1 Leave 6 mm space between top of non-load bearing walls and partitions and structural elements. Do not use wedges.
 - .2 Built masonry to tie in with stabilizers, with provision for vertical movement.
- .8 Interface with other work.
 - .1 Cut openings in existing work as indicated.
 - .2 Openings in walls: approved by Consultant.
 - .3 Make good existing work. Use materials to match existing.

3.5 SITE TOLERANCES

- .1 Tolerances in notes to Clause 5.3 of CSA-A371 apply.

3.6 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Inspection and testing will be carried out by Testing Laboratory designated by Consultant.

3.7 CLEANING

- .1 Perform cleaning after installation to remove construction and accumulated environmental dirt.
- .2 Upon completion of installation, remove surplus materials, rubbish, tools and equipment barriers.

3.8 PROTECTION

- .1 Protect masonry and other work from marking and other damage. Protect completed work from mortar droppings. Use non-staining coverings.
- .2 Protect masonry and other work from marking and other damage. Protect completed work from mortar droppings.
- .3 Provide temporary bracing of masonry work during and after erection until permanent lateral support of sufficient strength is in place.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 ASTM International Inc.
 - .1 ASTM A 36/A 36M-08, Standard Specification for Carbon Structural Steel.
 - .2 ASTM A 193/A 193M-08, Standard Specification for Alloy-Steel and Stainless Steel Bolting Materials for High-Temperature or High-Pressure Service and Other Special Purpose Applications.
 - .3 ASTM A 307-07b, Standard Specification for Carbon Steel Bolts and Studs, 60,000 PSI Tensile Strength.
 - .4 ASTM A 325-07a, Standard Specification for Structural Bolts, Steel, Heat Treated, 120/105 ksi Minimum Tensile Strength.
 - .5 ASTM A 325M-08, Standard Specification for Structural Bolts, Steel, Heat Treated 830 MPa Minimum Tensile Strength Metric.
 - .6 ASTM A 490M-04ae, Standard Specification for High-Strength Steel Structural Bolts, Classes 10.9 and 10.9.3, for Structural Steel Joints Metric.
 - .7 ASTM A500/A500M-13, Standard Specification for Cold-Formed Welded and seamless Carbon Steel Structural Tubbing in Rounds and Shapes.
- .2 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-85.10-99, Protective Coatings for Metals.
- .3 Canadian Institute of Steel Construction (CISC)/Canadian Paint Manufacturers Association (CPMA).
 - .1 Handbook of the Canadian Institute of Steel Construction.
 - .2 CISC/CPMA Standard 2-75, Quick-Drying Primer for use on Structural Steel.
- .4 Canadian Standards Association (CSA International)
 - .1 CSA G40.20/G40.21-04, General Requirements for Rolled or Welded Structural Quality Steel/Structural Quality Steel.
 - .2 CAN/CSA-G164-M92(R2003), Hot Dip Galvanizing of Irregularly Shaped Articles.
 - .3 CAN/CSA-S16-01(R2007), Limit States Design of Steel Structures.
 - .4 CAN/CSA-S136-07, North American Specifications for the Design of Cold Formed Steel Structural Members.
 - .5 CSA W47.1-03, Certification of Companies for Fusion Welding of Steel.
 - .6 CSA W48-06, Filler Metals and Allied Materials for Metal Arc Welding.
 - .7 CSA W55.3-1965(R2003), Resistance Welding Qualification Code for Fabricators of Structural Members Used in Buildings.
 - .8 CSA W59-03, Welded Steel Construction (Metal Arc Welding).
- .5 Master Painters Institute
 - .1 MPI-INT 5.1-08, Structural Steel and Metal Fabrications.
 - .2 MPI-EXT 5.1-08, Structural Steel and Metal Fabrications.

- .6 The Society for Protective Coatings (SSPC) and National Association of Corrosion Engineers (NACE) International
 - .1 NACE No. 3/SSPC SP-6-06, Commercial Blast Cleaning.

1.2 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .2 Shop Drawings:
 - .1 Provide drawings stamped and signed by professional engineer registered or licensed in the Province of Ontario, Canada.
- .3 Erection drawings:
 - .1 Submit erection drawings indicating details and information necessary for assembly and erection purposes including:
 - .1 Description of methods.
 - .2 Sequence of erection.
 - .3 Type of equipment used in erection.
 - .4 Temporary bracings.
- .4 Fabrication drawings:
 - .1 Submit fabrication drawings showing designed assemblies, components and connections are stamped and signed by qualified professional engineer licensed in the Province of Ontario, Canada.
- .5 Source Quality Control Submittals:
 - .1 Submit 2 copies of mill test reports 4 weeks prior to fabrication of structural steel.
 - .1 Mill test reports to show chemical and physical properties and other details of steel to be incorporated in project.
- .6 Fabricator Reports:
 - .1 Provide structural steel fabricator's affidavit stating that materials and products used in fabrication conform to applicable material and products standards specified and indicated.

1.3 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 61 00 - Common Product Requirements.
- .2 Deliver materials in manufacturer's original, undamaged containers with identification labels intact.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 DESIGN REQUIREMENTS

- .1 Design details and connections in accordance with requirements of CAN/CSA-S16 to resist forces, moments, shears and allow for movements indicated.

- .2 Shear connections:
 - .1 Select framed beam shear connections from an industry accepted publication such as "Handbook of the Canadian Institute of Steel Construction" when connection for shear only (standard connection) is required.
 - .2 Select or design connections to support reaction from maximum uniformly distributed load that can be safely supported by beam in bending, provided no point loads act on beam, when shears are not indicated.
- .3 For composite construction select or design minimum end connection to resist reaction resulting from factored movement resistance as tabulated in the "Handbook of the Canadian Institute of Steel Construction" assuming 100% shear connection with depth of steel deck and/or slab shown on drawings.
- .4 Submit sketches and design calculations stamped and signed by qualified professional engineer licensed in Province of Ontario, Canada for non standard connections.

2.2 MATERIALS

- .1 Structural steel: to CSA-G40.20/G40.21 Grade 350W.
- .2 Anchor bolts: to CSA-G40.20/G40.21, Grade 300W.
- .3 Bolts, nuts and washers: to ASTM A 307.
- .4 Welding materials: to CSA W59 and certified by Canadian Welding Bureau.
- .5 Shop paint primer: to CISC/CPMA 2-75 solvent reducible alkyd, grey.
- .6 Hot dip galvanizing: galvanize steel, where indicated, to CAN/CSA-G164, minimum zinc coating of 600 g/m².

2.3 FABRICATION

- .1 Fabricate structural steel in accordance with CAN/CSA-S16 and in accordance with reviewed shop drawings.
- .2 Continuously seal members by continuous welds. Grind smooth.

2.4 SHOP PAINTING

- .1 Clean, prepare surfaces and shop prime structural steel in accordance with CAN/CSA-S16.
- .2 Clean members, remove loose mill scale, rust, oil, dirt and foreign matter. Prepare surface according to NACE No.3/SSPC-SP-6.
- .3 Apply one coat of primer in shop to steel, except:
 - .1 Surfaces to be encased in concrete.
 - .2 Surfaces to receive field installed stud shear connections.
 - .3 Surfaces and edges to be field welded.
 - .4 Faying surfaces of slip-critical connections.
 - .5 Below grade surfaces in contact with soil.
- .4 Apply paint under cover, on dry surfaces when surface and air temperatures are above 5 degrees C.
- .5 Maintain dry condition and 5 degrees C minimum temperature until paint is thoroughly dry.

- .6 Strip paint from bolts, nuts, sharp edges and corners before prime coat is dry.

PART 3 - EXECUTION

3.1 APPLICATION

- .1 Manufacturer's Instructions: comply with manufacturer's written recommendations, including product technical bulletins, handling, storage and installation instructions, and datasheets.

3.2 GENERAL

- .1 Structural steel work: in accordance with CAN/CSA-S16.
- .2 Welding: in accordance with CSA W59.
- .3 Companies to be certified under Division 1 or 2.1 of CSA W47.1 for fusion welding of steel structures and/or CSA W55.3 for resistance welding of structural components.

3.3 CONNECTION TO EXISTING WORK

- .1 Verify dimensions and condition of existing work, report discrepancies and potential problem areas to the Owner for direction before commencing fabrication.

3.4 MARKING

- .1 Mark materials in accordance with CSA G40.20/G40.21. Do not use die stamping. When steel is to be left in unpainted condition, place marking at locations not visible from exterior after erection.
- .2 Match marking: shop mark bearing assemblies and splices for fit and match.

3.5 ERECTION

- .1 Erect structural steel, as indicated and in accordance with CAN/CSA-S16 and in accordance with reviewed erection drawings.
- .2 Field cutting or altering structural members: to approval of the Owner.
- .3 Clean with mechanical brush and touch up shop primer to bolts, rivets, welds and burned or scratched surfaces at completion of erection.
- .4 Continuously seal members by continuous welds where indicated. Grind smooth.

3.6 FIELD QUALITY CONTROL

- .1 Inspection and testing of materials and workmanship will be carried out by testing laboratory designated by the Owner.
- .2 Provide safe access and working areas for testing on site, as required by testing agency and as authorized by the Owner.
- .3 Submit test reports to the Owner within one week of completion of inspection.
- .4 The Owner will NOT pay costs of tests.

3.7 CLEANING

- .1 Clean in accordance with Section 01 74 11 - Cleaning.
- .2 Waste Management: separate waste materials for reuse and recycling.

END OF SECTION

PART 1 - GENERAL

1.1 REFERENCES

- .1 American Society for Testing and Materials International (ASTM)
 - .1 ASTM D 698-00a¹, Standard Test Methods for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Standard Effort (12,400ft-lbf/ft³) (600kN-m/m³).
- .2 Canadian Standards Association (CSA International)
 - .1 CSA-A23.1/A23.2-04, Concrete Materials and Methods of Concrete Construction/Methods of Test and Standard Practices for Concrete.
- .3 The designation OPSS refers to Ontario Provincial Standard Specifications.

1.2 SOIL REPORT

- .1 No soil report is available.

1.3 REGULATIONS

- .1 Shore and brace excavations, protect slopes and banks and perform all work in accordance with Provincial and Municipal regulations whichever is more stringent.
- .2 No blasting will be permitted.

1.4 TESTS AND INSPECTIONS

- .1 Testing of materials and compaction of backfill will be carried out by testing laboratory designated by Departmental Representative.
- .2 Not later than one week before backfilling or filling, provide to designated testing agency, 23 kg sample of backfill material(s) proposed for use.
- .3 Do not begin backfilling or filling operations until material has been approved for use by Departmental Representative.
- .4 Not later than 48 hours before backfilling or filling with approved material, notify Departmental Representative so that compaction tests can be carried out by designated testing agency.
- .5 Before commencing work, conduct, with Departmental Representative, condition survey of existing structures, trees and other plants, lawns, fencing, service poles, wires, rail tracks and paving, survey bench marks and monuments which may be affected by work.

1.5 BURIED SERVICES

- .1 Before commencing work establish the location of all buried services on and adjacent to the site.
- .2 Arrange with appropriate authority for relocation of buried services that interfere with execution of work. Pay costs of relocating services.
- .3 Remove obsolete buried services within 2 m of foundations. Cap cut-offs.

1.6 PROTECTION

- .1 Protect excavations from freezing.
- .2 Keep excavations clean, free of standing water, and loose soil.
- .3 Where soil is subject to significant volume change due to change in moisture content, cover and protect to Departmental Representative's approval.
- .4 Protect natural and man-made features required to remain undisturbed. Unless otherwise indicated or located in an area to be occupied by new construction, protect existing trees from damage.
- .5 Protect buried services that are required to remain undisturbed.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 MATERIALS

- .1 Granular A and Granular B Type II to OPSS1010.

PART 3 - EXECUTION

3.1 SITE PREPARATION

- .1 Remove obstructions, ice and snow, from surfaces to be excavated within limits indicated.

3.2 CLEARING AND GRUBBING

- .1 Remove trees, stumps, logs, brush, shrubs, bushes, vines, undergrowth, rotten wood, dead plant material, exposed boulders and debris within areas designated on drawings.
- .2 Remove stumps and tree roots below footings, slabs, and paving, and to 600 mm below finished grade elsewhere.
- .3 Dispose of cleared and grubbed material off site daily to disposal areas acceptable to authority having jurisdiction.

3.3 EXCAVATION

- .1 Topsoil stripping:
 - .1 Do not handle topsoil while in wet or frozen condition or in any manner in which soil structure is adversely affected.
 - .2 Strip topsoil to depths as directed by Departmental Representative. Avoid mixing topsoil with subsoil.
 - .3 Strip topsoil over areas to be covered by new construction, over areas where grade changes are required, and so that excavated material may be stockpiled without covering topsoil.
 - .4 Stockpile in locations as directed by Departmental Representative.
 - .5 Dispose of topsoil as directed by Departmental Representative.

- .2 Excavate as required to carry out work, in all materials met. Do not disturb soil or rock below bearing surfaces. Notify Departmental Representative when excavations are complete. If bearings are unsatisfactory, additional excavation will be authorized in writing and paid for as additional work. Excavation taken below depths shown without Departmental Representative's written authorization to be filled with concrete of same strength as for footings at Contractor's expense.
- .3 Excavate for slabs and paving to subgrade levels. In addition, remove all topsoil, organic matter, debris and other loose and harmful matter encountered at subgrade level.

3.4 BACKFILLING

- .1 Inspection: do not commence backfilling until fill material and spaces to be filled have been inspected and approved by Departmental Representative.
- .2 Remove snow, ice, construction debris, organic soil and standing water from spaces to be filled.
- .3 Lateral support: maintain even levels of backfill around structures as work progresses, to equalize earth pressures.
- .4 Compaction of subgrade: compact existing subgrade under walks, paving, and slabs on grade, to same compaction as specified for fill.
- .5 Placing:
 - .1 Place backfill, fill and basecourse material in 150 mm lifts. Add water as required to achieve specified density.
- .6 Compaction: compact each layer of material to following densities for material to ASTM D 698:
 - .1 To underside of basecourses: 95%.
 - .2 Basecourses: 100%.
 - .3 Elsewhere: 90%.
- .7 Under slabs:
 - .1 Use Granular B Type II up to bottom of granular base courses.
 - .2 Use Granular A for base courses.
- .8 Under seeded and sodded areas: use site excavated material to bottom of topsoil except in trenches and within 600 mm of foundations.
- .9 Blown rock material, not capable of fine grading, is not acceptable, imported material must be placed on this type of material.
- .10 Against foundations (except as applicable to trenches and under slabs and paving): excavated material or imported material with no stones larger than 200 mm diameter within 600 mm of structures.

3.5 GRADING

- .1 Grade so that water will drain away from buildings, walls and paved areas, to catch basins and other disposal areas approved by Departmental Representative. Grade to be gradual between finished spot elevations shown on drawings.

3.6 SHORTAGE AND SURPLUS

- .1 Supply all necessary fill to meet backfilling and grading requirements and with minimum and maximum rough grade variance.
- .2 Dispose of surplus material off site.

END OF SECTION



MP1 Montant à payer – Généralités

1.1 Sous réserve de toutes autres dispositions du Contrat, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, aux dates et de la manière énoncées ci-après, le montant par lequel:

1.1.1 l'ensemble des montants prévus à l'article MP2 excède,

1.1.2 l'ensemble des montants prévus à l'article MP3

et l'Entrepreneur accepte le paiement comme paiement final de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.

MP2 Montants payables à l'Entrepreneur

2.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.1 sont l'ensemble :

2.1.1 des montants prévus dans les Articles de convention; et

2.1.2 le montant, s'il en est, payable à l'Entrepreneur conformément aux Conditions générales.

MP3 Montants payables à Sa Majesté

3.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.2 sont l'ensemble des montants, s'il en est, que l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté en vertu du Contrat.

3.2 Dans tout paiement fait à l'Entrepreneur, le fait pour Sa Majesté d'omettre de déduire d'un montant mentionné à l'article MP2 un montant mentionné au paragraphe MP3.1 ne peut constituer un abandon de son droit de faire une telle déduction, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'Entrepreneur.

MP4 Date de paiement

4.1 Dans les présentes modalités de paiement :

4.1.1 «période de paiement» signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel;

4.1.2 un montant est «dû et payable» lorsqu'il doit être versé à l'Entrepreneur par Sa Majesté selon les paragraphes MP4.4, MP4.7 ou MP4.10;

4.1.3 un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable;

4.1.4 «date de paiement» signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada et émis aux fins de paiement;

4.1.5 «taux d'escompte» signifie le taux d'intérêt, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à l'ouverture des bureaux à la date de paiement.

4.2 À l'expiration d'une période de paiement, l'Entrepreneur doit remettre au représentant ministériel



une demande d'acompte par écrit et y décrire toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés aux lieux des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte.

- 4.3 Le représentant ministériel, dans les dix jours suivant réception d'une demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2 :
- 4.3.1 fait l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits, et
 - 4.3.2 présente un rapport sur le progrès des travaux, dont le représentant ministériel envoie une copie à l'Entrepreneur, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte que, selon le représentant ministériel :
 - 4.3.2.1 sont conformes aux dispositions du Contrat, et
 - 4.3.2.2 n'étaient visés par aucun autre rapport concernant des travaux du Contrat.
- 4.4 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.5, Sa Majesté, au plus tard 30 heures après la réception par le représentant ministériel de la demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2, paie à l'Entrepreneur :
- 4.4.1 une somme égale à 95% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa MP4.3.2, si l'Entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, ou
 - 4.4.2 un montant égal à 90% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'Entrepreneur n'a pas fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4.5 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.4, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.5.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.6, pour les travaux et matériaux visés dans la demande d'acompte prévue au paragraphe MP4.2,
 - 4.5.2 dans le cas de la première demande d'acompte de l'Entrepreneur, un calendrier d'exécution conformément aux parties pertinentes des Devis, et
 - 4.5.3 si un calendrier est exigé, sa mise à jour aux moments précisés dans les parties pertinentes des Devis.
- 4.6 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.5, l'Entrepreneur atteste :
- 4.6.1 qu'au jour de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, et
 - 4.6.2 qu'au jour de la précédente demande d'acompte, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le Contrat.



- 4.7 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.8, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.7.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4;
 - 4.7.2 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de la correction de toutes déficiences dans les travaux et décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement; et
 - 4.7.3 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de l'achèvement de toute partie des travaux décrite dans le Certificat provisoire d'achèvement ne comportant pas la correction des déficiences visées par l'alinéa MP4.7.2.
- 4.8 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.7, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.8.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.9 relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, et
 - 4.8.2 s'il est précisé dans les parties pertinentes des Devis, une mise à jour du calendrier d'exécution mentionné à l'alinéa MP4.5.2 qui, en plus des exigences énoncées, soit suffisamment détaillé concernant l'achèvement des travaux non-terminés et la correction de tous les défauts, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.
- 4.9 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.8, l'Entrepreneur atteste qu'au jour de l'émission du Certificat provisoire d'achèvement :
- 4.9.1 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail;
 - 4.9.2 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce que concerne les travaux visés par le Contrat; et
 - 4.9.3 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées au paragraphe CG14.6.
- 4.10 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.11, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 60 jours suivant la date de délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.10.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4, et
 - 4.10.2 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.7.
- 4.11 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.10, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel une déclaration conforme



à celle décrite au paragraphe MP4.12.

- 4.12 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.11, l'Entrepreneur atteste, outre les mentions requises en vertu du paragraphe MP4.9, que l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légales formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux.

MP5 Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté

- 5.1 Ni le rapport sur le progrès des travaux mentionné au paragraphe MP4.3, ni les paiements effectués par Sa Majesté en conformité des Modalités ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au Contrat.

MP6 Retard du paiement

- 6.1 Nonobstant l'article CG7, le retard apporté par Sa Majesté à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu du présent Contrat, ne constitue pas un bris du Contrat.
- 6.2 Sa Majesté versera, sans que l'Entrepreneur le demande, des intérêts simples au taux d'escompte plus 1 ¼ p. 100 sur les montants en souffrance en vertu de l'alinéa MP4.1.3, intérêts qui s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement, sauf que
- 6.2.1 les intérêts se seront ni exigibles ni versés à moins que le montant dont il est question au paragraphe MP6.2 ait été en souffrance pendant plus de 15 jours suivant :
- 6.2.1.1 la date à laquelle ladite somme est devenue due et payable, ou
- 6.2.1.2 la date de réception par le représentant ministériel de la déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes MP4.5, MP4.8 ou MP4.11;
- selon la plus avancée de ces deux dates, et
- 6.2.2 les intérêts ne seront ni exigibles ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

MP7 Droit de compensation

- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du Contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 7.2 Pour les fins du paragraphe MP7.1, l'expression «contrat en cours» signifie un contrat entre Sa Majesté et l'Entrepreneur :
- 7.2.1 en vertu duquel l'Entrepreneur est légalement obligé d'exécuter ou de fournir du travail,



de la main-œuvre ou des matériaux; ou

- 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a, depuis la date à laquelle les présents Articles de convention sont intervenus, exercé le droit de retirer à l'Entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

MP8 Paiement en cas de résiliation

- 8.1 En cas de résiliation du Contrat conformément à l'article CG41, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le plus tôt possible eu égard aux circonstances, tout montant qui lui est légalement dû et payable.

MP9 Intérêts sur les réclamations réglées

- 9.1 Sa Majesté versera à l'Entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen plus q $\frac{1}{4}$ p. 100 à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 9.2 Aux fins du paragraphe MP9.1:
- 9.2.1 une réclamation est réputée être réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le représentant ministériel et l'Entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par Sa Majesté et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé;
- 9.2.2 le «taux d'escompte moyen» signifie le taux d'intérêt moyen, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à la fin de chaque mois civil au cours de la période pendant laquelle la réclamation réglée était impayée;
- 9.2.3 une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au Contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3 Aux fins de l'Article MP9, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre Sa Majesté et l'Entrepreneur en vertu du Contrat.



Article	Page	Titre
CG1	1	Interpretation
CG2	2	Sucesseurs et ayants droit
CG3	2	Cession du Contrat
CG4	2	Sous-traitance par l'Entrepreneur
CG5	2	Modifications
CG6	3	Nulle obligation implicite
CG7	3	Caractère essentiel des délais et échéances
CG8	3	Indemnisation par l'Entrepreneur
CG9	3	Indemnisation par Sa Majesté
CG10	3	Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat
CG11	4	Avis
CG12	4	Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté
CG13	5	Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté
CG14	5	Permis et taxes payables
CG15	6	Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel
CG16	6	Coopération avec d'autres Entrepreneurs
CG17	7	Vérification des travaux
CG18	7	Déblaiement de l'emplacement
CG19	8	Surintendant de l'Entrepreneur
CG20	8	Sécurité nationale
CG21	8	Ouvriers inaptes
CG22	9	Augmentation ou diminution des coûts
CG23	9	Main-d'œuvre et matériaux canadiens
CG24	10	Protection des travaux et des documents
CG25	10	Cérémonies publiques et enseignes
CG26	10	Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers
CG27	11	Assurances
CG28	11	Indemnité d'assurance
CG29	12	Garantie du contrat
CG30	13	Modifications aux travaux
CG31	13	Interprétation du Contrat par le représentant ministériel
CG32	14	Garantie et rectification des défauts des travaux
CG33	15	Défaut de l'Entrepreneur
CG34	15	Protestations des décisions du représentant ministériel
CG35	15	Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté
CG36	16	Prolongation de délai
CG37	17	Dédommagement pour retard d'exécution
CG38	17	Travaux retirés à l'Entrepreneur
CG39	18	Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur
CG40	19	Suspension des travaux par le Ministre
CG41	19	Résiliation du Contrat
CG42	20	Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur
CG43	22	Dépôt de garantie – Confiscation ou remise
CG44	22	Certificats du représentant ministériel
CG45	24	Remise du dépôt de garantie
CG46	24	Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50
CG47	24	Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires
CG48	25	Établissement du coût – Tableau des prix unitaires
CG49	25	Établissement du coût – Négociation
CG50	26	Établissement du coût en cas d'échec des négociations
CG51	27	Registres à tenir par l'Entrepreneur
CG52	27	Conflits d'intérêts
CG 53	28	Situation de l'Entrepreneur

CG1 Interpretation

1.1 Dans le Contrat:

- 1.1.1 tout renvoi à une autre partie du Contrat désignée par des numéros précédés de lettres est censé renvoyer à la partie du Contrat qui est désignée par cette combinaison de lettres et de chiffres, de même qu'à toute autre partie du Contrat qui y est mentionnée ;
- 1.1.2 « Contrat » signifie les documents mentionnés dans les Articles de convention;
- 1.1.3 « garantie du contrat » signifie toute garantie fournie à Sa Majesté par l'Entrepreneur conformément au Contrat;
- 1.1.4 « le représentant ministériel » signifie l'officier ou l'employé de Sa Majesté désigné aux Articles de convention et toute personne autorisée spécialement par le représentant ministériel à accomplir, en son nom, n'importe laquelle des fonctions qui lui sont confiées en vertu du Contrat, et signalée comme tel par écrit à l'Entrepreneur;
- 1.1.5 « matériaux » comprend toutes les marchandises, articles et choses à être fournies par ou pour l'Entrepreneur en vertu du Contrat, pour être incorporés dans les travaux;
- 1.1.6 « Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place du Ministre ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du Contrat;
- 1.1.7 « personne » comprend, sauf lorsque le contexte exige une interprétation différente, une société, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium et une corporation;
- 1.1.8 « outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, équipements et marchandises, articles et choses autres que les matériaux, qui sont nécessaires à l'exécution des travaux;
- 1.1.9 « sous-entrepreneur » signifie une personne à qui l'Entrepreneur a, conformément à l'article CG4, confié l'exécution des travaux en tout ou en partie;
- 1.1.10 « surintendant » signifie l'employé de l'Entrepreneur désigné par ce dernier pour remplir les fonctions décrites à l'article CG19;
- 1.1.11 « travaux » comprend, sous réserve de toute stipulation expressément contraire dans le Contrat, tout ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du Contrat.

1.2 Sauf quant à ceux apparaissant aux Plans et devis, les en-têtes apparaissent dans le Contrat, ne font pas partie du Contrat, mais y sont uniquement pour fin d'utilité pratique.

1.3 Aux fins de l'interprétation du Contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les Plans et devis et les Conditions générales, les Conditions générales prévalent.

1.4 Dans l'interprétation des Plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre :

- 1.4.1 les Plans et les devis, les devis prévalent;
- 1.4.2 les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent; et
- 1.4.3 les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.

CG2 Successeurs et ayants droit

- 2.1 Le Contrat est au bénéfice des parties au Contrat, de même que de leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG3 Cession du Contrat

- 3.1 L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du Ministre.

CG4 Sous-traitance par l'Entrepreneur

- 4.1 Sous réserve des Conditions générales, l'Entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux.
- 4.2 L'Entrepreneur doit aviser le représentant ministériel par écrit de son intention de sous-traiter.
- 4.3 L'avis mentionné au paragraphe CG4.2 doit identifier le sous-entrepreneur de même que la partie des travaux qu'il entend lui confier.
- 4.4 Le représentant ministériel peut s'objecter à la sous-traitance projetée en avisant par écrit l'Entrepreneur dans les six jours suivant la réception par le représentant ministériel de l'avis mentionné au paragraphe CG4.2.
- 4.5 Si le représentant ministériel s'oppose à une sous-traitance en vertu du paragraphe CG4.4, l'Entrepreneur ne peut procéder à la sous-traitance envisagée.
- 4.6 L'Entrepreneur ne peut, sans la permission écrite du représentant ministériel, remplacer un sous-entrepreneur dont il a retenu les services conformément aux Conditions générales.
- 4.7 Tout contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur doit comporter tous les termes et conditions du Contrat qui sont d'application générale.
- 4.8 Nul contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur ou nul consentement de le représentant ministériel à tel contrat sera interprété comme relevant l'Entrepreneur de quelque obligation en vertu du Contrat ou comme imposant quelque responsabilité à Sa Majesté.

CG5 Modifications

- 5.1 Nulle modification ou changement à quelque disposition du Contrat aura d'effet avant que d'avoir été consignée par écrit.

CG6 Nulle obligation implicite

- 6.1 Il ne découlera du Contrat aucune disposition ou obligation implicite de la part de Sa Majesté; seules les dispositions expresses du Contrat, stipulées par Sa Majesté, doivent servir de fondement à tout droit contre Sa Majesté.
- 6.2 Le présent Contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux et qui auraient en lieu avant la date du Contrat.

CG7 Caractère essentiel des délais et échéances

- 7.1 Le temps est l'essence même du Contrat.

CG8 Indemnisation par l'Entrepreneur

- 8.1 L'Entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, sous-entrepreneurs et sous-entrepreneurs de ces derniers dans l'exécution des travaux faisant l'objet du Contrat, incluant toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.
- 8.2 Aux fins du paragraphe CG8.1, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

CG9 Indemnisation par Sa Majesté

- 9.1 Sa Majesté, sous réserve des dispositions de la Loi sur la responsabilité de la Couronne, de la Loi sur les brevets et de toute autre loi affectant les droits, pouvoirs, privilèges ou obligations de Sa Majesté, doit tenir l'Entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du Contrat et directement attribuables à :
- 9.1.1 une absence ou un vice, actuel ou allégué, dans le titre de Sa Majesté concernant l'emplacement des travaux, ou
- 9.1.2 une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'Entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins de Contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par Sa Majesté à l'Entrepreneur aux fins des travaux.

CG10 Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat

- 10.1 Conformément à la Loi sur le Parlement du Canada, il est expressément interdit à tout membre de la Chambre des communes de posséder quelque part ou intérêt dans le Contrat, ou d'en tirer quelque bénéfice ou profit.

CG11 Avis

- 11.1 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou communication autre qu'un avis suivant le paragraphe CG11.4, qui peut être donné à l'Entrepreneur conformément au Contrat, peut être donné de quelque manière que ce soit.
- 11.2 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication devant être donné par écrit à une partie ou une autre conformément au Contrat, sera, sous réserve du paragraphe CG11.4, réputé avoir été effectivement donné :
- 11.2.1 à l'Entrepreneur, s'il a été livré personnellement à l'Entrepreneur ou au surintendant de l'Entrepreneur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'Entrepreneur, à l'adresse indiquée au paragraphe A4.1; ou
- 11.2.2 à Sa Majesté, s'il a été livré personnellement au représentant ministériel, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur au représentant ministériel, à l'adresse indiquée à l'alinéa A1.2.1.
- 11.3 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication donné conformément au paragraphe CG11.2 sera réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
- 11.3.1 le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement; ou
- 11.3.2 le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste, et
- 11.3.3 dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télex ou par télécopieur.
- 11.4 S'il est livré personnellement, un avis donné en vertu de l'alinéa CG38.1.1 et des articles CG40 et CG41 sera remis à l'Entrepreneur ou, si l'Entrepreneur est une société, une firme, une co-entreprise ou une corporation, à un agent de l'administration ou à un cadre supérieur.

CG12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté

- 12.1 Sous réserve du paragraphe CG12.2, l'Entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage, aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que Sa Majesté a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'Entrepreneur aux fins du Contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 12.2 L'Entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, si

cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure causée par un usage raisonnable.

- 12.3 L'Entrepreneur doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, uniquement pour l'exécution du Contrat et pour aucune autre fin.
- 12.4 Lorsqu'après avoir été requis de le faire par le représentant ministériel, l'Entrepreneur n'a pas, dans un délai raisonnable, indemnisé Sa Majesté pour une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du paragraphe CG12.1, le représentant ministériel peut y pouvoir aux frais de l'Entrepreneur, et ce dernier est dès lors responsable envers Sa Majesté des frais en l'occurrence qu'il devra sur demande payer à Sa Majesté.
- 12.5 L'Entrepreneur doit tenir des registres que le représentant ministériel peut de temps à autre exiger des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers visés par le paragraphe CG12.1 et doit, lorsque le représentant ministériel le l'exige, établir à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté

- 13.1 Sous réserve du paragraphe CG14.7, tous les matériaux et l'outillage, de même que tout droit de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, ou utilisés par l'Entrepreneur pour les travaux deviennent, à compter de l'époque où ils ont été achetés ou utilisés, la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continuent de l'être :
- 13.1.1 dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
- 13.1.2 dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare que le droit dévolu à Sa Majesté en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 13.2 Les matériaux ou l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du paragraphe CG13.1 ne doivent pas être enlevés des lieux des travaux, utilisés ou aliénés, sauf pour les travaux, sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 13.3 Sa Majesté n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux matériaux ou à l'outillage visés par le paragraphe CG13.1 quelle qu'en soit la cause et l'Entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage bien que ces matériaux ou outillage appartiennent à Sa Majesté.

CG14 Permis et taxes payables

- 14.1 L'Entrepreneur doit, dans les 30 jours de la date du Contrat, offrir à l'administration municipale, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale pour les permis de construction, si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que Sa Majesté.

- 14.2 Dans les dix jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur avise le représentant ministériel de sa démanche et du montant de cette offre et lui fait savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 14.3 Si l'administration municipale n'a pas accepté la somme offerte aux termes du paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur remet ce montant à Sa Majesté dans les six jours suivant l'expiration du délai fixe au paragraphe CG14.2.
- 14.4 Aux fins des paragraphes CG14.1 et CG14.3, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas Sa Majesté.
- 14.5 Nonobstant le lieu de résidence de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur versera toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat.
- 14.6 Conformément à la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.9, l'Entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le Contrat, fournira à Sa Majesté une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 14.7 Aux fins du paiement de la taxe applicable ou de la fourniture d'une garantie de paiement de la taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat, l'Entrepreneur doit, malgré le fait que tous les matériaux et outillage, de même que des droits de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges, sont devenus la propriété de Sa Majesté après la date d'achat, payer, en tant qu'utilisateur ou consommateur, toute taxe applicable payable au moment de l'utilisation desdits matériaux, outillage ou droits de l'Entrepreneur à titre d'utilisateur, conformément aux lois pertinentes, ou fournir une garantie de paiement à cet égard.

CG15 Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel

- 15.1 L'Entrepreneur doit :
- 15.1.1 permettre au représentant ministériel d'avoir accès aux travaux et au chantier en tout temps au cours de l'exécution du Contrat;
 - 15.1.2 communiquer au représentant ministériel tous renseignements qu'il demande concernant l'exécution du Contrat; et
 - 15.1.3 fournir au représentant ministériel toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir de veiller à ce que les travaux soient exécutés conformément au Contrat, de même que dans l'accomplissement de tout autre devoir et dans l'exercice de tout pouvoir qui lui incombe ou qui lui est conféré par le Contrat.

CG16 Coopération avec d'autres Entrepreneurs

- 16.1 Lorsque, de l'avis du représentant ministériel, il est nécessaire d'affecter aux travaux ou au chantier d'autres entrepreneurs ou ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'Entrepreneur doit, à la satisfaction du représentant ministériel, leur donner accès aux travaux et coopérer avec

eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.

16.2 Si :

16.2.1 l'affectation aux travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers en vertu du paragraphe CG16.1 ne pouvait être raisonnablement prévue par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du Contrat; et

16.2.2 de l'avis du représentant ministériel, l'Entrepreneur a encouru des dépenses additionnelles afin de se conformer au paragraphe CG16.1; et

16.2.3 l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel un avis écrit de sa réclamation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'affectation d'autres entrepreneurs ou ouvriers aux travaux ou au chantier;

Sa Majesté rembourse à l'Entrepreneur les frais encourus, calculés conformément aux articles CG48 à CG50, pour le travail, de l'outillage et des matériaux additionnels requis.

CG17 Vérification des travaux

17.1 Si, à un moment quelconque après le début des travaux mais avant l'expiration de la période de garantie, le représentant ministériel a des motifs de croire que les travaux en partie de ceux-ci n'ont pas été exécutés conformément au Contrat, il peut demander qu'une vérification de ces travaux soit effectuée par un expert qu'il désigne.

17.2 Si, par suite d'une vérification conformément au paragraphe CG17.1, il est établi que les travaux n'ont pas été exécutés suivant le Contrat, l'Entrepreneur doit, sur demande, payer à Sa Majesté tous les coûts et toutes les dépenses raisonnables que cette vérification lui aura occasionnés, en plus et sans préjudice aux droits et recours de Sa Majesté sous le Contrat, en droit ou en équité.

CG18 Déblaiement de l'emplacement

18.1 L'Entrepreneur garde les travaux et leur emplacement propres, sans rebuts, ni débris, et respecte à cet égard toute directive du représentant ministériel.

18.2 Avant l'émission du Certificat provisoire mentionné au paragraphe CG44.2, l'Entrepreneur enlève tout l'outillage et tous les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux. Il enlève également tous rebuts et débris et fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour leur occupation par les employés de Sa Majesté, sauf indication contraire dans le Contrat.

18.3 Avant l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, l'Entrepreneur retire des travaux et leur emplacement, l'excédant de l'outillage et des matériaux, de même que tous les rebuts et débris.

18.4 Les obligations qu'imposent à l'Entrepreneur les paragraphes CG18.1 à CG18.3 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris laissés par les employés de Sa Majesté, ou par les autres entrepreneurs et leurs employés visés au paragraphe CG16.1.

CG19 Surintendant de l'Entrepreneur

- 19.1 L'Entrepreneur désigne sans délai un surintendant après l'adjudication du Contrat.
- 19.2 L'Entrepreneur communique sans délai au représentant ministériel le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1.
- 19.3 Le surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1 à l'entière responsabilité des opérations de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux et il est en outre autorisé à recevoir au nom de l'Entrepreneur, tous avis, consentement, ordre, directive, décision ou toute autre communication qui peut lui être donné en vertu du Contrat.
- 19.4 Pendant les heures de travail et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur doit garder sur les lieux des travaux un surintendant compétent.
- 19.5 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire tout surintendant qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante, et il remplace sans délai le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant que le représentant ministériel estime acceptable.
- 19.6 Sous réserve du paragraphe CG19.5, l'Entrepreneur ne peut remplacer le surintendant sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 19.7 En cas de contravention par l'Entrepreneur au paragraphe CG19.6, le représentant ministériel peut refuser l'émission de tout Certificat mentionné à l'article CG44 jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au représentant ministériel l'ait remplacé.

CG20 Sécurité nationale

- 20.1 Si le Ministre estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'Entrepreneur :
- 20.1.1 de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du Contrat, et
- 20.1.2 de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Ministre, comporter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2 Les contrats que l'Entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu des articles CG19, CG20 et CG21.
- 20.3 L'Entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par le Ministre suivant le paragraphe CG20.1.

CG21 Ouvriers inaptes

- 21.1 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire des travaux toute personne engagée par l'Entrepreneur aux fins des travaux qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompétente ou s'est conduite de façon malséante et l'Entrepreneur refuse l'accès à l'emplacement des travaux à une personne ainsi retirée.

CG22 Augmentation ou diminution des coûts

- 22.1 Le montant établi dans les Articles de convention doit être ni augmenté, ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût du travail, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 22.2 Nonobstant le paragraphe CG22.1 et l'article CG35, le montant énoncé dans les Articles de convention doit faire l'objet d'un redressement de la manière prévue au paragraphe CG22.3, en cas de modification à une taxe imposée en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes ou de toute loi provinciale sur la taxe de vente imposant une taxe de vente au détail sur l'achat de biens personnels corporels incorporés dans les biens immobiliers :
- 22.2.1 survenant après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission pour le Contrat,
- 22.2.2 s'appliquant aux matériaux; et
- 22.2.3 influant sur le coût de ces matériaux pour l'Entrepreneur.
- 22.3 En cas de changement fiscal suivant le paragraphe CG22.2, tout montant pertinent indiqué dans les Articles de convention sera augmenté ou diminué d'un montant égal qui, sur examen des registres mentionnés à l'article CG51, représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, des coûts directement attribuables à ce changement.
- 22.4 Aux fins du paragraphe CG22.2, lorsqu'une taxe fait l'objet d'un changement après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission mais alors que le ministre des Finances en avait donné avis public avant la date de présentation de la soumission, le changement fiscal est censé être survenu avant la date à laquelle la soumission a été présentée.

CG23 Main-d'œuvre et matériaux canadiens

- 23.1 L'Entrepreneur emploie pour l'exécution des travaux, de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens dans toute la mesure où ils sont disponibles, compte tenu des exigences économiques et de la nécessité de poursuivre une exécution diligente des travaux.
- 23.2 Sous réserve du paragraphe CG23.1, l'Entrepreneur emploie, dans la mesure où elle est disponible, la main-d'œuvre de la localité où les travaux sont exécutés, et il recourt aux bureaux des Centres d'emploi du Canada pour recruter les ouvriers, là où la chose est réalisable.
- 23.3 Sous réserve des paragraphes CG23.1 et CG23.2, l'Entrepreneur emploie une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en

ont reçu une libération honorable.

CG24 Protection des travaux et des documents

- 24.1 L'Entrepreneur garde et protège les travaux, l'emplacement des travaux, le Contrat, les devis, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, fournis ou non par Sa Majesté à l'Entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature et ne peut les utiliser, donner, démolir ou en disposer sans le consentement écrit du Ministre, sauf si cela est indispensable à l'exécution des travaux.
- 24.2 Si une cote de sécurité est attribuée aux documents ou renseignements donnés ou dévoilés à l'Entrepreneur, l'Entrepreneur prend toutes les mesures que lui enjoint le représentant ministériel pour assurer le degré de sécurité conforme à cette cote.
- 24.3 L'Entrepreneur fournit tous dispositifs de sécurité et aide toute personne à laquelle le Ministre a donné l'autorisation d'inspecter ou de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent à l'égard des travaux et de l'emplacement des travaux.
- 24.4 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire telles choses et d'effectuer tels travaux additionnels qui, de l'avis du représentant ministériel, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation des paragraphes CG24.1 à CG24.3, ou pour rectifier une violation de ces paragraphes.

CG25 Cérémonies publiques et enseignes

- 25.1 L'Entrepreneur ne permet pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission du Ministre.
- 25.2 L'Entrepreneur n'érige pas ou ne permet pas l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou l'emplacement des travaux sans l'approbation du représentant ministériel.

CG26 Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers

- 26.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, faire le nécessaire pour s'assurer
- 26.1.1 que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'Entrepreneur en vertu du Contrat;
 - 26.1.2 que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par les travaux ou l'outillage;
 - 26.1.3 que les dangers d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux sont éliminés et que, sous réserve de tout ordre qui peut être donné par le représentant ministériel, tout incendie est promptement maîtrisé;

- 26.1.4 que la santé et sécurité des personnes occupées aux travaux ne sont pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
- 26.1.5 que des services médicaux suffisants sont offerts en tout temps pendant les heures de travail, à toutes personnes occupées aux travaux;
- 26.1.6 que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux et l'emplacement des travaux; et
- 26.1.7 que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou l'emplacement des travaux par le représentant ministériel ou sur son ordre sont protégés et ne sont pas enlevés, abimés, changés ou détruits.

- 26.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire toute chose et de construire tout ouvrage additionnel qui, de l'avis du représentant ministériel, est raisonnable ou nécessaire pour assurer l'observation du paragraphe CG26.1 ou pour rectifier une infraction audit paragraphe.
- 26.3 L'Entrepreneur se conforme, à ses propres frais, à tout ordre que le représentant ministériel émet conformément au paragraphe CG26.2.

CG27 Assurances

- 27.1 L'Entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au représentant ministériel conformément aux exigences des Conditions d'assurance « E ».
- 27.2 Les polices d'assurance mentionnées au paragraphe CG27.1 doivent être :
 - 27.2.1 en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux Conditions d'assurance « E »; et
 - 27.2.2 prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à l'article CG28.

CG28 Indemnité d'assurance

- 28.1 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à Sa Majesté, et :
 - 28.1.1 les sommes ainsi versées seront retenues par Sa Majesté aux fins du contrat; ou
 - 28.1.2 si Sa Majesté en décide ainsi, seront conservées par Sa Majesté, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 28.2 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, l'assureur remboursera directement au

demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.

- 28.3 Si le Ministre choisit conformément au paragraphe CG28.1 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'Entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux perdue, endommagée ou détruite, afin d'établir la différence, s'il en est, entre
- 28.3.1 l'ensemble du montant des pertes ou dommages subis par Sa Majesté, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et l'emplacement des travaux et de toute autre somme payable par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat, moins toute somme retenue conformément à l'alinéa CG28.1.2; et
- 28.3.2 l'ensemble des sommes payables par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 28.4 Toute différence établie conformément au paragraphe CG28.3 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
- 28.5 Suite au paiement prévu au paragraphe CG28.4, Sa Majesté et l'Entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du Contrat, à l'égard seulement de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée au paragraphe CG28.3.
- 28.6 S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe CG28.1.2, l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG28.7, déblaie et nettoie les travaux et l'emplacement des travaux et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 28.7 Lorsque l'Entrepreneur exécute les obligations prévues au paragraphe CG28.6, Sa Majesté lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées au paragraphe CG28.1, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 28.8 Sous réserve du paragraphe CG28.7, tout paiement par Sa Majesté en exécution des obligations prévues au paragraphe CG28.7 est effectué conformément aux dispositions du Contrat, mais chaque paiement doit représenter 100% du montant réclamé, nonobstant les alinéas MP4.4.1 et MP4.4.2.

CG29 Garantie du contrat

- 29.1 L'Entrepreneur obtient et dépose auprès du représentant ministériel une ou des garanties conformément aux conditions de garantie du contrat.
- 29.2 S'il est déposé une garantie auprès du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG29.1 constituant en tout ou en partie en un dépôt de garantie, ce dépôt sera traité conformément aux articles CG43 et CG45 des Conditions générales.
- 29.3 Si la garantie en vertu du paragraphe CG29.1 consiste, en partie, en un cautionnement (bond) pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'Entrepreneur affiche une copie de ce cautionnement sur l'emplacement des travaux.

CG30 Modifications aux travaux

- 30.1 Sous réserve de l'article CG5, le représentant ministériel peut, à tout moment avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement :
- 30.1.1 exiger des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les Plans et devis; et
 - 30.1.2 supprimer ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les Plans et devis ou exigés en conformité de l'alinéa CG30.1.1.
- à condition que ces travaux ou matériaux supplémentaires, ou que ces suppressions ou modifications soient, selon lui compatibles avec l'intention du Contrat.
- 30.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux ordres, suppressions et modifications émis de temps à autre par le représentant ministériel en vertu du paragraphe CG30.1, comme s'ils faisaient partie des Plans et devis.
- 30.3 Le représentant ministériel décide si ce que l'Entrepreneur a fait ou omis de faire conformément à un ordre, une suppression ou une modification en vertu du paragraphe CG30.1 a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur.
- 30.4 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu augmentation du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le coût accru que l'Entrepreneur a nécessairement encouru pour les travaux supplémentaires, calculé conformément aux articles CG49 ou GB50.
- 30.5 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu réduction du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté réduit le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat d'un montant égal à la réduction du coût occasionné par toute suppression ou modification ordonnée conformément au paragraphe CG30.1.2, calculé conformément à l'article CG49.
- 30.6 Les paragraphes CG30.3 à CG30.5 s'appliquent seulement à un contrat ou partie d'un contrat comportant, suivant le Contrat, une Entente à prix fixe.
- 30.7 Tout ordre, suppression ou modification mentionné au paragraphe CG30.1 doit être par écrit, porter la signature du représentant ministériel et être communiqué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe CG11.

CG31 Interprétation du Contrat par le représentant ministériel

- 31.1 Avant la délivrance par le représentant ministériel du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, le représentant ministériel tranche toute question concernant l'exécution des travaux ou les obligations de l'Entreteneur en vertu du Contrat et en particulier, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :

- 31.1.1 la signification de quoi que ce soit dans les Plans et devis;
 - 31.1.2 l'Interprétation des Plans et devis au cas d'erreur, omission, obscurité ou divergence dans leur texte ou intention;
 - 31.1.3 le respect des exigences du Contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'Entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - 31.1.4 la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'Entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du Contrat, pour assurer l'exécution des travaux suivant le Contrat et l'exécution du Contrat conformément à ses dispositions;
 - 31.1.5 la qualité de tout genre de travail effectué par l'Entrepreneur; ou
 - 31.1.6 l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux;
- et la décision du représentant ministériel est sans appel, pour ce qui est des travaux.
- 31.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux décisions et directives du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG31.1 et conformément à toute décision et directive du représentant ministériel que en découlent.

CG32 Garantie et rectification des défauts des travaux

- 32.1 Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du Contrat, l'Entrepreneur doit, à ses propres frais
- 32.1.1 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre quant aux parties du travail acceptées relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivront la date d'émission du Certificat provisoire d'achèvement.
 - 32.1.2 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre relativement aux parties des travaux décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivent la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 32.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de rectifier ou corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe CG32.1 ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite.
- 32.3 L'ordre mentionné au paragraphe CG32.2.1 doit être par écrit; il peut préciser le délai dans lequel l'Entrepreneur doit rectifier ou corriger la défectuosité ou le vice et il doit être donné à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 32.4 L'Entrepreneur doit rectifier la défectuosité ou corriger le vice mentionné dans l'ordre donné en conformité du paragraphe CG32.2 dans le délai qui y est stipulé.

CG33 Défaut de l'Entrepreneur

- 33.1 Si l'Entrepreneur omet de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par le représentant ministériel en vertu des articles CG18, CG24, CG26, CG31 ou CG32, le représentant ministériel peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour exécuter ce que l'Entrepreneur a omis d'exécuter.
- 33.2 L'Entrepreneur paie à Sa Majesté, sur demande, la totalité de tous les frais, dépenses et dommages encourus par Sa Majesté en raison du défaut de l'Entrepreneur de se conformer à toute décision ou directive stipulée au paragraphe CG31.1 et en raison de toute méthode utilisée en l'occurrence par le représentant ministériel conformément au paragraphe CG33.1.

CG34 Protestations des décisions du représentant ministériel

- 34.1 L'Entrepreneur peut contester, dans les dix jours de sa réception, une décision ou directive mentionnée aux paragraphes CG30.3 ou CG33.1.
- 34.2 Toute contestation mentionnée au paragraphe CG34.1 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'Entrepreneur et communiquée à Sa Majesté par l'entremise du représentant ministériel.
- 34.3 Si l'Entrepreneur proteste conformément au paragraphe CG34.2, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive qu'il conteste ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bienfondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non-recevoir quant à toute poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 34.4 Tout protêt de l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG34.2 ne le dispense de se conformer à la décision ou directive en question.
- 34.5 Sous réserve du paragraphe CG34.6, l'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 dans les trois mois suivant la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 34.6 L'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois mois suivant la fin d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 et découlant d'un ordre donné en vertu de l'article CG32.
- 34.7 Sous réserve du paragraphe CG34.8, si Sa Majesté tient la contestation de l'Entrepreneur comme bien fondée, elle doit lui rembourser le coût des travaux, de l'outillage et des matériaux additionnels nécessaires à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 34.8 Les couts mentionnés au paragraphe CG34.7 doivent être calculés conformément aux dispositions des articles CG48 à CG50.

CG35 Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté

- 35.1 Sous réserve du paragraphe CG35.2, nul paiement autre qu'un paiement expressément stipulé au Contrat n'est fait par Sa Majesté à l'Entrepreneur en raison de quelque dépense supplémentaire

encourue ou pour quelque perte ou dommage subi par l'Entrepreneur.

35.2 Si l'Entrepreneur encourt des frais supplémentaires ou subit des pertes ou dommages directement attribuables :

35.2.1 à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, dans les Plans et devis ou d'autre documents fournis à l'Entrepreneur pour l'établissement de sa soumission, ou à un écart substantiel entre une présomption raisonnable de l'Entrepreneur fondée sur lesdits renseignements et les conditions réelles rencontrées par l'Entrepreneur à l'emplacement des travaux lors de leur exécution; ou

35.2.2 à la négligence ou à un retard de la part de Sa Majesté après la date du Contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel Sa Majesté est expressément obligée par le Contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire;

il doit dans les dix jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol décrites à l'alinéa CG35.2.1 ou la date de la négligence ou du retard décrit au paragraphe CG35.2.2, en donner avis par écrit au représentant ministériel et lui signifier son intention d'exiger le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.3 Lorsque l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel l'avis mentionné au paragraphe CG35.3, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de l'émission du Certificat définitif mentionné au paragraphe CG44.1, remettre au représentant ministériel une demande écrite de remboursement des frais supplémentaires ou du coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.4 La demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 devra contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la demande afin que le représentant ministériel puisse déterminer si cette demande est justifiée ou non, et l'Entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le représentant ministériel peut exiger.

35.5 Si, de l'avis du représentant ministériel, la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 est bien fondée, Sa Majesté doit verser à l'Entrepreneur un supplément calculé en conformité des articles CG47 à CG49.

35.6 Si, de l'avis du représentant ministériel, le cas décrit à l'alinéa CG35.2.1 se traduit pour l'Entrepreneur par une économie dans l'exécution du Contrat, le montant établi dans les Articles de convention est, sous réserve du paragraphe CG35.7, réduit d'un montant égal à l'économie réalisée.

35.7 Le montant à être déduit en vertu du paragraphe CG35.6 doit être déterminé selon les dispositions des articles CG47 à CG49.

35.8 Si l'Entrepreneur néglige de donner l'avis mentionné au paragraphe CG35.2 et de présenter la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 dans le délai prescrit, aucun supplément ne doit lui être versé en l'occurrence.

CG36 Prolongation de délai

- 36.1 Sous réserve du paragraphe CG36.2, le représentant ministériel peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sur demande présentée par l'Entrepreneur avant le jour fixe par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée auparavant conformément au présent article, prolonger le délai d'achèvement des travaux.
- 36.2 Toute demande mentionnée au paragraphe CG36.1 doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

CG37 Dédommagement pour retard d'exécution

- 37.1 Aux fins du présent article :
- 37.1.1 les travaux sont censés être achetés le jour ou le représentant ministériel délivre le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2; et
- 37.1.2 « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongation accordée en vertu du paragraphe CG36.1 et de tout autre jour où, de l'avis du représentant ministériel, l'achèvement des travaux a été retardé par des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 37.2 Si l'Entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé par les Articles de convention mais achève ces travaux par la suite, l'Entrepreneur paie à Sa Majesté un montant égal à l'ensemble :
- 37.2.1 de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par Sa Majesté aux personnes surveillant les travaux pendant la période de retard;
- 37.2.2 des coûts encourus par Sa Majesté en conséquence de l'impossibilité pour Sa Majesté de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
- 37.2.3 de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par Sa Majesté pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 37.3 S'il estime que l'intérêt public le commande, le Ministre peut renoncer au droit de Sa Majesté à la totalité ou partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe CG37.2.

CG38 Travaux retirés à l'Entrepreneur

- 38.1 Le Ministre peut dans les cas suivants et à son entière discrétion, en donnant un avis par écrite à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11, retirer à l'Entrepreneur la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'Entrepreneur :
- 38.1.1 fait défaut ou retarde à commencer les travaux ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du représentant ministériel, dans les six jours suivant la réception par

l'Entrepreneur d'un avis par écrite du Ministre ou du représentant ministériel, conformément à l'article CG11 :

- 38.1.2 a néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le Contrat;
 - 38.1.3 est devenu insolvable :
 - 31.1.4 a commis un acte de faillite;
 - 31.1.5 a abandonné les travaux;
 - 31.1.6 a fait cession du Contrat sans le consentement requis au paragraphe CG3.1; ou
 - 31.1.7 a de quelque autre façon fait défaut d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du Contrat.
- 38.2 Si la totalité ou une partie quelconque des travaux a été retirée à l'Entrepreneur en vertu de paragraphe CG38.1.
- 38.2.1 l'Entrepreneur n'a droit, sauf dispositions du paragraphe CG38.4, à aucun autre paiement dû et exigible.
 - 38.2.2 l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que Sa Majesté aura subis en raison de défaut de l'Entrepreneur d'achever les travaux.
- 38.3 Si la totalité ou partie des travaux retirés à l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG38.1 est achevée par Sa Majesté, le représentant ministériel établit le montant, s'il y en a, de toute retenue ou demande d'acompte de l'Entrepreneur existant au moment où les travaux lui ont été retirés et dont, selon le représentant ministériel, on n'a pas besoin pour assurer exécution des travaux ou pour rembourser à Sa Majesté les pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'Entrepreneur.
- 38.4 Sa Majesté peut verser à l'Entrepreneur le montant qu'on jugera non requis suivant le paragraphe CG38.3.

CG39 Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur

- 39.1 La retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur d'une obligation quelconque découlant pour lui du Contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 39.2 Si la totalité ou partie des travaux est retirée à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'Entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'Entrepreneur pour les travaux, continuent d'être la propriété de Sa Majesté sans indemnisation de l'Entrepreneur.
- 39.3 Si le représentant ministériel certifie que tout matériau, outillage ou un intérêt quelconque

mentionné au paragraphe CG39.2 n'est plus requis pour les travaux et qu'il n'est plus dans l'intérêt de Sa Majesté de retenir lesdits matériaux, outillage ou intérêt, ils sont remis à l'Entrepreneur.

CG40 Suspension des travaux par le Ministre

- 40.1 Le Ministre peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'Entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis à cet effet, conformément à l'article CG11.
- 40.2 Sur réception suivant l'article CG11 de la sommation mentionnée au paragraphe CG40.1, l'Entrepreneur suspend toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.3 Pendant la période de suspension, l'Entrepreneur ne peut enlever de l'emplacement, sans le consentement du représentant ministériel, quelque partie des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.4 Si la période de suspension est de 30 jours ou moins, l'Entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de la période de suspension et il a droit au paiement des frais, calculés en conformité des articles CG48 à CG50, du travail, de l'outillage et des matériaux nécessairement encourus en conséquence de la suspension des travaux.
- 40.5 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera continuée par l'Entrepreneur, ce dernier reprend les opérations sous réserve des termes et conditions convenus entre lui et le Ministre.
- 40.6 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront continués par l'Entrepreneur ou ne s'entendent pas sur les termes et conditions suivant lesquels l'Entrepreneur poursuivra l'exécution des travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation et conformément de l'article CG41.

CG41 Résiliation du Contrat

- 41.1 Le Ministre peut, à n'importe quel moment, résilier le Contrat en donnant avis par écrit à cet effet à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 41.2 Sur réception suivant l'article CG11 de l'avis mentionné au paragraphe CG41.1, l'Entrepreneur cesse toutes opérations dans l'exécution du Contrat, sous réserve de toutes conditions énoncées dans l'avis.
- 41.3 Si le Contrat est résilié conformément au paragraphe CG41.1, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG41.4, un montant égal :
 - 41.3.1 au coût de tout le travail, l'outillage et les matériaux qu'aura fournis l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date de résiliation, en exécution d'un contrat ou d'une partie de contrat relativement auquel une Entente à prix unitaire est précisée dans le Contrat; ou

41.3.2 au moins :

41.3.2.1 du montant, calculé conformément aux Modalités de paiement, qui aurait été payable à l'Entrepreneur s'il avait achevé les travaux; et

41.3.2.2 du montant que l'on reconnaît devoir à l'Entreteneur en vertu de l'article CG49, concernant un contrat ou une partie de contrat pour lequel le Contrat prévoit une Entente à prix fixe;

moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'Entrepreneur par Sa Majesté et de tous les montants dont l'Entrepreneur est redevable envers Sa Majesté en vertu du Contrat.

41.4 Si Sa Majesté et l'Entrepreneur ne peuvent convenir du montant mentionné au paragraphe CG41.3, ce montant sera déterminé suivant la méthode indiquée à l'article CG50.

CG42 Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur

42.1 Afin d'acquitter toutes obligations légales de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du Contrat, Sa Majesté peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur, ou aux réclamants en l'occurrence. Toutefois, ce montant que paie Sa Majesté, le cas échéant, ne doit pas excéder le montant que l'Entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de le faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.

42.2 Sa Majesté n'effectue pas de paiement tel qu'il est décrit au paragraphe CG42.1 à moins que le réclamant lui remette :

42.2.1 un jugement ou une ordonnance exécutoire d'un tribunal compétent établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux, ou

42.2.2 une sentence arbitrale définitive et exécutoire établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.3 le consentement de l'Entrepreneur autorisant le paiement.

Pour déterminer les droits du réclamant en vertu des alinéas CG42.2.1 et CG42.2.2, l'avis exigé au paragraphe CG42.8 sera réputé remplacer l'enregistrement ou la prestation d'un avis après l'achèvement des travaux exigé par les lois applicables, et aucune réclamation ne sera réputée être

expirée, annulée ou non exécutoire parce que le réclamant n'a pas intenté de poursuites dans les délais prescrits par la loi applicable.

- 42.3 Lorsqu'il accepte d'exécuter un Contrat, l'Entrepreneur est réputée avoir consenti de soumettre à l'arbitrage obligatoire, à la demande d'un réclamant, toutes les questions auxquelles il faut répondre pour déterminer si le réclamant a droit au paiement conformément aux dispositions du paragraphe CG42.1. Les parties à l'arbitrage seront, entre autres, le sous-traitant à qui le réclamant a fourni des matériaux ou de l'équipement ou pour qui il a effectué du travail, si le sous-traitant le désire. L'État ne constitue pas une partie à l'arbitrage et, à moins d'une entente contraire entre l'Entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi provinciale ou territoriale régissant l'arbitrage applicable dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés.
- 42.4 Une paiement effectuée en conformité du paragraphe CG42.1 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'Entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 42.5 Dans la mesure où les circonstances entourant l'exécution des travaux pour le compte de Sa Majesté le permettent, l'Entrepreneur se conforme à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés quant aux périodes de paiement, aux retenus obligatoires, à la création et à la mise en vigueur de lois concernant les privilèges des fournisseurs ou des constructeurs ou de lois semblables ou, s'il s'agit de la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concerne les privilèges.
- 42.6 L'Entrepreneur acquitte toutes ses obligations légales et fait droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le Contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur.
- 42.7 Sur demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur fait une déclaration attestant de l'existence et de l'état de toutes les obligations et réclamations mentionnées au paragraphe CG42.6.
- 42.8 Le paragraphe CG42.1 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- 42.8.1 pour lesquelles le représentant ministériel a reçu un avis par écrit avant qu'un paiement n'ait été effectué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe MP4.10 et dans les 120 jours suivant la date à laquelle le réclamant :
- 42.8.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il s'agit d'une réclamation pour des deniers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou
- 42.8.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou à fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG42.8.1.1; et
- 42.8.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement, conformément au paragraphe CG42.2, ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG42.8.1 a été reçu par le représentant ministériel; et

l'avis exige à l'alinéa CG42.8.1 doit faire état du montant réclamé et du principal responsable selon le Contrat.

- 42.9 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG42.8.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat un partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 42.10 Le représentant ministériel doit aviser l'Entrepreneur par écrit de la réception de toute réclamation mentionné à l'alinéa CG42.8.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG42.9, et l'Entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation. L'avis d'un tel dépôt doit être reçu par le représentant ministériel et, sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'Entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'Entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG42.9 à l'égard de la réclamation d'un réclamant pour laquelle la garantie a été déposée.

CG43 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise

43.1 Si :

43.1.1 les travaux sont retirés à l'Entrepreneur conformément à l'article CG38;

43.1.2 le Contrat est résilié en vertu de l'article CG41; ou

43.1.3 l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du Contrat;

Sa Majesté peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.

43.2 Si Sa Majesté s'approprie le dépôt de garantie conformément au paragraphe CG43.1, le montant obtenu en l'occurrence est censé être une dette payable à l'Entrepreneur par Sa Majesté en vertu du Contrat.

43.3 Tout solde du montant mentionné au paragraphe CG43.2, s'il en est, après paiement de toutes pertes dommages ou réclamations de Sa Majesté ou quelqu'un autre, sera payé par Sa Majesté à l'Entrepreneur si, dans l'opinion du représentant ministériel, il n'est pas requis pour les fins du Contrat.

CG44 Certificats du représentant ministériel

44.1 Le jour :

44.1.1 où les travaux sont achevés; et

44.1.2 où l'Entrepreneur s'est conformé au Contrat et à tous les ordres et directives donnés conformément au Contrat;

à la satisfaction du représentant ministériel, le représentant ministériel délivre à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.

- 44.2 Si le représentant ministériel est convaincu que les travaux sont suffisamment achevés, il peut, à tout moment avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 délivrer à l'Entrepreneur un Certificat provisoire d'achèvement, et :
- 44.2.1 aux fins du paragraphe CG44.2, les travaux seront jugés suffisamment achevés
- 44.2.1.1 lorsqu'une partie considérable ou la totalité des travaux visés par le Contrat sont, de l'avis du représentant ministériel, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou sont utilisés aux fins prévues; et
- 44.2.1.2 lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du Contrat peuvent, de l'avis du représentant ministériel, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas
- 44.2.1.2.1 -3 p. 100 des premiers 500 000 \$; et
- 44.2.1.2.2 -2 p 100 des prochains 500 000 \$; et
- 44.2.1.2.3 -1 p. 100 du reste
- de la valeur du Contrat au moment du calcul de ce coût.
- 44.3 Aux fins uniquement du sous-alinéa 44.2.1.2, lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur ou, lorsque le représentant ministériel et l'Entrepreneur conviennent de ne pas achever les travaux dans les délais prescrits, le coût de la partie des travaux que l'Entrepreneur n'a pu terminer pour des raisons indépendantes de sa volonté ou que le représentant ministériel et l'Entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du contrat mentionnée au sous-alinéa CG44.2.1.2 et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement réel.
- 44.4 Le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 doit décrire les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à la satisfaction du représentant ministériel et préciser tout ce que l'Entrepreneur doit faire :
- 44.4.1 avant que le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 puisse être délivré; et
- 44.4.2 avant le début de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe CG32.1.2 pour lesdites parties et toutes autres choses.
- 44.5 Le représentant ministériel peut, en plus des points indiqués dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, obliger l'Entrepreneur à rectifier toutes autres parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et faire effectuer toutes autres choses nécessaires pour l'achèvement satisfaisant des travaux.

- 44.6 Si le Contrat ou l'une de ses parties a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, le représentant ministériel mesure et consigne dans un registre les quantités de travail exécuté d'outillage fourni par l'Entrepreneur et de matériaux utilisés pour l'exécution des travaux, et informe, sur demande, l'Entrepreneur au sujet de ces mesurages.
- 44.7 L'Entrepreneur aide le représentant ministériel et coopère avec lui dans l'exécution des tâches précisées au paragraphe CG44.6 et a le droit de prendre connaissance de tout registre tenu par le représentant ministériel suivant le paragraphe CG44.6.
- 44.8 Une fois que le représentant ministériel a délivré le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, il doit, si le paragraphe CG44.6 s'applique, délivrer un Certificat définitif de mesurage.
- 44.9 Le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 :
- 44.9.1 indique le total des mesurages des quantités mentionnées au paragraphe CG44.6, et
- 44.9.2 lie de façon péremptoire Sa Majesté et l'Entrepreneur quant aux mesurages des quantités qui y sont consignées.

CG45 Remise du dépôt de garantie

- 45.1 Après la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 et à condition que l'Entrepreneur n'ait pas violé ses engagements en vertu du Contrat ou omis de les remplir, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur la totalité ou partie du dépôt de garantie, s'il en est, qui de l'avis du représentant ministériel, n'est pas requise aux fins du Contrat.
- 45.2 Au moment de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur tout le solde du dépôt de sécurité, sauf stipulation contraire du Contrat.
- 45.3 Si le dépôt de garantie a été versé au Trésor, Sa Majesté doit payer à l'Entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt à un taux établi de temps à autre en vertu du paragraphe 21(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

CG46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50

- 46.1 Dans les articles CG47 à CG50 :
- 46.1.1 l'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant dans les Articles de convention, et
- 46.1.2 l'expression « outillage » ne comprend pas les outils habituellement fournis par les hommes de métier dans l'exercice de leurs fonctions.

CG47 Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires

- 47.1 Le représentant ministériel et l'Entrepreneur peuvent convenir par écrit, lorsqu'une Entente à prix unitaire s'applique au Contrat ou à l'une de ses parties :
- 47.1.1 d'ajouter au Tableau des prix unitaires des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux, des unités de mesurage, de prix par unité et des estimations de quantités lorsque certains travaux, outillage et matériaux devant apparaître dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 ne figurent dans aucune des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux établies au Tableau des prix unitaires; ou
 - 47.1.2 sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, de modifier le prix par unité établi au Tableau des prix unitaires à l'égard d'une quelconque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux y figurant, lorsqu'une quantité a été estimée à l'égard de cette catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux, et que le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 indique ou est susceptible d'indiquer que la quantité totale de cette catégorie de travail exécuté, d'outillage fourni ou de matériaux utilisés par l'Entrepreneur, pour l'exécution des travaux, est :
 - 47.1.2.1 inférieur à 85% de la quantité estimée; ou
 - 47.1.2.2 supérieure à 115% de la quantité estimée.
- 47.2 Le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément au sous-alinéa 47.1.2.1 ne doit, en aucun cas, excéder le montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale estimative de travail avait été exécutée, la quantité totale estimative d'outillage avait été fournie ou la quantité totale estimative de matériaux, utilisée.
- 47.3 Toute modification rendue nécessaire par le sous-alinéa CG47.1.2.2 ne s'appliquera qu'aux quantités supérieures à 115%.
- 47.4 Si le représentant ministériel et l'Entrepreneur ne s'entendent pas suivant le paragraphe CG47.1, le représentant ministériel détermine la catégorie et l'unité de mesurage du travail, de l'outillage et des matériaux et, sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, le prix par unité est déterminé conformément à l'article CG50.

CG48 Établissement du coût – Tableau des prix unitaires

- 48.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins du Contrat, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, on multiplie la quantité de ce travail de cet outillage ou de ces matériaux, exprimée par l'unité énoncée à la colonne 3 du Tableau des prix unitaires, par le prix énoncé en regard de cette unité à la colonne 5 du Tableau des prix unitaires.

CG49 Établissement du coût – Négociation

- 49.1 Si le mode d'établissement du coût prévu à l'article CG48 ne peut être utilisé parce que le genre ou la catégorie de travail, d'outillage et de matériaux en cause ne figurent pas au Tableau des prix unitaires, le coût du travail, de l'outillage ou des matériaux, aux fins du Contrat est le montant

convenu de temps à autre entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel.

- 49.2 Aux fins du paragraphe CG49.1, l'Entrepreneur remet au représentant ministériel lorsque ce dernier le requiert, tout renseignement nécessaire sur ce qu'il lui en coûte en travail, outillage et matériaux mentionnés au paragraphe CG49.1.

CG50 Établissement du coût en cas d'échec des négociations

- 50.1 Si l'on ne parvient pas à établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux conformément aux méthodes prévues aux articles CG47, CG48 ou CG49, pour les fins mentionnées dans ceux-ci, le coût sera égal à l'ensemble de :

- 50.1.1 tous les montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'Entrepreneur pour le travail, l'outillage et les matériaux couverts par une des catégories de dépenses prévues au paragraphe CG50.2, qui sont directement attribuables à l'exécution du Contrat;
- 50.1.2 une somme égale à 10% du total des dépenses de l'Entrepreneur mentionnées à l'alinéa CG50.1.1, représentant une indemnité pour profit et pour tous les autres coûts et dépenses, incluant les frais de financement et les intérêts, les frais généraux, dépenses du siège social, et tous autres frais ou dépenses, mais non les coûts et dépenses mentionnés à l'alinéa CG50.1.1 ou CG50.1.3 ou pour une catégorie mentionnée au paragraphe CG50.2;
- 50.1.3 l'intérêt sur les coûts déterminés en vertu des alinéas CG50.1.1 et CG50.1.2, intérêt qui sera calculé conformément à l'article MP9,

pourvu que le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires, auquel s'appliquent les dispositions de l'alinéa CG47.1.2.1, n'est pas supérieur au montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale dudit article aurait été effectivement produite, utilisée ou fournie.

- 50.2 Aux fins de l'alinéa CG50.1.1, les catégories de dépenses admissibles dans l'établissement du coût du travail, de l'outillage et des matériaux, sont :
- 50.2.1 les paiements faits aux sous-entrepreneurs;
- 50.2.2 les traitements, salaires et frais de voyage versés aux employés de l'Entrepreneur affectés, proprement dit, à l'exécution des travaux, à l'exception des traitements, salaires, gratifications, frais de subsistance et de voyage des employés de l'Entrepreneur travaillant généralement au siège social ou à un bureau général de l'Entrepreneur, à moins que lesdits employés ne soient affectés à l'emplacement des travaux avec la approbation du représentant ministériel;
- 50.2.3 les cotisations exigibles en vertu d'un texte statutaire relativement aux indemnités des accidents du travail, à l'assurance-chômage, au régime de retraite et aux congés rémunérés;
- 50.2.4 les frais de location d'outillage ou un montant équivalent aux frais de location si l'outillage appartient à l'Entrepreneur qui était nécessaire et qui a été utilisé pour

l'exécution des travaux, à condition que lesdits frais ou la somme équivalente soient raisonnables et que l'utilisation dudit outillage ait été approuvée par le représentant ministériel;

- 50.2.5 les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et des frais de réparation à tel outillage qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la bonne exécution du Contrat, à l'exclusion de toutes réparations provenant de défauts existant avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- 50.2.6 les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et incorporés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.7 les paiements relatifs à la présentation, à la livraison, à l'utilisation, à l'érection, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.8 tout autre paiement fait par l'Entrepreneur avec l'approbation du représentant ministériel et nécessaire à l'exécution du Contrat.

CG51 Registres à tenir par l'Entrepreneur

- 51.1 L'Entrepreneur :
 - 51.1.1 tient des registres complets du coût estimatif et réel des travaux, des appels d'offres, des prix cotés, des contrats, de la correspondance, des factures, des reçus et des pièces justificative s'y rapportant;
 - 51.1.2 met à la disposition du Ministre et du sous-receveur général du Canada ou des personnes qu'ils délèguent pour vérification et inspection tous les documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1;
 - 51.1.3 permet à toutes personnes mentionnées à l'alinéa 51.1.2 de faire des copies ou extraits de tous registres et documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1; et
 - 51.1.4 fournit aux personnes mentionnées à l'alinéa CG51.1.2 tous les renseignements qu'elles peuvent exiger de temps à autre au sujet de ces registres et documents.
- 51.2 Les registres tenus par l'Entrepreneur conformément à l'alinéa CG51.1.1, sont conservés intact pendant deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que le Ministre peut fixer.
- 51.3 L'Entrepreneur oblige tous sous-entrepreneurs, et toutes autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliés, de même que toutes personnes qui contrôlent l'Entrepreneur directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes CG51.1 et CG51.2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

CG52 Conflits d'intérêts

- 52.1 Le présent Contrat stipule qu'aucun ancien titulaire de charge publique qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peut retirer des avantages directs du présent Contrat.

CG53 Situation de l'Entrepreneur

- 53.1 L'Entrepreneur sera retenu en vertu du Contrat à titre d'entrepreneur indépendant.
- 53.2 L'Entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du Contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.
- 53.3 Aux fins des paragraphes CG53.1 et CG53.2, l'Entrepreneur sera à lui seul responsable de tous les paiements et de toutes les retenues exigées par la loi, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-chômage, les accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.



CONDITIONS GÉNÉRALES

- CA 1 Preuve du contrat d'assurance**
- CA 2 Gestion des risques**
- CA 3 Paiement de franchise**
- CA 4 Assurance d'assurance**

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

- EGA 1 Assuré**
- EGA 2 Période d'assurance**
- EGA 3 Preuve du contrat d'assurance**
- EGA 4 Avis**

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

- ARC 1 Portée de l'assurance**
- ARC 2 Garanties/Dispositions**
- ARC 3 Risques additionnels**
- ARC 4 Indemnité d'assurance**
- ARC 5 Franchise**

ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES

- AC 1 Portée de l'assurance**
- AC 2 Biens assurés**
- AC 3 Indemnités d'assurance**
- AC 4 Montant d'assurance**
- AC 5 Franchise**
- AC 6 Subrogation**
- AC 7 Exclusion**

ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR



CONDITIONS GÉNÉRALES

CA 1 Preuve du contrat d'assurance (02/12/03)

Dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, ce dernier, à moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement, doit remettre à l'agent d'approvisionnement, l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé par l'agent d'approvisionnement, remettre à ce dernier les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux Exigences des garanties d'assurance décrites ci-après.

CA 2 Gestion des risques (01/10/94)

Les dispositions des Exigences des garanties d'assurance des présentes n'ont pas pour but de couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur en vertu de l'article CG8 des Conditions générales « C » du marché. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, de prendre des mesures additionnelles de gestion des risques ou des garanties d'assurance complémentaires qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à l'article CG8.

CA 3 Paiement de franchise (01/10/94)

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CA 4 Assurance d'assurance (02/12/03)

L'entrepreneur a déclaré qu'il détient une assurance de responsabilité civile appropriée et habituelle qui est en vigueur conformément aux présentes Conditions d'assurance et il a garanti qu'il obtiendra, en temps opportune et avant le commencement des travaux, l'assurance de biens appropriée et habituelle conformément aux présentes Conditions d'assurance et qu'en outre il maintiendra en vigueur toutes les polices d'assurance requises conformément aux présentes Conditions d'assurance.

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

PARTIE I

EXIGENCES GÉNÉRALES D'ASSURANCE (EGA)

EGA 1 Assuré (02/12/03)

Chaque contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'Assuré dénommé additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches Canada.



**EGA 2 Période d'assurance
(02/12/03)**

Moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes Conditions d'assurance, les contrats d'assurance exigés dans les présentes doivent prendre effet le jour de l'attribution du marché et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement du représentant ministériel.

**EGA 3 Preuve du contrat d'assurance
(01/10/94)**

Dans un délai de vingt-cinq (25) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, l'assureur, à moins d'avis contraire écrit de l'entrepreneur, doit remettre à l'entrepreneur l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé, les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux présentes Exigences de présentes garanties d'assurance.

**EGA 4 Avis
(01/10/94)**

Chaque contrat d'assurance doit renfermer une disposition selon laquelle trente (30) jours avant de procéder à toute modification importante visant la garantie d'assurance, ou à l'annulation de ladite garantie d'assurance, un avis par écrit doit être envoyé par l'assureur à Sa Majesté. Tout avis de cette nature que reçoit l'entrepreneur doit être transmis sans délai à Sa Majesté.

**PARTIE II
ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES**

**ARC 1 Portée de l'assurance
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi sur un formulaire similaire à celui connu et désigné dans l'industrie de l'assurance sous l'appellation Assurance de la responsabilité civile des entreprises (base d'événement) – BAC 2100, et doit accorder un montant de garantie d'au moins 2 000 000 \$ (tous dommages confondus) pour des dommages corporels et matériels imputables au même événement ou à une série d'événements ayant la même origine. Les frais de justice ou autres déboursés de défense par suite de sinistre ou de réclamation ne viendront pas en déduction du montant de garantie.

**ARC 2 Garanties/Dispositions
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit inclure les garanties/dispositions suivantes sans toutefois nécessairement s'y limiter :

- 2.1 La responsabilité découlant de la propriété, de l'existence de l'entretien ou de l'utilisation de lieux par l'entrepreneur et les activités nécessaires ou connexes à l'exécution du présent contrat.
- 2.2 L'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance ».



- 2.3 L'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non.
- 2.4 La responsabilité découlant des appareils de levage et des monte-charge (y compris les escaliers roulants).
- 2.5 La responsabilité civile indirecte des entrepreneurs.
- 2.6 Les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat.
- 2.7 La responsabilité civile découlant des risques après travaux. En regard de la présente garantie, ainsi que toutes les autres garanties de cette Partie II des présentes Conditions d'assurance, l'assurance doit demeurer en vigueur pendant au moins un (1) an à partir de la date de délivrance du Certificat d'achèvement du représentant ministériel.
- 2.8 Responsabilité réciproque – La clause doit être rédigée comme suit :

Responsabilité réciproque – L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité faite à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

- 2.9 Individualité des intérêts – La clause doit être rédigée comme suit :

Individualité des intérêts – La présente assurance, sous réserve des montants de garantie, s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

ARC 3 Risques additionnels (02/12/03)

Le contrat d'assurance doit couvrir ou être amendé pour couvrir les risques suivants, si l'entreprise y est soumise :

- 3.1 Dynamitage;
- 3.2 Battage de pieux et travail par caisson;
- 3.3 Reprise en sous-œuvre;
- 3.4 Risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport en service;
- 3.5 Contamination par radioactivité par suite de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
- 3.6 Endommagement à la partie d'un bâtiment existant hors de la portée directe d'un marché de rénovation, d'addition ou d'installation;
- 3.7 Risques maritimes reliés à la construction de jetés, quais et docks.



**ARC 4 Indemnités d'assurance
(01/10/94)**

Toute indemnité en vertu de la présente assurance est habituellement versée à un tiers réclamant.

**ARC 5 Franchise
(02/12/03)**

Le contrat d'assurance doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$ événement quant aux sinistres causés par dommages matériels.

**PART III
ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES**

**AC 1 Portée de l'assurance
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi pour assurer l'entreprise sur un base « Tous risques » donnant un couverture d'assurance identique à celle qui est fournie par les formulaires connues et désignées dans l'industrie des assurances sous les noms de l' « Assurances des Chantiers – Formule globale » ou « Risques d'installation – Tous Risques ».

**AC 2 Biens assurés
(01/10/94)**

Les biens assurés doivent comprendre :

- 2.1 les travaux, ainsi que tous les biens, équipement et matériaux devant être incorporés à l'entreprise achevée à l'endroit du projet, avant, durant et après leur installation, érection ou construction, y compris les essais;
- 2.2 les frais de déblaiement du chantier occasionnés par un sinistre couvert y ayant laissé des débris provenant de biens couverts par la présente assurance, y compris la démolition des biens endommagés, l'enlèvement de la glace et l'assèchement.

**AC 3 Indemnité d'assurance
(01/10/94)**

- 3.1 Toutes indemnités en vertu du contrat d'assurance doit être payées conformément à l'article CG28 des Conditions générales « C » du contrat.
- 3.2 Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payé à Sa Majesté ou selon les directives du Ministre.
- 3.3 L'entrepreneur doit faire toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

AC 4 Montant d'assurance



(01/10/94)

Le montant de l'assurance doit égalier au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents du marché de tout le matériel et équipement fourni par Sa Majesté sur le chantier pour être incorporé à l'entreprise achevée et en faire partie.

**AC 5 Franchise
(02/12/94)**

La police doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$.

**AC 6 Subrogation
(01/10/94)**

La clause suivante doit être incluse dans le contrat d'assurance :

« Tous droits de subrogation ou transfert de droits sont par les présentes abandonnées contre toutes les personnes physiques ou morales ayant droit au bénéfice de la présente assurance. »

**AC 7 Exclusion
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :

- 7.1 Peuvent être exclus les frais inhérents à la bonne exécution des travaux, et rendus nécessaires par des défauts dans les matériaux, la main d'œuvre ou la conception, l'assurance produisant néanmoins ses effets en ce qui concerne les sinistres entraînés par voie de conséquence.
- 7.2 La perte ou les dommages causés par la contamination de matériaux radioactifs, sauf la perte ou les dommages résultant de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour la mesure, l'inspection, le contrôle de la qualité, la radiographie ou la photographie industriels.
- 7.3 La mise en service et l'occupation de l'entreprise, en totalité ou en partie, doivent être permis pour les fins auxquels l'entreprise est destiné à son achèvement.



ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR
(À ÊTRE COMPLÈTE PAR L'ASSUREUR (NON PAR LE COURTIER) ET LIVRÉE AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA DANS LES TRENTE JOURS SUIVANT L'ACCEPTATION DE LA SOUMISSION)

MARCHÉ

DESCRIPTION DES TRAVAUX	NUMÉRO DE MARCHÉ	DATE D'ADJUDICATION
ENDROIT		

ASSUREUR

NOM
ADRESSE

COURTIER

NOM
ADRESSE

ASSURÉ

NOM DE L'ENTREPRENEUR
ADRESSE

ASSURÉ ADDITIONNEL

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA REPRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA
--

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE QUE LES POLICES D'ASSURANCE SUIVANTES SONT PRÉSENTEMENT EN VIGUEUR ET COUVRENT TOUTES LES ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ, EN FONCTION DU MARCHÉ DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA CONCLU ENTRE L'ASSURÉ DÉNOMMÉ ET LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA SELON LES CONDITIONS D'ASSURANCE « E ».

POLICE					
GENRE	NUMÉRO	DATE D'EFFET	DATE D'EXPIRATION	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES					
ASSURANCE DES CHANTIERS « TOUS RISQUES »					
RISQUES D'INSTALLATION « TOUS RISQUES »					

L'ASSUREUR CONVIENT DE DONNER UN PRÉAVIS DE TRENTE JOURS AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA EN CAS DE TOUTE MODIFICATION VISANT LA GARANTIE D'ASSURANCE OU LES CONDITIONS OU DE L'ANNULATION DE N'IMPORTE QUELLE POLICE OU GARANTIE QUI FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

NOM DU CADRE OU DE LA PERSONNE AUTORISÉE	SIGNATURE	DATE :
		NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :



CGC1 Obligation de fournir une garantie de contrat

- 1.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir une ou plusieurs des garanties de contrat mentionnées à l'article CGC2.
- 1.2 L'Entrepreneur doit fournir au représentant ministériel la garantie de contrat mentionnée au paragraphe CGC1.1 dans les 14 jours suivant la date à laquelle l'Entrepreneur reçoit un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

CGC2 Types et montants acceptables de garanties de contrat

- 2.1 L'Entrepreneur fournit au représentant ministériel conformément à l'article CGC1 :
 - 2.1.1 un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention; ou
 - 2.1.2 un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention, et un dépôt de garantie représentant :
 - 2.1.2.1 au moins 10% du montant indiqué dans les Articles de convention, si ce montant n'excède pas 250 000 \$; ou
 - 2.1.2.2 25 000 \$, plus 5% de la partie du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention qui excède 250 000 \$; ou
 - 2.1.3 un dépôt de garantie représentant le montant prescrit à l'alinéa CGC2.1.2, majoré d'un supplément représentant 10% du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.2 Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe CGC2.1 doivent être dans une forme approuvée et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par Sa Majesté.
- 2.3 Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu de l'alinéa CGC2.1.2 ne doit pas excéder 250 000 \$, quel que soit le montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.4 Le dépôt de garantie mentionné aux alinéas CGC2.1.2 et CGC2.1.3 consiste en :
 - 2.4.1 une lettre de change payable à l'ordre du receveur général du Canada et certifiée par une institution financière approuvée ou tirée par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - 2.4.2 des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 2.5 Aux fins du paragraphe CGC2.4 :



- 2.5.1 une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'Entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier; et
- 2.5.2 si une lettre de change est certifiée par une institution financière autre qu'une banque à charte, elle doit être accompagnée d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa CGC2.5.3 ;
- 2.5.3 une institution financière agréée est :
- 2.5.3.1 une société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements,
- 2.5.3.2 une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi,
- 2.5.3.3 une caisse de crédit au sens de l'alinéa 137(6)(b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
- 2.5.3.4 une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province, ou
- 2.5.3.5 la Société canadienne des postes.
- 2.5.4 les obligations mentionnées à l'alinéa CGC2.4.2 doivent être :
- 2.5.4.1 payables au porteur ;
- 2.5.4.2 accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du receveur général du Canada, dûment exécuté et dans la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
- 2.5.4.3 enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; et
- 2.5.4.4 fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du Contrat.



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	National Research Council	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	ASPM/SAGI
---	---------------------------	--	-----------

3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
--	---

4. Brief Description of Work / Brève description du travail
M10 Room 001 Electrical Vault Ventilation

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? No / Non Yes / Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? No / Non Yes / Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) No / Non Yes / Oui

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. No / Non Yes / Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? No / Non Yes / Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
--	--------------------------------------	---

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>

7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

Security Classification / Classification de sécurité



Contract Number / Numéro du contrat

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
 If Yes, indicate the level of sensitivity:
 Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No / Non Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
 Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMBLEMES | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
 Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No / Non Yes / Oui
 If Yes, will unscreened personnel be escorted?
 Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No / Non Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
 Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
 Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No / Non Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
 Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No / Non Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
 Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
 Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No / Non Yes / Oui



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(les) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Bruno Vallieres	Title - Titre Manager Facilities Engineering Unit	Signature <i>B Vallieres</i>
Telephone No. - N° de téléphone (613)991-5586	Facsimile No. - N° de télécopieur (613)957-9828	E-mail address - Adresse courriel Bruno.Vallieres@nrc-cnrc.gc.ca
		Date Oct 15 / 2014

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Charlotte Carrier	Title - Titre Controlled Goods and Contracts Security Coordinator	Signature <i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone (613) 993-8956	Facsimile No. - N° de télécopieur (613) 990-0946	E-mail address - Adresse courriel Charlotte.Carrier@nrc-cnrc.gc.ca
		Date 2014/10/15

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No / Non Yes / Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées) MARC BEDARD	Title - Titre Senior Contracting Officer	Signature <i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date 20/10/14

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

Security Classification / Classification de sécurité
--